



L'avenir est entre vos mains
Faites entendre votre voix

Plateforme numérique multilingue de la conférence sur l'avenir de l'Europe

Rapport final mai 2022



Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europe-Démocratie-Esperanto](#)

Le but de ce document "provisoire" est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts).

S'il n'y a pas de traductions, les citoyens sont exclus du débat.

Ce document n'existait qu'en anglais (voir la [page d'archives](#)). À partir du fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont désormais disponibles dans [toutes les langues officielles](#). Cependant, en raison de la disparition du site d'origine, les liens web de ce texte ne sont pas fonctionnels.

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction des documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale Espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous :

[Kontakto \(europokune.eu\)](mailto:kontakto@europokune.eu)

<https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE>

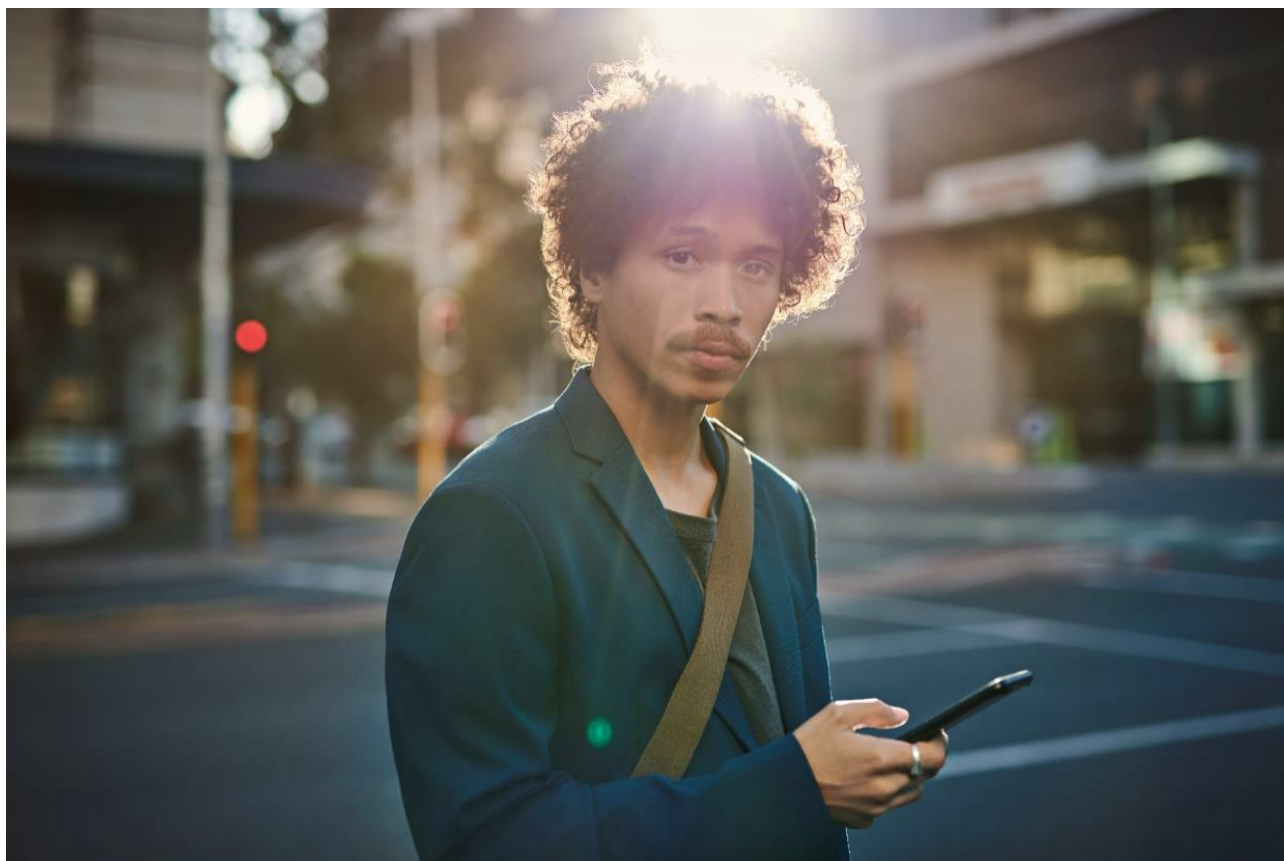
Clause de non-responsabilité: le présent rapport relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas les points de vue des institutions de l'UE ou de la conférence sur l'avenir de l'Europe.

Analyse réalisée par Kantar Public.

Résumé

Introduction.....	5	Intégration des systèmes de soins de santé de l'UE.....	37
Synthèse.....	8	Des modes de vie sains.....	37
Changement climatique et environnement.....	9	Recherche en santé.....	38
Santé.....	11	Prévention plutôt qu'intervention.....	39
Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi.....	11	Vieillesse en bonne santé et lutte contre le vieillissement.....	39
L'UE dans le monde.....	12	Approches de la médecine.....	39
Valeurs et droits, état de droit et sécurité.....	13	Réponses à la COVID-19.....	40
Transformation numérique.....	14	Soins du cancer.....	41
Démocratie européenne.....	14	Travailleurs de la santé.....	41
Migration.....	15	Santé sexuelle et génésique.....	41
Éducation, culture, jeunesse et sport.....	16	Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022).....	42
1. Aperçu des contributions sur la plateforme.....	17	4. Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi.....	45
Aperçu de l'activité.....	17	Événements.....	46
Aperçu des événements.....	20	Une Europe plus inclusive et socialement juste.....	46
Qui a participé au débat?.....	21	Relance économique.....	47
Thèmes d'actualité en termes de contributions.....	22	Innovation – stimuler la croissance.....	48
Évolutions récentes.....	22	Protection sociale et sécurité sociale.....	49
Thèmes d'actualité du 21 février au 9 mai 2022.....	24	Fiscalité pour une économie équitable.....	50
2. Changement climatique et environnement.....	25	Renforcer le marché unique européen.....	50
Événements.....	26	Stimuler les emplois.....	51
Lutte contre le changement climatique et «pacte vert».....	26	Remettre en question le modèle économique actuel.....	52
Énergie.....	27	Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022).....	53
Transports.....	27	5. L'UE dans le monde.....	57
Consommation.....	28	Événements.....	58
Biodiversité et le bien-être des animaux.....	29	Objectifs généraux de la politique étrangère de l'UE.....	58
Agriculture.....	29	Défense et forces armées.....	59
Pollution.....	30	Prise de décision.....	59
Subventionnement, fiscalité.....	30	Politique de voisinage et relations avec les autres.....	60
Créer un changement dans les attitudes et les comportements.....	30	Élargissement.....	60
Logement et construction.....	31	Politiques commerciales.....	61
Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022).....	31	Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022).....	61
3. Santé.....	34	6. Valeurs et droits, État de droit, sécurité.....	65
Événements.....	36		
Accès aux soins de santé pour tous.....	36		

Événements.....	66	Protéger et renforcer la démocratie.....	90
Droits et libertés.....	66	Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022).....	91
Une société inclusive.....	68	9. Migration.....	94
Protéger l'état de droit.....	69	Événements.....	95
Sécurité.....	69	Politique commune de l'UE en matière de migration	95
Valeurs de l'UE.....	70	Position humaniste sur la migration.....	96
Lobbying et corruption.....	71	Intégration.....	96
Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022).....	71	La migration hors UE en tant que menace.....	97
7. Transformation numérique.....	75	Contrôle aux frontières.....	97
Événements.....	77	S'attaquer aux causes profondes de la migration...98	
Éducation et formation: compétences numériques.....	77	Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022).....	98
Souveraineté numérique et éthique.....	77	10. Éducation, culture, jeunesse et sport.....	102
Numérisation globale de la société.....	78	Événements.....	103
Outils numériques européens – numérisation du secteur public.....	79	Favoriser une identité européenne commune.....	103
Données numériques.....	79	Mobilité intra-UE.....	104
Cybersécurité.....	80	Éducation à l'épreuve du temps.....	104
Droits numériques et inclusion.....	80	Précarité du travail et chômage des jeunes.....	105
Pollution, durabilité et durabilité.....	81	Patrimoine européen.....	106
Numérisation de l'économie.....	81	Accès à l'éducation et à la culture.....	106
Santé numérique.....	82	Professionnels créatifs et académiques.....	107
Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022).....	82	Inclusivité dans le sport.....	107
8. Démocratie européenne.....	85	Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022).....	107
Événements.....	86	ANNEXE I : Liste des idées actuellement les plus approuvées et commentées par sujet.....	111
Élections au Parlement européen.....	86	Idées les plus commentées et approuvées par thème (19/04 /2021–09/05/2022).....	112
Fédéralisation de l'Union européenne.....	87	ANNEXE II: Méthodologie.....	123
Participation et consultation des citoyens.....	87		
Réformes institutionnelles.....	88		
Favoriser une identité et un espace public européens communs.....	89		



Introduction

Avec la conférence sur l'avenir de l'Europe, le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne ont donné aux citoyens européens des 27 États membres l'occasion d'engager un débat sur les défis et les priorités à relever afin de créer ensemble une Europe adaptée à l'avenir. Dans le cadre du processus de la conférence, une plateforme numérique multilingue (ci-après dénommée «la plateforme») a été lancée le 19 avril 2021 (futura.europa.eu) et est restée en ligne tout au long des travaux de la conférence.

a) La plate-forme était un élément clef de la Conférence; elle a donné à chaque citoyen de l'Union la possibilité de participer dans l'une des 24 langues officielles de l'Union. Les citoyens peuvent présenter leurs idées, les soutenir et les commenter. La plate-forme était également l'endroit où tout le monde pouvait partager des informations sur les événements de la conférence et rendre compte de leurs résultats.

Toutes les contributions sur la plateforme ont ensuite été collectées et analysées afin de contribuer aux travaux des [panels de citoyens européens](#), [l'assemblée plénière](#) de la [conférence](#). Trois [rapports intermédiaires](#), [trois rapports des États membres](#) et un [rapport complet](#)

ont été publiés à ce jour, couvrant les contributions sur la plateforme jusqu'au 20 février 2022.

Le présent rapport couvre toutes les contributions sur la plateforme depuis sa création le 19 avril 2021 jusqu'au 9 mai 2022, date à laquelle la conférence a achevé ses travaux.

Lors de la lecture de ce rapport, il est important de garder à l'esprit que les contributions sur la plateforme représentent les points de vue des contributeurs respectifs et ne devraient pas être considérées comme représentant les points de vue des citoyens européens dans leur ensemble.

Les résultats analytiques sont présentés dans le rapport en fonction des thèmes définis sur la plateforme:

- Changement climatique et environnement
- Santé
- Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi
- L'UE dans le monde
- Valeurs et droits, État de droit, sécurité

- Transformation numérique
- Démocratie européenne
- Migration
- Éducation, culture, jeunesse et sport

Note sur la méthodologie

L'objectif principal de ce rapport est une **analyse qualitative** des contributions sur la plate-forme. Ceci est réalisé sur la base des idées, des rapports d'événements et des commentaires soumis par les contributeurs afin de fournir une vue d'ensemble du contenu de la plate-forme. Dans la pratique, au sein de chaque sujet, une analyse textuelle manuelle et un regroupement des idées proposées et des événements clôturés avec des rapports d'événements ont été effectués par une équipe de recherche, avec l'aide d'un outil de regroupement assisté par ordinateur. Par la suite, un résumé des thèmes communs et des sous-thèmes possibles a été préparé. L'analyse des clusters en thèmes et sous-thèmes est effectuée à l'intérieur des thèmes prédéfinis. Cela signifie que les idées recoupant plusieurs sujets ou les idées soumises par les contributeurs sous plusieurs sujets ou sous «Autres idées» peuvent apparaître plusieurs fois dans le présent rapport sous les sujets pertinents. Cette approche a été choisie afin de donner une perspective holistique sur chacun des sujets de la conférence.

Les questions soulevées par un petit nombre de contributeurs figurent également dans cette analyse si elles offrent une nouvelle perspective par rapport à celle des autres contributeurs. L'objectif est de fournir un aperçu général de l'ampleur et de la diversité des idées actuellement proposées sur la plateforme, plutôt que de se concentrer sur des éléments quantitatifs. Néanmoins, les thèmes, sous-thèmes ou idées qui reviennent fréquemment ou qui ont un nombre élevé d'approbations ou de commentaires sont indiqués dans le texte, afin de refléter l'état actuel des discussions sur la plate-forme, y compris un niveau élevé d'intérêt ou de débat sur certaines questions. Ces éléments sont également utilisés pour guider l'ordre de présentation des thèmes dans le présent rapport.

Des éléments quantitatifs (nombre d'idées, de commentaires, d'approbations et d'événements) sont également utilisés dans la vue d'ensemble des contributions et dans la liste des idées actuellement les plus approuvées et commentées par sujet présentée à **l'annexe I**.

Veuillez également noter que dans l'analyse fournie dans le présent rapport, le terme «contributions» fait référence à une combinaison d'idées, de commentaires et de rapports d'événements.

De plus amples détails sur l'approche méthodologique sont fournis à **l'annexe II**.

Les idées mentionnées sur la plateforme sous «Autres idées» ont été placées sous l'un des neuf sujets susmentionnés, ou plusieurs sujets dans le cas de questions transversales.

Pour chaque sujet, un aperçu du regroupement thématique des idées et des événements avec des rapports d'événements est fourni, aidé par un système d'analyse de texte qui identifie les multiples occurrences d'une idée similaire, dans n'importe quelle langue. Ces thèmes et sous-thèmes identifiés sont présentés dans l'ordre du niveau d'occurrence tel qu'évalué par l'analyste à l'aide du système d'analyse de texte. Une zone de texte au début de chaque sujet fournit des exemples d'événements organisés sur ce sujet, en mettant l'accent sur les nouveaux événements ajoutés depuis le dernier rapport. Un aperçu thématique des nouvelles contributions téléchargées sur la plateforme après le 20 février 2022 a été ajouté dans un encadré à la fin de chaque chapitre thématique.

Une carte mentale pour chaque sujet fournit une représentation visuelle de l'analyse du contenu par thèmes et sous-thèmes.



Synthèse

Le présent rapport résume les activités de la plateforme numérique multilingue pour la conférence sur l'avenir de l'Europe depuis son lancement jusqu'au 9 mai 2022. Au cours de cette période, 48 530 contributions ont été enregistrées sur la plateforme, avec 18 955 idées, 22 570 commentaires et 7 005 événements couvrant les 10 sujets. Du 21 février au 9 mai 2022, 4 796 nouvelles contributions ont été ajoutées à la plateforme. La majorité de ces nouvelles contributions consolident les thèmes et sous-thèmes existants dans les différents thèmes et n'ont aucun impact sur l'ordre des thèmes en fonction de leur occurrence globale. Le début de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022 a influencé certains nouveaux sous-thèmes sur divers sujets, tels que les appels en faveur d'une participation plus forte de l'UE au conflit dans le cadre du thème de l'UE dans le monde, ainsi que les suggestions visant à parvenir à la souveraineté énergétique européenne dans le cadre du thème «Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi».



Changement climatique et environnement

Les contributeurs sont préoccupés par le changement climatique et ses effets, ainsi que par de nombreux autres défis environnementaux. Les thèmes les plus fréquents concernent les émissions ainsi que les énergies renouvelables. Les contributeurs en général souhaitent une transition écologique accélérée avec des mesures immédiates et concrètes de la part de l'UE et des gouvernements, assorties d'une série de propositions, telles que la promotion d'une production et de transports d'énergie plus écologiques, la modification des modes de consommation, une agriculture plus durable, la promotion de la biodiversité et l'arrêt de la pollution. Les contributions ont souligné la nécessité d'une éducation et d'une communication au niveau de l'UE, avec des initiatives visant à résoudre ces problèmes. Certains contributeurs ont soulevé la question de la justice sociale dans le contexte de la politique climatique. Les idées peuvent être regroupées thématiquement comme suit:

- Un appel global exhortant les gouvernements et l'UE à prendre des mesures immédiates, avec une politique environnementale européenne plus forte pour lutter contre le changement climatique. Les contributeurs ont présenté plusieurs suggestions pour lutter contre les émissions et ont débattu des meilleures pratiques et des moyens d'accélérer la transition écologique et la mise en œuvre du pacte vert aux niveaux local et régional;
- Sous le thème de l'énergie, les contributeurs sont fortement favorables à l'augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables et à l'amélioration de la diversité énergétique par la recherche, ainsi qu'à l'innovation à l'aide de sources d'énergie alternatives, tant pour les ménages que pour les petites et moyennes entreprises (PME). Toutefois, certains contributeurs ont attiré l'attention sur la question de l'acceptation par la population, et la question de l'énergie nucléaire a suscité un débat controversé;
- Les participants souhaitent des mesures visant à encourager le développement et l'utilisation de moyens de transport alternatifs et respectueux de l'environnement, assorties de diverses suggestions visant à encourager l'utilisation des transports publics, et demandent un renforcement de la recherche et des

investissements dans des solutions de transport alternatif;

- Sous le thème de la consommation, les contributeurs souhaitent des mesures plus fortes pour lutter contre les déchets et le gaspillage alimentaire et promouvoir le recyclage et une économie circulaire, ciblant à la fois les fabricants et les consommateurs. En outre, des appels sont lancés en faveur de mesures visant à promouvoir une consommation plus durable dans des secteurs allant du tourisme à la mode en passant par les appareils électroniques. Les contributeurs sont également préoccupés par les pressions environnementales liées à la transformation numérique, telles que le développement des cryptomonnaies;
- la promotion de la biodiversité et du bien-être animal, avec des appels en faveur du reboisement, de l'arrêt de la déforestation, de la protection des espèces menacées et de l'augmentation des installations de recherche liées à la biodiversité;
- Sous le thème de l'agriculture, un sous-thème fort est l'appel à éliminer l'utilisation des pesticides et, en général, à adopter des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Parmi les autres mesures liées à l'environnement figurent la promotion de l'agriculture locale, de la biodiversité, des régimes végétariens ou végétaliens et des prix équitables pour les agriculteurs;
- Moyens et mesures de lutte contre la pollution, considérée comme une source de pression sur l'environnement. Des solutions ont été proposées pour lutter contre la pollution de l'eau, l'utilisation polluante du plastique avec des appels à interdire l'utilisation d'un seul plastique, ainsi que la pollution lumineuse;
- l'arrêt des subventions non respectueuses de l'environnement telles que les combustibles fossiles ou les subventions à la pêche préjudiciables, ainsi que diverses propositions de mesures fiscales visant à susciter un changement de comportement et à promouvoir une consommation durable, par exemple au moyen d'une taxe sur la durabilité;
- Les contributeurs souhaitent que des efforts accrus soient déployés pour changer les comportements et les attitudes grâce à une sensibilisation, une éducation et une communication accrues;
- En lien avec les récentes hausses des prix de l'énergie et la dépendance de plus en plus problématique de l'Union à l'égard des

approvisionnement en gaz et en pétrole russes, un certain nombre de contributions ont appelé à un passage accéléré aux sources d'énergie renouvelables, à la promotion d'une consommation d'énergie plus consciente et à la promotion de la souveraineté énergétique de l'Union;

- un thème spécifique est consacré au logement et à la construction, avec des idées concernant le logement durable, les matériaux de construction respectueux de l'environnement et le «nouveau Bauhaus européen»;
- Les contributeurs ont discuté de l'interaction entre la numérisation et le changement climatique sous le thème de la «transformation numérique».



Le thème de la santé couvre une grande variété de thèmes. Le thème le plus fréquemment abordé, fortement influencé par l'expérience de la COVID-19 et son incidence, concerne l'égalité d'accès à des soins de santé de qualité dans l'ensemble de l'UE, avec des idées en faveur d'une coopération plus étroite entre les États membres, d'une harmonisation et d'une intégration accrues, par exemple au moyen de normes de qualité des soins à l'échelle de l'UE. Les contributeurs veulent accroître la recherche et les investissements dans le domaine de la médecine et ont suggéré diverses idées pour améliorer la santé publique en général. Les thèmes principaux sont les suivants:

- Mesures visant à garantir l'accès à des soins de santé abordables et de qualité, avec un accès pour tous, en particulier aux soins de santé mentale. Les suggestions comprennent, entre autres, un régime européen d'assurance maladie afin de garantir le caractère abordable;
- une coopération et une intégration accrues, un système de soins de santé de l'UE renforcé ou même une compétence accrue de l'UE en matière de santé publique;
- stratégies intégrées pour relever les défis communs de l'UE en matière de santé, tels que le cancer, la santé mentale, la prévention du suicide, les maladies rares, etc.; – Ressources et mesures visant à promouvoir l'éducation à la santé, des modes de vie et des régimes alimentaires sains, y compris en matière de santé mentale, et diverses mesures visant à décourager la consommation de produits malsains, tels que le tabac. Les participants souhaitent que l'UE investisse davantage dans une série de mesures préventives liées à la santé; – la nécessité d'une innovation et d'investissements coordonnés au niveau de l'UE dans la recherche en matière de santé, en particulier en ce qui concerne le profil démographique vieillissant de l'UE;
- Sous le thème des approches de la médecine, les idées discutées comprennent les soins palliatifs et de fin de vie, l'intégration des remèdes naturels ou des approches plus holistiques de la médecine;
- les possibilités et les menaces pour la santé liées à la numérisation accrue au cours des dernières décennies, parmi lesquelles l'intégration des systèmes européens de santé en ligne et les dangers de la dépendance numérique;

- une évaluation de l'incidence de la COVID-19, y compris l'évaluation des réponses telles que le certificat corona numérique, la nécessité de revaloriser les professionnels de la santé et les enseignements à tirer pour se préparer aux futures pandémies et lutter contre celles-ci;
- Les thèmes moins importants concernent les mesures liées à la santé sexuelle et génésique, telles que la lutte contre la pauvreté de la période, l'éducation sexuelle et le droit à l'avortement, ainsi que les soins contre le cancer, examinées en particulier en ce qui concerne la prévention, le diagnostic précoce et la mise en commun des ressources à l'échelle de l'UE.



Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi

Un thème fréquemment abordé dans le cadre de ce thème est l'importance pour l'Europe de devenir plus inclusive et socialement juste, en particulier à la lumière de la pandémie de COVID-19. Les contributions au titre de ce thème comprennent également diverses suggestions visant à stimuler la croissance économique dans l'UE, telles que la recherche et l'innovation, le renforcement du marché unique et diverses mesures visant à soutenir les petites et moyennes entreprises et les industries stratégiques. En outre, les contributeurs estiment que le bien-être de divers groupes de personnes, en particulier les plus défavorisés, est essentiel au bon fonctionnement et à la poursuite de la croissance de l'UE. Les thèmes les plus importants débattus dans le cadre de ce thème sont les suivants:

- Suggestions pour construire une Europe plus inclusive et socialement juste, conformément au socle européen des droits sociaux, telles que des mesures de protection sociale, l'élimination de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, des mesures de réduction de la pauvreté, l'égalité entre les hommes et les femmes, la garantie des droits des personnes handicapées, des droits des personnes LGBTIQ et de la représentation. Différentes idées concrètes ont été débattues, notamment une approche unifiée de l'UE en matière de sécurité sociale, l'introduction de quotas de genre au niveau des conseils d'administration et un indice de mesure de l'égalité sociale;
- La reprise économique, y compris les préoccupations concernant l'augmentation de la dette publique dans l'UE, les discussions sur le rôle de la Banque centrale européenne, appelle

- à une révision du pacte de stabilité et de croissance et à un élargissement de la facilité pour la reprise et la résilience, ainsi que diverses suggestions visant à soutenir la production et la consommation locales afin de stimuler le marché intérieur et l'économie de l'UE. À la lumière de la récente crise énergétique engendrée par les réponses stratégiques à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, les appels en faveur de l'autonomie énergétique stratégique ont été intensifiés;
- stimuler la croissance de l'emploi en investissant dans l'innovation, l'éducation, la numérisation, la recherche et le développement, mais aussi en mettant en place une économie verte. L'accent est mis en particulier sur le soutien aux petites et moyennes entreprises, qui sont considérées comme des moteurs de l'innovation. En outre, plusieurs contributions ont abordé le potentiel des zones rurales en matière d'innovation économique, avec des appels à des mesures visant à lutter contre le dépeuplement des zones rurales ou à un soutien général au secteur agricole, en encourageant en particulier les jeunes agriculteurs;
 - Les contributeurs estiment que les mesures de sécurité sociale sont importantes pour parvenir à la justice sociale. Le revenu de base inconditionnel est l'idée la plus fréquemment soulevée. Parmi les autres idées figurent des politiques de retraite et des retraites coordonnées dans les États membres de l'UE, ainsi que des actions visant à réduire la pauvreté dans l'UE, et un appel à tenir compte plus généralement de la transformation démographique de l'UE. appelle de ses vœux une carte de sécurité sociale européenne commune numérisée – également évoquée ailleurs – et des droits sociaux transférables pour les Européens mobiles sont également présents dans les contributions à ce sujet;
 - Divers formats fiscaux pour une économie équitable et inclusive, tels que des mesures fiscales visant à garantir une concurrence loyale entre les entreprises, des taxes environnementales et une taxe minimale à l'échelle de l'Union pour lutter contre les paradis fiscaux;
 - Les contributeurs ont également évoqué l'idée d'une politique fiscale commune assortie d'une réforme fiscale européenne pour un avenir européen plus uni, comprenant davantage de ressources propres de l'UE ou un budget indépendant des États membres, ainsi que des suggestions visant à renforcer davantage le marché unique;
 - Suggestions visant à améliorer les conditions de travail, telles que le travail flexible et le droit à la déconnexion, et mesures spécifiques visant à faciliter davantage la mobilité de la main-d'œuvre au sein de l'UE. Le chômage des jeunes, en particulier, a fait l'objet de discussions et de plusieurs suggestions visant à aider les jeunes à entrer sur le marché du travail;
 - Certaines idées remettent en question le modèle économique actuel en vue d'évoluer vers un modèle européen inclusif et équitable qui va au-delà du PIB.



L'UE dans le monde

Divers thèmes liés à la politique étrangère ont été abordés dans le cadre de ce thème. Dans l'ensemble, les thèmes les plus récurrents sont ceux qui appellent à une présence plus forte de l'UE sur la scène politique mondiale, conformément aux valeurs fondamentales de l'UE. Les contributeurs à la plateforme ont soulevé la question de l'autonomie stratégique et estiment souvent que l'UE devrait faire preuve de plus d'audace dans l'exercice de son pouvoir d'influence et de son pouvoir de coercition, bien que certains contributeurs aient exprimé des doutes à cet égard. Les principaux thèmes sont les suivants:

- contributions examinant les objectifs généraux de la politique étrangère de l'Union, avec des appels en faveur d'une politique étrangère commune de l'Union défendant les droits de l'homme et les valeurs démocratiques dans le monde entier;
- développer divers moyens et mécanismes afin de renforcer l'image de l'Union et de veiller à ce qu'elle soit prise au sérieux sur la scène politique mondiale, avec un débat considérable sur une politique de défense commune pour pouvoir intervenir, mais aussi pour jouer un rôle dissuasif et représenter un pouvoir géopolitique vis-à-vis d'autres puissances mondiales;
- la création d'une armée de l'UE et d'institutions défensives ou militaires centralisées connexes;
- Repenser la règle de l'unanimité dans le processus décisionnel en matière de politique étrangère et donner davantage de pouvoirs au Parlement européen;
- des actions visant à rendre l'Union plus visible, ainsi que des idées concernant une

représentation diplomatique de l'Union, par exemple avec un siège unique au Conseil de sécurité des Nations unies;

- Exercer un pouvoir d'influence en tant que défenseur du multilatéralisme en renforçant les politiques commerciales;
- Poursuite de l'élargissement, en particulier aux pays des Balkans occidentaux. À la lumière de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, l'adhésion de l'Ukraine à l'Union a également été discutée;
- favoriser l'autonomie stratégique de l'Union et mettre davantage l'accent sur la fonction primordiale de marché économique commun de l'Union;
- adopter une position plus ferme à l'égard de la Chine, notamment en adoptant une stratégie de l'Union européenne en matière d'investissements étrangers;
- Un grand nombre des contributions les plus récentes concernaient le rôle de l'UE dans la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, le plus souvent en demandant à l'UE de soutenir l'Ukraine ou de jouer un rôle de premier plan pour mettre fin au conflit.



Valeurs et droits, état de droit et sécurité

Les contributeurs ont avancé des idées sur l'égalité et une variété de droits et de libertés et ont discuté du concept de valeurs européennes en tant que principe directeur de l'élaboration des politiques de l'UE. Étant donné que l'égalité est considérée comme une valeur fondamentale de l'UE, il existe un fort soutien en faveur d'efforts accrus pour créer une société inclusive, les contributeurs appelant en particulier à une plus grande égalité entre les hommes et les femmes, à la reconnaissance des droits des personnes LGBTIQ et à l'inclusion des minorités ethniques et des personnes handicapées. Une autre idée récurrente à ce sujet concerne la nécessité de défendre et de défendre l'état de droit. Les principaux thèmes et idées sont les suivants:

- Les discussions ont notamment porté sur la garantie des droits de l'homme en général et sur les moyens de les rendre exécutoires, ainsi que sur une variété de droits et de libertés. Les droits civils et politiques sont fortement représentés dans ce sujet sur la plateforme, le droit au respect de la vie privée et à la liberté d'expression, ainsi que leurs limites (désinformation, discours de haine) étant parmi

les contributions les plus importantes. Les droits économiques et sociaux ont également été évoqués, comme dans le thème «Une économie plus forte»;

- La lutte contre la discrimination et les moyens et mesures visant à parvenir à une société plus égalitaire et plus inclusive ont été évoqués, en particulier pour les personnes handicapées, les personnes âgées et les minorités nationales et ethniques. Un grand nombre d'idées portent sur la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes, telles que la garantie de l'égalité de rémunération et l'amélioration de la protection des droits et libertés des personnes LGBTIQ;
- Un certain nombre de suggestions concrètes concernent des moyens d'améliorer la protection de l'état de droit dans l'UE, tels qu'un mécanisme de réexamen ou l'introduction de stratégies punitives pour les pays qui enfreignent l'état de droit, par exemple en réduisant les subventions ou en supprimant le droit de vote au Conseil. Certains contributeurs critiquent toutefois ce qu'ils considèrent comme une ingérence de l'Union dans les affaires intérieures des États membres;
- Un groupe de contributions s'est concentré sur ce qui constitue les valeurs de l'Union, telles que les droits de l'homme, la liberté, l'égalité, la démocratie, l'état de droit, le pluralisme, la solidarité et l'égalité entre les hommes et les femmes, qui devraient guider les politiques de l'Union et ses interactions à l'échelle mondiale, voire être inscrites dans la constitution de l'Union, selon les contributeurs;
- Les discussions ont également porté sur le rôle des valeurs chrétiennes, certains contributeurs faisant valoir que les voix et les approches plus conservatrices au sein de l'Union ne devraient pas être rejetées;
- Comme dans le cadre du thème «L'UE dans le monde», un certain nombre de participants ont débattu, sous le thème de la sécurité, de l'idée d'une armée de l'UE et de la nécessité d'une coopération plus étroite entre les pays européens sur les questions de sécurité intérieure. Les événements géopolitiques récents n'ont fait que renforcer cet appel en faveur d'un renforcement de l'organisation militaire de l'Union et de la protection des frontières;
- Des appels sont lancés en faveur d'une réglementation renforcée afin de rendre le lobbying plus transparent et de lutter contre la corruption.



Transformation numérique

De manière générale, les contributeurs ont souligné l'importance de faciliter la transformation numérique et d'investir dans celle-ci dans un large éventail de domaines, notamment la gouvernance, l'économie et la santé. Toutefois, ils ont également mis en évidence plusieurs défis liés à la transformation numérique, tels que des considérations éthiques, la fracture numérique croissante, les lacunes du règlement général sur la protection des données et les cybermenaces. Dans l'ensemble, les thèmes les plus récurrents concernent la nécessité d'investir dans l'éducation numérique et de favoriser les compétences numériques, ainsi que d'investir dans l'innovation numérique et de progresser vers une Europe numériquement souveraine. Les thèmes principaux sont les suivants:

- veiller à ce que les citoyens de l'Union possèdent les compétences numériques nécessaires pour réussir dans un monde de plus en plus numérique, et numériser le système éducatif;
- Moyens et mesures de soutien à l'innovation numérique, tels que l'intelligence artificielle et le renforcement de la souveraineté numérique. Cela couvre un large éventail de sous-thèmes: encourager l'utilisation de logiciels libres, la fabrication durable, les médias sociaux et les plateformes qui respectent les normes de l'Union en matière de respect de la vie privée et, plus généralement, construire un écosystème numérique européen compétitif et ouvert sur le monde, mais aussi sûr et respectueux de la vie privée;
- plusieurs outils pour la citoyenneté numérique et l'unification numérique de l'UE, avec des suggestions pour les portails numériques, l'identification à l'échelle européenne au moyen d'une identification électronique numérique ou d'une méthode d'authentification à l'échelle européenne pour accéder aux données à caractère personnel ou pour les services publics;
- Les participants sont préoccupés par la confidentialité et la sécurité des données, avec des idées concernant le stockage centralisé des données à caractère personnel sensibles, la garantie de réseaux publics sécurisés avec des logiciels libres ou la technologie de la chaîne de blocs, des mesures législatives visant à protéger la confidentialité des données et une approche centralisée pour défendre l'UE contre le cyberterrorisme;
- œuvrer en faveur de l'inclusion numérique au moyen de mesures visant à garantir un accès abordable et inclusif à l'espace numérique, à favoriser les compétences numériques dans toute une série de profils de population et à garantir l'accessibilité numérique sur le plan géographique, y compris dans les zones rurales;
- des mesures de transition numérique durables, avec une numérisation conduisant à une réduction de la pollution et demande, entre autres, des équipements numériques durables et réparables;
- la numérisation de l'économie avec des mesures relatives à la crypto-monnaie et un appel en faveur d'un euro numérique;
- Investir dans l'éducation numérique et la santé numérique afin de promouvoir une utilisation saine et consciente de la technologie.



Démocratie européenne

Les idées sous ce thème couvrent un large éventail de questions. Les thèmes les plus récurrents concernent les élections au Parlement européen, la pérennisation des institutions européennes par la restructuration et la question de la «fédéralisation». La nécessité d'accroître la participation des citoyens pour aider à façonner l'élaboration des politiques a été largement discutée. Les contributeurs estiment qu'il est essentiel d'accroître les connaissances sur les questions européennes et de favoriser une identité européenne commune. Comme pour d'autres sujets, les contributeurs soulignent souvent la nécessité de protéger la démocratie et de défendre l'état de droit dans l'UE. Les thèmes les plus importants sont:

- en ce qui concerne la représentation, des changements dans la manière dont les élections au Parlement européen sont organisées afin de renforcer la participation des citoyens aux processus démocratiques de l'Union, avec des propositions de listes électorales transnationales et de campagnes transnationales; l'élection directe d'un président de l'Union a également été proposée;
- L'idée de fédéralisation est prépondérante. Les contributions vont des appels à prendre des mesures en faveur d'une union fédérale dans des domaines spécifiques à l'établissement d'une Constitution européenne. D'autre part, certains participants sont sceptiques ou

appellent plutôt à la décentralisation, avec des pouvoirs accrus pour les États membres;

- Les suggestions comprennent des mesures visant à faire des consultations et de la participation des citoyens un élément structurel de la gouvernance de l'UE afin de créer un sentiment d'appropriation parmi les citoyens en ce qui concerne le processus décisionnel de l'UE. Les propositions comprennent l'institutionnalisation des assemblées citoyennes, la création de plateformes en ligne et l'organisation de référendums à l'échelle de l'UE;
- Des réformes institutionnelles ont été suggérées, dans le but de rendre les institutions de l'UE plus efficaces et transparentes et de les rapprocher des citoyens. Parmi les suggestions les plus fréquentes figurent le vote à la majorité qualifiée plutôt que l'unanimité au Conseil, en particulier en ce qui concerne la protection des valeurs de l'Union, et un rôle plus important pour le Parlement européen en général;
- Mécanismes et moyens permettant de mieux impliquer les citoyens de l'UE et de veiller à ce qu'ils soient plus connectés et mieux informés sur l'UE, les institutions de l'UE et ses décisions. Les suggestions concernent l'amélioration de la communication, la réduction de la distance entre les députés au Parlement européen et leurs circonscriptions, les plateformes médiatiques communes de l'Union et la promotion d'un esprit européen; cette dernière suggestion figure également dans le thème de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport;
- Mécanismes et moyens de protection des valeurs démocratiques en ce qui concerne le lobbying, la corruption et les mesures contre les gouvernements qui violent les principes démocratiques. La lutte contre la désinformation, également abordée sous d'autres thèmes, est également abordée sous ce thème;
- Certaines contributions ont appelé à une plus grande participation des gouvernements et des parlements nationaux à l'élaboration des politiques de l'UE, avec, par exemple, des sessions parlementaires obligatoires sur les affaires européennes, ce qui les rend plus responsables des politiques de l'UE.



Migration

Bien que les contributions sur ce thème appellent systématiquement à une approche commune de l'UE en matière de migration, elles révèlent plus que sur tout autre sujet des opinions très différentes. D'une part, un groupe d'interactions appelle à une plus grande solidarité et à de meilleures procédures d'intégration, tandis que d'autre part, d'autres contributions souhaitent davantage d'actions pour contrôler et réduire les migrations. Prenant une position intermédiaire, un autre groupe de participants souhaiterait favoriser la mobilité internationale, mais uniquement entre les démocraties économiquement développées. Parmi les thèmes les plus récurrents figurent une politique commune de l'UE en matière de migration, le respect des droits de l'homme dans le domaine de la migration, le soutien à l'intégration des migrants de diverses manières, mais aussi des idées appelant à un renforcement des contrôles aux frontières et de la gestion des migrations. Les idées peuvent être résumées comme suit:

- plaide en faveur d'une politique migratoire commune, telle qu'une politique de l'Union en matière de migration de main-d'œuvre, une politique migratoire sélective de l'Union ou un système fondé sur des points;
- demande une politique migratoire respectueuse des droits de l'homme, dotée de meilleures infrastructures d'accueil et de routes migratoires plus sûres; et des procédures d'asile et de retour plus humaines;
- mesures et moyens spécifiques visant à réduire la migration ou diverses formes de migration contrôlée, avec des contrôles aux frontières plus stricts et un rapatriement plus strict;
- Moyens et mesures visant à faciliter et à soutenir l'intégration des migrants et des résidents permanents dans l'UE. Les mesures proposées comprennent des programmes d'éducation linguistique et de volontariat pour les migrants, ainsi que des campagnes d'information visant à sensibiliser les citoyens de l'Union à la lutte contre le racisme;
- l'opposition à la migration sous quelque forme que ce soit, en l'associant au terrorisme, à une menace pour l'identité culturelle de l'Union ou à l'utilisation de la migration comme arme politique;
- Des efforts mieux organisés et coordonnés en matière de contrôle aux frontières: un soutien accru à Frontex et une plus grande solidarité entre les États membres;
- La nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la migration dans les pays d'origine, par

exemple au moyen de politiques de développement renforcées et de relations commerciales équitables. Les discussions ont également porté sur les moyens de lutter contre la migration climatique.



Éducation, culture, jeunesse et sport

Compte tenu de sa nature multithématique, le contenu de ce sujet couvre une variété de thèmes. Alors que la jeunesse est un courant dans de nombreuses idées à travers la plate-forme, l'accent le plus fort dans ce sujet est sur l'éducation et la culture. Comme ailleurs sur la plateforme, l'appel à promouvoir une identité européenne commune est un sentiment sous-jacent récurrent pour les thèmes recensés dans le cadre de ce thème, avec des contributions liées, entre autres, aux échanges, à l'exposition à différentes cultures et à la mobilité. Bon nombre des thèmes abordés dans le cadre de ce thème sont transversaux et apparaissent donc ailleurs sur la plateforme:

- Moyens et mesures visant à favoriser le développement d'une identité et d'une citoyenneté européennes; avec un rôle clé pour les médias et le journalisme européen, ainsi que pour les productions européennes diffusant les valeurs et la culture européennes;
- L'augmentation de l'enseignement des langues étrangères ou les cours obligatoires dans les écoles sur les institutions de l'UE et l'histoire européenne sont également considérés comme un moyen de favoriser la reconnaissance et une identité européenne commune. Il existe de nombreuses suggestions pour un langage

unificateur et commun sur la plate-forme sous divers sujets; Les suggestions vont de l'espéranto à l'anglais comme langue commune. L'appel à reconnaître l'espéranto en particulier est largement répandu dans les différents thèmes, y compris sous Autres idées;

- Diverses suggestions visant à favoriser la mobilité au sein de l'UE, notamment en ce qui concerne l'éducation, avec un élargissement des bourses Erasmus, entre autres;
- plusieurs idées soulignent la nécessité d'une éducation à l'épreuve du temps, avec des appels en faveur de la numérisation, de la promotion des compétences non techniques à côté des compétences STIM ou des compétences interculturelles en général;
- En outre, les idées présentées dans le cadre de ce thème portent sur des actions spécifiques liées au chômage des jeunes et des jeunes, à la précarité du travail, aux besoins en matière d'éducation et de formation ou à l'aide spécifique à l'emploi des jeunes;
- garantir l'égalité d'accès à l'éducation, en particulier à l'enseignement supérieur, en soutenant en particulier les habitants des zones rurales, les anciens détenus, les minorités ethniques et les personnes handicapées afin de leur permettre d'accéder à des études supérieures;
- la nécessité de soutenir et de protéger l'industrie culturelle et créative au moyen d'un cadre juridique;
- Moyens et mesures de soutien aux professionnels universitaires et aux chercheurs;
- Une plus faible proportion d'idées ont porté sur le sport dans l'UE et sur les moyens d'améliorer l'inclusivité dans le sport.



1. Aperçu des contributions sur la plateforme



Aperçu de l'activité

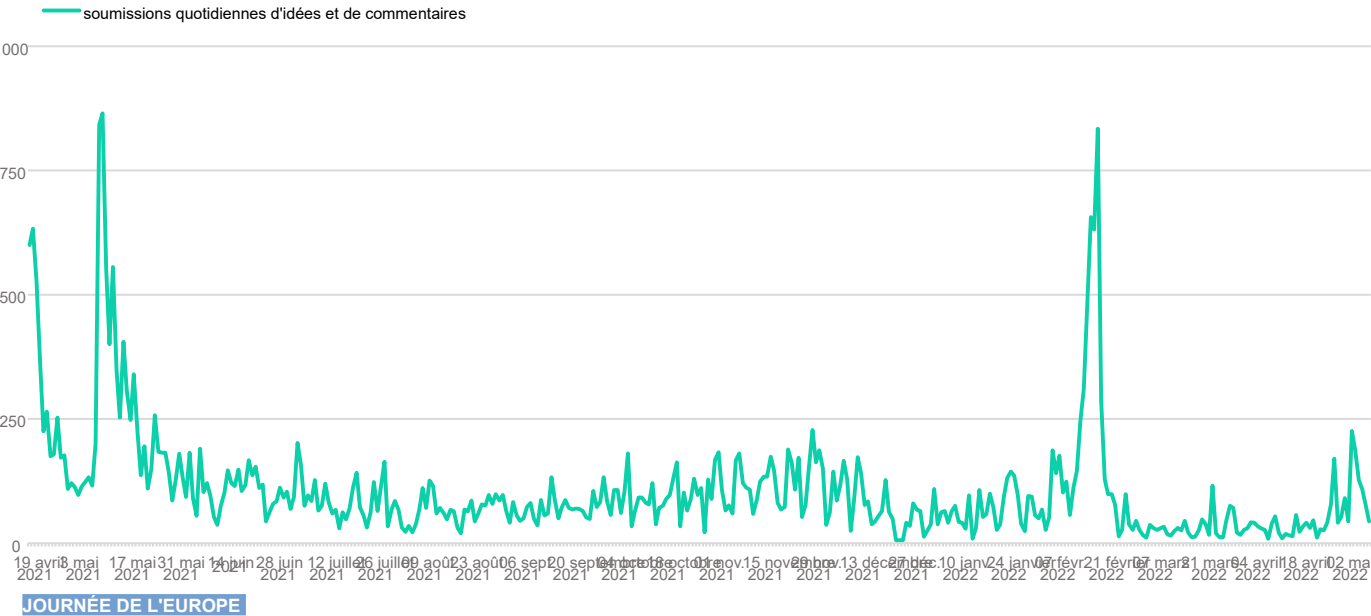
Depuis le lancement de la plateforme numérique multilingue du 19 avril au 9 mai 2022, 48 530 contributions au total ont été recueillies sur la plateforme, représentant des idées, des commentaires et des événements. L'activité peut être ventilée comme suit:

- Idées: 18,955
- Observations: 22,570
- Événements: 7,005

Si l'on examine la ligne de tendance (voir figure 1), on observe trois pics dans les soumissions d'idées et de commentaires. Le premier pic a coïncidé avec le lancement de la plateforme, le deuxième pic a eu lieu

autour de l'inauguration de la conférence sur l'avenir de l'Europe le 9 mai, tandis que le troisième pic a eu lieu la semaine dernière avant la date limite du 20 février pour la prise en compte des contributions dans le dernier rapport publié.

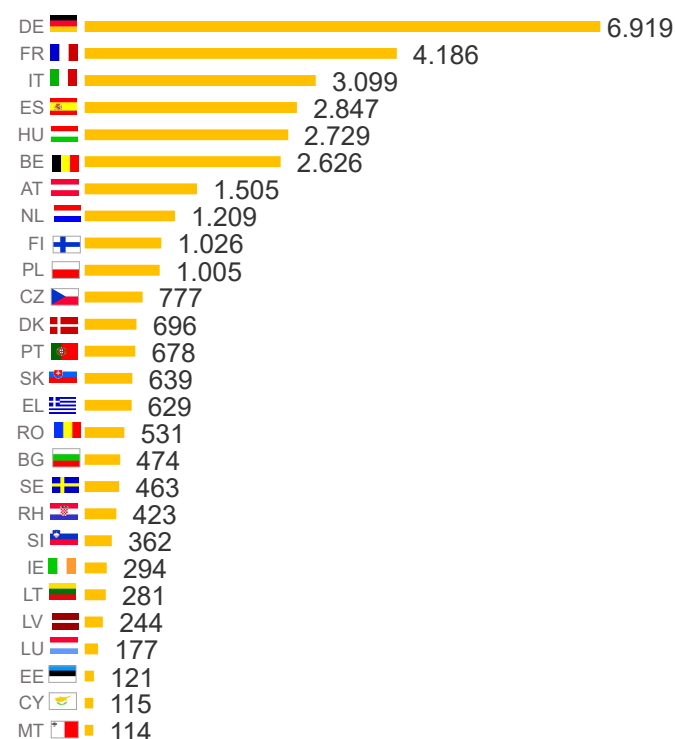
Figure 1 – Chronologie des soumissions quotidiennes d'idées et de commentaires (19/04/2021 – 09/05/2022)



Avant de participer à la plateforme, les contributeurs ont été invités à fournir des informations sur leur pays de résidence, leur formation, leur âge, leur sexe et leur statut professionnel. Les données ont été traitées de manière anonyme. Étant donné que cette information a été partagée volontairement, il y a des limites à la perspicacité qui peut être fournie sur cette base et présentée ci-dessous. Par exemple, 29,5 % des contributions provenaient de participants qui n'ont pas divulgué leur pays de résidence.

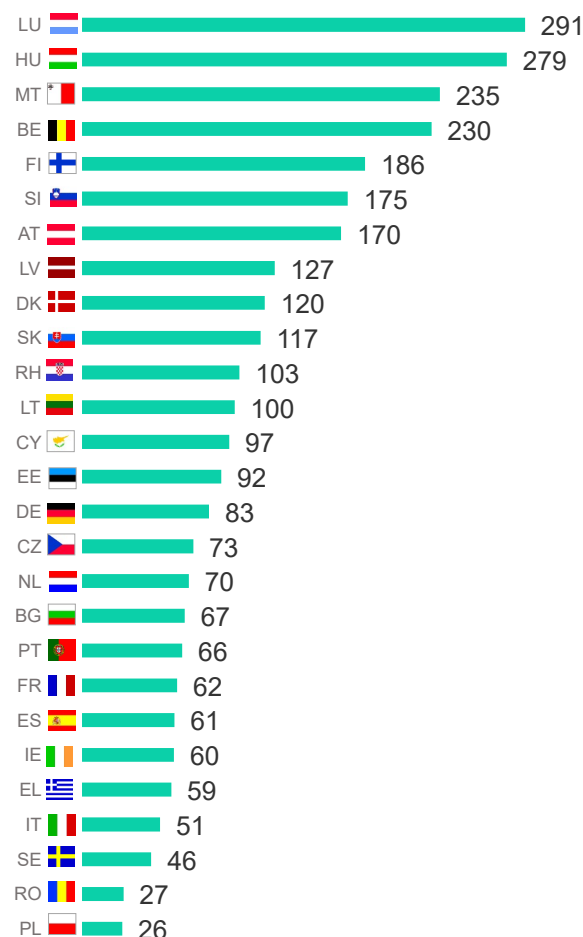
Tous les pays de l'UE ont généré de l'activité, comme le montre le graphique 2, qui présente le nombre total de contributions par pays. En outre, 1,4 % des contributions de pays tiers hors UE ont été enregistrées.

**Figure 2 – Volume des contributions par pays
(19/04/2021 – 09/05/2022)**



Afin de brosser un tableau plus détaillé du volume des contributions par rapport à la population, la figure ci-dessous donne un aperçu du nombre de contributions de chaque pays pour un million d'habitants.

**Figure 3 – Volume des contributions par pays,
reflet proportionnel pour 1 million d'habitants
(19/04/2021 – 09/05/2022)**





Aperçu des événements

Au cours de la conférence, un nombre important d'événements ont été organisés. Ils ont permis à un plus grand nombre de personnes de participer à cet exercice démocratique ascendant. Depuis le lancement de la plateforme numérique jusqu'au 9 mai 2022, 7 005 événements au total ont été enregistrés sur la plateforme. Conformément à la charte de la conférence (accessible [ici](#)), les citoyens doivent être au cœur des événements, qui doivent être inclusifs et accessibles et encourager la diversité des débats. Des boîtes à outils ont été mises en place pour aider les organisateurs d'événements (accessibles [ici](#)). Pour que les manifestations contribuent efficacement à la conférence, des rapports d'événements détaillant les conclusions et les idées concrètes qui en découlent ont dû être téléchargés sur la plateforme numérique (voir [lignes directrices](#)). Ces rapports d'événements, ainsi que la description de l'événement et les idées liées, ont été pris en compte dans l'analyse globale des contributions sur la plateforme.

Les événements liés à la conférence ont été organisés sous différentes formes, en ce qui concerne le type d'événement, son ampleur, le profil du public ou des organisateurs, ainsi que sa portée thématique. Cette section vise à fournir un aperçu de la diversité des types d'événements, tandis que leur contribution sur le fond est abordée sous les thèmes de la plateforme pertinents.

Les événements ont eu lieu en ligne, en personne ou en hybride. Ils ont souvent été organisés sous la forme de débats ou d'ateliers, tels qu'une série de dialogues sur l'avenir organisés en Espagne avec, entre autres, un atelier citoyen sur le revenu de base (voir [l'événement](#)) ou un atelier citoyen sur les pratiques urbaines durables qui s'est tenu dans une petite ville flamande (voir [l'événement](#)). Des cafés mondiaux ont également été organisés, comme dans le cadre d'une série de discussions avec des jeunes lettons, explorant leur vision de l'Europe et leur rôle dans l'Europe de demain (voir [l'événement](#)). Certains événements ont été organisés dans des formats plus classiques, impliquant par exemple une présentation liminaire suivie de séances de questions-réponses, tandis que d'autres ont été organisés dans des formats plus délibératifs. Certains événements enregistrés sur la plateforme faisaient partie de projets de consultation délibérative de plus longue durée, tels que le projet Decide Europe, une simulation des délibérations législatives au niveau de l'UE pour les élèves du secondaire en Tchéquie et en Slovaquie (voir

[l'événement](#)). Il existait également des formats innovants tels qu'un atelier où les participants pouvaient formuler des recommandations tout en passant par un jeu de rôle (voir [l'événement](#)), un hackathon organisé en Lettonie, où les participants se sont affrontés en équipe pour créer des solutions innovantes et durables (voir [l'événement](#)) ou un événement «marcher et parler du changement climatique» en Espagne (voir [l'événement](#)).

En ce qui concerne la participation, certains événements ont été organisés dans le but d'inclure la contribution de catégories spécifiques de participants, telles que les femmes (voir exemple d'événement), les jeunes (voir exemple d'événement) ou les personnes handicapées (voir [l'événement](#)).

Un certain nombre d'événements ont été organisés au niveau communautaire, par exemple une manifestation participative avec des habitants d'une ville ou d'une région donnée, telle que le comté de Jönköping (voir [l'événement](#)), ou avec des habitants d'une région transfrontalière discutant d'un défi commun, tel que l'adaptation au changement climatique ayant une incidence sur la frontière hispano-portugaise (voir [l'événement](#)).

En ce qui concerne les thèmes, certains événements ont abordé le processus de la conférence ou l'avenir de l'Europe de manière plus générale, comme un événement organisé en Allemagne pour présenter la conférence (événement) ou un débat à Marmande, en France, sur les principaux enjeux de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, allant de l'alimentation et de l'agriculture à la défense européenne et aux droits fondamentaux (voir [l'événement](#)). D'autres se sont concentrées sur des sujets spécifiques, par exemple les villes favorisant la démocratie (voir [l'événement](#)) ou un événement organisé par l'université de Pécs, en Hongrie, sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (voir [l'événement](#)).

Des événements ont été organisés par divers organisateurs: aux côtés des citoyens de l'UE, le monde universitaire, les organisations de la société civile, ainsi que les autorités nationales, régionales et locales et les institutions de l'UE ont contribué à la conférence sur l'avenir de l'Europe en organisant des événements. Certains États membres ont organisé des panels de citoyens nationaux, d'autres ont mené ou soutenu divers autres types de consultations. Des manifestations ont également été organisées par les représentations de la Commission européenne dans les États membres, les bureaux de liaison du Parlement européen, le Comité des régions et le Comité économique et social européen.

Qui a participé au débat?

Lors de l'évaluation du profil des contributeurs qui ont fourni des informations sur leur pays de résidence (70,5 %), y compris ceux de pays tiers, les observations suivantes peuvent être formulées.

Près de la moitié des contributeurs se sont identifiés comme des hommes (47,3 %) et 15,9 % comme des femmes. Toutefois, plus d'un quart (35,6 %) n'ont pas fourni d'informations sur leur sexe et 1,2 % ont été identifiés comme non binares, de sorte que ces chiffres ne donnent qu'une vue limitée.

La représentation des groupes d'âge était assez diversifiée, les 55-69 ans étant le groupe d'âge le plus actif en termes de cotisations (17,7 %), suivis des 25-39 ans (16,3 %) et des 40-54 ans (14,9 %).

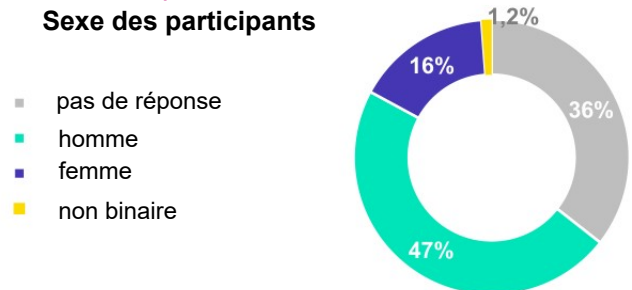
En termes de profession, les travailleurs professionnels (14,9 %) et les retraités (10,9 %) ont été actifs sur la plateforme. Les gestionnaires (10,3 %) et les étudiants (8,1 %) étaient également assez actifs. Les travailleurs indépendants (7,6 %), les travailleurs manuels (4,5 %) et les chômeurs (2,6 %) ont été relativement moins actifs sur la plateforme. 40,8 % des cotisants n'ont pas déclaré leur profession.

En ce qui concerne l'éducation, les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé ont été les plus actives (41,6 %). Les données sociodémographiques de l'éducation sont les moins fournies (41,6 %)

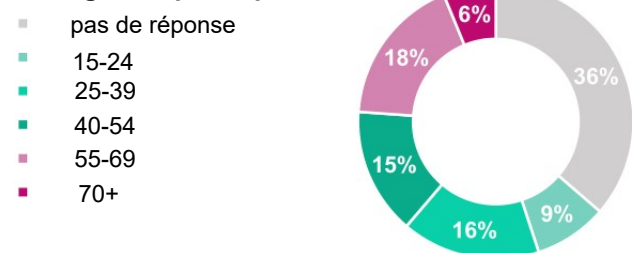
Il convient de noter que les données sociodémographiques présentées ici ne fournissent qu'une vue limitée, étant donné que les organisations pourraient également créer un profil sur la plateforme pour contribuer, que ce soit sous la forme d'idées ou d'événements. En outre, les participants aux événements ne se sont pas nécessairement inscrits sur la plateforme et peuvent ne pas être couverts par les statistiques.

Figure 4 – Âge, sexe, niveau d'éducation et profession des participants (19/04/2021 – 09/05/2022)

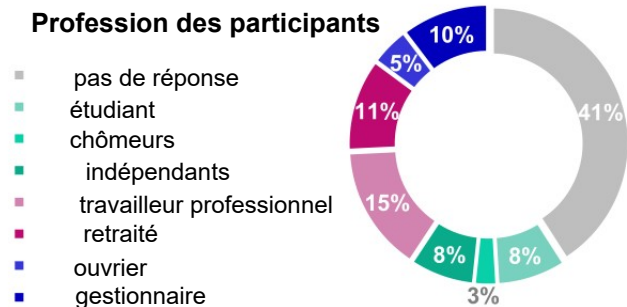
Sexe des participants



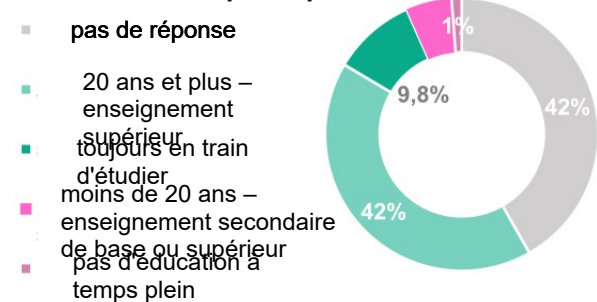
Âge des participants



Profession des participants



Formation des participants



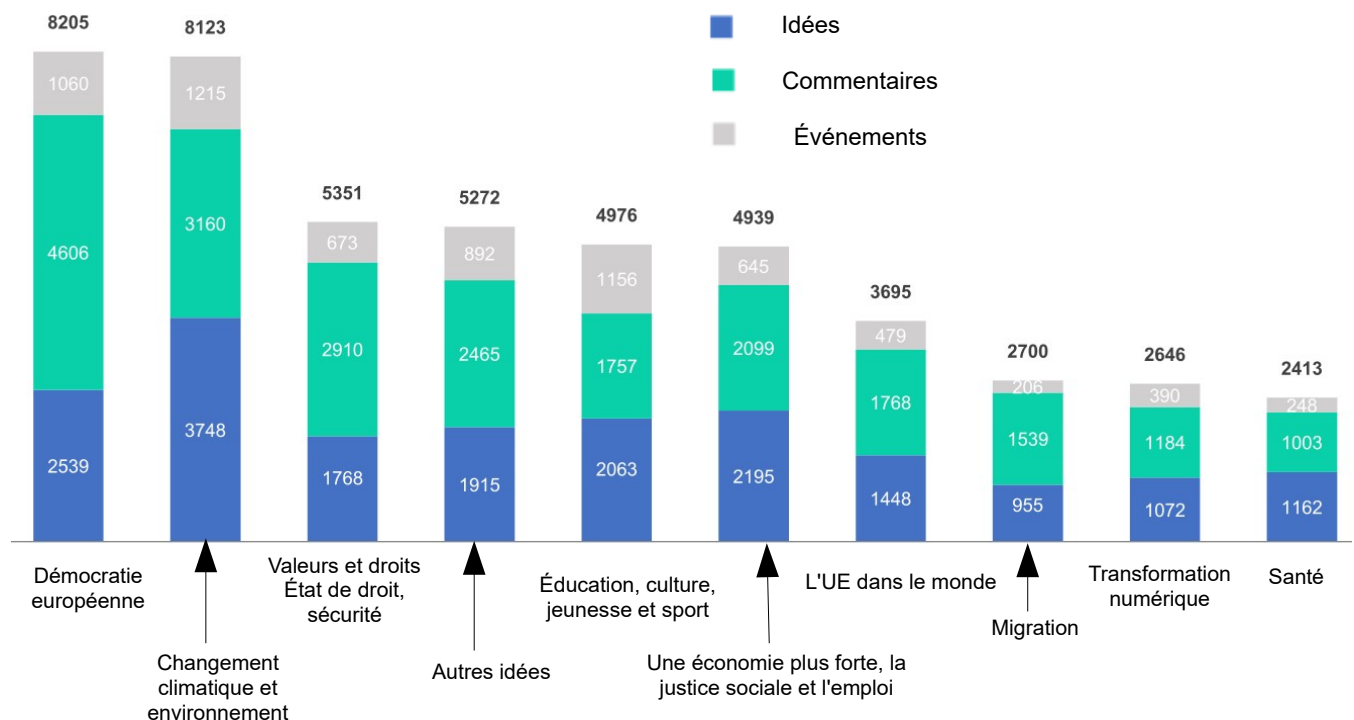


Thèmes d'actualité en termes de contributions

Depuis le lancement de la plateforme jusqu'au 9 mai 2022, le thème de la démocratie européenne a enregistré le plus haut niveau de contributions (idées, commentaires et événements) (8 205). Le changement climatique et l'environnement se classent au deuxième rang avec 8 123 contributions. Les contributions au titre des valeurs et des droits, de l'état de droit et de la sécurité occupent la troisième place, suivies des autres idées (4e) et de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport (5e) (voir figure 5).

Certains sujets ont généré plus de commentaires, d'idées ou d'événements que d'autres, par exemple, la démocratie européenne a le plus grand nombre de commentaires (4 606). Le changement climatique et l'environnement ont enregistré le plus grand nombre d'idées (3 748) et d'événements (1 215). Avec 1 156 événements, le thème de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport est le deuxième plus grand nombre d'événements.

Figure 5 – Contributions par thème sur la plateforme (19/04/2021 – 09/05/2022)





Évolutions récentes

Entre le 21 février et le 9 mai 2022, l'activité sur la plateforme a totalisé 4 693 contributions, composées de:

- 2 633 idées
- 1 246 commentaires
- 814 événements

L'analyse des contributions au niveau national montre que l'Italie s'est classée au premier rang au cours de cette période en termes de volume de contributions (445), tandis que la Hongrie (361) est restée à la deuxième place. L'Espagne (285) s'est classée troisième.

L'Allemagne (4e) et la France (5e) ont continué de contribuer de manière significative, avec respectivement 232 et 230 contributions.

En ce qui concerne le niveau des contributions par rapport à la population, la Hongrie a enregistré le niveau d'activité le plus élevé de la période écoulée, avec un niveau d'activité élevé de 36,9 contributions pour un million d'habitants, suivie de la Slovaquie avec 18,8 contributions pour un million d'habitants. En outre, des niveaux élevés de contributions par million d'habitants ont été enregistrés pour la Croatie, la Belgique et la République tchèque.

Figure 6 – Volume des contributions par pays (21/02/2022 – 09/05/2022)

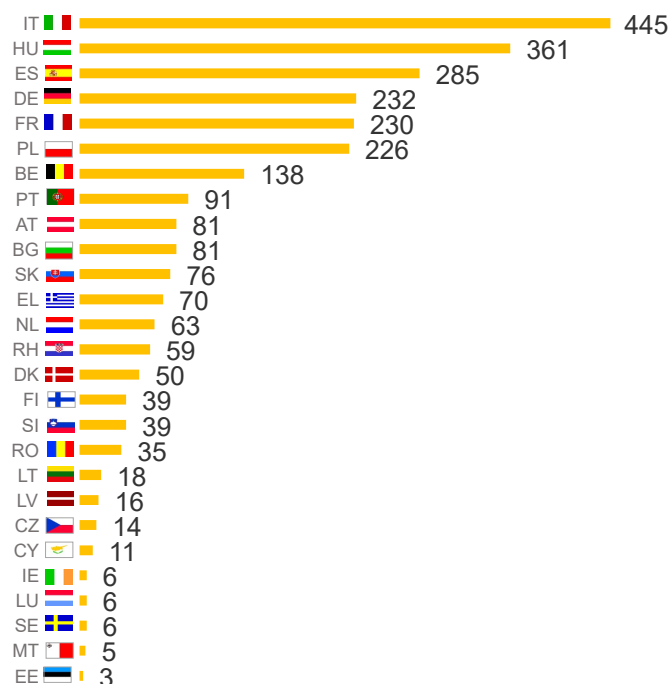
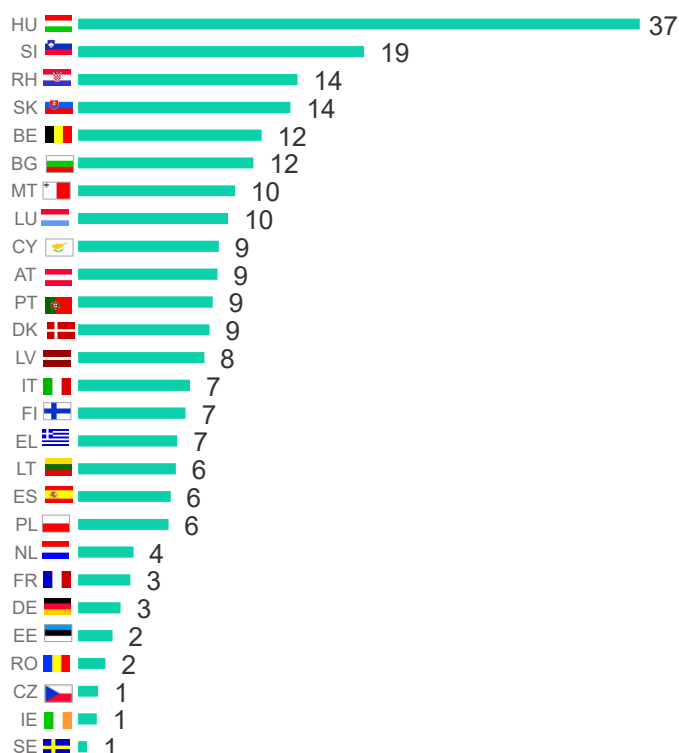


Figure 7 – Volume des contributions par pays pour 1 million d'habitants (21/02/2022 – 09/05/2022)



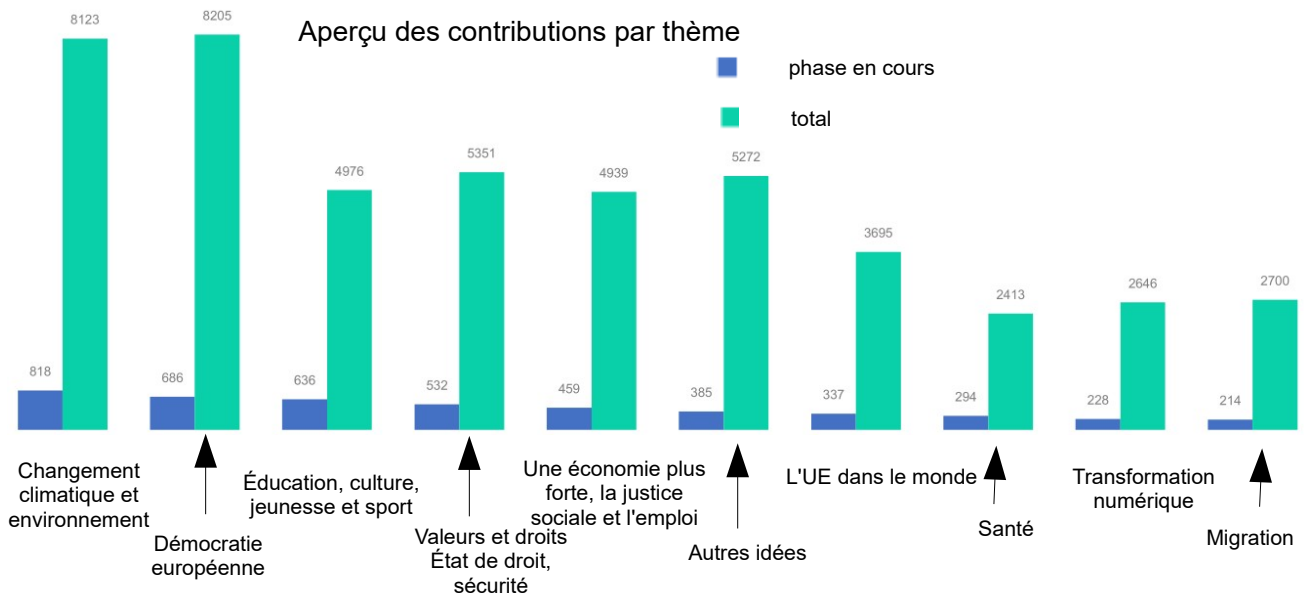


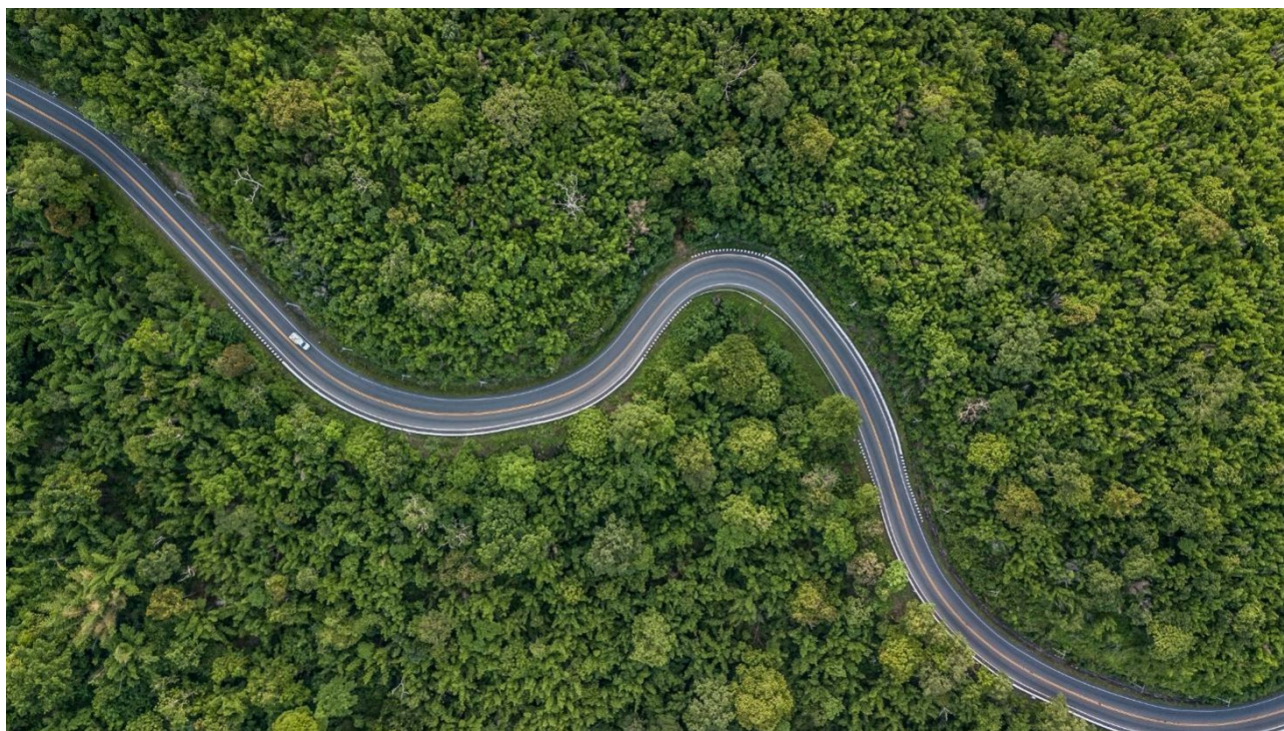
Thèmes d'actualité du 21 février au 9 mai 2022

Les thèmes de la démocratie européenne et du changement climatique et de l'environnement ont continué d'être les sujets les plus populaires avec le plus grand nombre de contributions, respectivement 686 et 818. Le thème de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport a été le troisième plus populaire au cours de la période écoulée avec un total de 636 contributions.

Par rapport aux chiffres totaux, le thème des valeurs et des droits, de l'état de droit et de la sécurité se classait au quatrième rang parmi les contributions les plus récentes, avec 532 contributions, tandis que les autres idées ne se classaient qu'au sixième rang dans cet aperçu, avec seulement 385 contributions.

Figure 8 – Comparaison de la vue d'ensemble des contributions par thème au cours de la période écoulée et du total





2. Changement climatique et environnement

Le thème du changement climatique et de l'environnement a généré un total de 8 123 commentaires, idées et événements sur la plateforme (3 748 idées, 3 160 commentaires et 1 215 événements). Dans leurs diverses contributions, les participants ont généralement exprimé leurs préoccupations au sujet du réchauffement climatique et de ses conséquences, exhortant les gouvernements à prendre des mesures concrètes immédiates pour lutter contre le changement climatique. Parmi les suggestions, la réduction des émissions a souvent été identifiée comme le principal moteur, à côté de faciliter une transition écologique, de parvenir à la neutralité climatique et de promouvoir les énergies renouvelables, en particulier les panneaux solaires. Les solutions de transport durable se sont principalement concentrées sur les systèmes ferroviaires, et les suggestions liées à la consommation pour lutter contre le changement climatique, telles que le recyclage, les emballages et les plastiques, ont également occupé une place importante. À la lumière des récentes hausses des prix de l'énergie, un certain nombre d'appels ont été lancés pour promouvoir une consommation d'énergie plus consciente, ainsi que la souveraineté énergétique de

l'UE. Les citoyens ont appelé à un engagement dans tous les segments de la société: en fonction du contenu spécifique de chaque proposition, la responsabilité est attribuée aux particuliers, au secteur commercial ou aux gouvernements et aux décideurs politiques.

Les différentes idées peuvent être regroupées selon les thèmes suivants:

- **Lutte contre le changement climatique et «pacte vert»**
- **Énergie**
- **Transports**
- **Consommation**
- **Biodiversité et bien-être animal**
- **Agriculture**
- **Pollution**
- **Subventionnement, fiscalité**
- **Instaurer un changement dans les attitudes et les comportements**

Événements

Par rapport à la période antérieure au 20 février, au cours de la période postérieure au 20 février 2022, un nombre plus élevé d'événements liés au thème du changement climatique et de l'environnement ont été organisés dans les pays d'Europe centrale et orientale, tels que la Hongrie, la Pologne et, dans une moindre mesure, la Slovaquie et la Bulgarie. Ces manifestations ont généralement été organisées sous la forme de discussions collectives sur les défis générés par le changement climatique (voir par exemple cet [événement](#)). De nombreuses manifestations ont porté sur des sujets environnementaux spécifiques abordés du point de vue des jeunes (voir par exemple l'événement). Un large éventail de thèmes a été discuté au cours de ces événements. L'agriculture durable et la sauvegarde des abeilles (voir [événement](#)) ont fait l'objet d'une conférence sur l'apiculture organisée à Budapest, avec plus de 100 apiculteurs. Les villes neutres pour le climat ont fait l'objet d'une manifestation publique dans la ville hongroise de Békéscsaba (voir [l'événement](#)). L'objectif de l'événement était de recueillir des idées et des recommandations pour rendre Békéscsaba climatiquement neutre d'ici 2030. Une série de réunions avec de jeunes militants et des représentants de gouvernements locaux et d'ONG a été organisée en Pologne dans le but d'examiner le niveau de sensibilisation des jeunes à l'environnement et leur intérêt pour la cause environnementale (voir [l'événement](#)).

Les jeunes espagnols ont procédé à un remue-ménages sur un certain nombre de sujets liés au pacte vert et ont proposé des idées allant de la promotion de l'utilisation des vélos et des patins à la promotion de la consommation d'énergie durable et de l'utilisation des ressources naturelles dans les complexes immobiliers (voir [l'événement](#)).

Une série d'ateliers en ligne danois visant à échanger des idées sur la manière dont les entreprises pourraient favoriser l'innovation et la transformation écologique. Un sujet clé de la table ronde qui a suivi a été la nécessité d'accélérer les capacités de conception et de production de l'hydrogène et des carburants dérivés de l'hydrogène de l'UE (voir [la manifestation](#)).

Lutte contre le changement climatique et «pacte vert»

Les participants expriment fréquemment leurs préoccupations concernant le changement climatique et ses conséquences, exhortant les gouvernements et l'UE à prendre des mesures immédiates et à mettre en place une politique environnementale européenne plus forte pour lutter contre le changement climatique (voir par exemple cette idée, par exemple cet événement). Les suggestions sont liées à la réduction des émissions, à la réalisation de la neutralité climatique, à la lutte contre la pollution, à une transition écologique, également abordées dans les différents thèmes ci-dessous.

En ce qui concerne les émissions, l'une des questions les plus fréquemment abordées concerne la taxation des émissions, plus précisément pour encourager les entreprises à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en optant pour des sources d'énergie renouvelables moins chères, ce qui incite les clients à faire des choix plus durables (voir par exemple une [idée largement approuvée](#)). Une autre proposition consiste à abaisser le taux maximal autorisé d'émissions de gaz à effet de serre. Cela permet actuellement aux centrales au charbon et au gaz à haut rendement de tomber en dessous du seuil; toutefois, elles continuent de contribuer à la pollution (voir [cette idée](#)). La nécessité d'une taxe carbone aux frontières et de mesures connexes est également évoquée (voir exemple d'événement).

Les contributeurs ont mentionné le Traité sur la non-prolifération des combustibles fossiles, une initiative de la société civile visant à réduire l'utilisation des combustibles fossiles. Ils recommandent que l'Union adhère au traité parallèlement à l'accord de Paris (voir [cette idée](#)).

Un participant appelle à investir davantage dans le développement de technologies de captage et de stockage du dioxyde de carbone (technologie CSC) (voir [cette idée](#)).

Des débats sur le «pacte vert» et, plus généralement, sur la transition écologique ont été organisés dans toute l'Europe dans le but d'examiner les principales priorités, les bonnes pratiques, la mise en œuvre au niveau local et régional, ainsi que d'autres modèles commerciaux (voir exemples de manifestations et d'événements).

Plusieurs contributions se concentrent sur les effets sociaux et économiques de la mise en œuvre du «pacte vert» en tant que stratégie de l'UE visant à mettre l'Europe sur la voie de la transformation vers une société neutre pour le climat, équitable et prospère. Il existe, par exemple, des appels en faveur d'une approche plus inclusive sur le plan social et d'une stratégie équilibrée dont les dimensions économique,

sociale et environnementale doivent être évaluées et mises en œuvre conjointement et stratégiquement, en faisant référence à la flambée des prix de l'énergie dans toute l'Europe (voir [cette idée](#)). Une idée fortement approuvée sur la plate-forme veut que l'UE fournisse une approche de gouvernance forte et inclusive, dans laquelle les travailleurs et les syndicats participent à la conception et à la mise en œuvre des politiques d'adaptation à tous les niveaux. Il est souligné que la stratégie de l'UE pour faire face au changement climatique devrait inclure des mesures politiques concrètes qui maintiennent l'emploi et protègent la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que des politiques actives du marché du travail et des mesures de reconversion et de formation visant à prévenir les pertes d'emplois ([voir cette idée](#)).

D'une manière plus générale, il est proposé de créer un tableau de bord afin de suivre l'impact des mesures et de fournir des preuves de l'état d'avancement de la mise en œuvre du pacte vert au niveau régional (voir [cette idée](#)).

Énergie

Un autre thème qui attire plus d'engagement est l'énergie, qui est souvent soulevée en ce qui concerne le sujet du changement climatique. Les contributeurs sur la plateforme suggèrent de stimuler à la fois l'utilisation à petite et à grande échelle des énergies renouvelables, par exemple grâce à la coopération européenne dans le domaine de l'énergie (voir [la manifestation](#)). Outre les énergies renouvelables, l'énergie nucléaire est un sujet de discussion, avec des idées appelant à limiter l'utilisation de l'énergie nucléaire ou, à défaut, à développer une énergie nucléaire sûre et à l'utiliser dans les pays et les lieux où il n'est pas possible d'utiliser des sources d'énergie renouvelables (voir par exemple [cette idée](#)). En outre, les récents projets de la Commission européenne visant à classer l'énergie nucléaire et le gaz naturel en tant qu'investissements verts ont suscité des critiques sur la plateforme de la conférence (voir par exemple [cette idée](#)). D'autre part, la plupart des contributions sur cette question sont de l'avis contraire, affirmant que l'énergie nucléaire est le meilleur moyen de parvenir à la décarbonation (voir par exemple une [idée](#)).

Simultanément, il est demandé d'étudier d'autres sources d'énergie (voir exemple d'événement), telles que la fusion thermonucléaire, l'énergie géothermique ou l'hydrogène, qui contribueraient considérablement à la diversité énergétique (voir exemple d'idée). Toutefois, les contributeurs soulignent que même les sources alternatives, telles que l'énergie éolienne, doivent être acceptées par les populations locales et qu'il est nécessaire de veiller à ce qu'elles aient un

impact positif sur la biodiversité, les êtres humains et les paysages (voir par exemple [cette idée](#)).

Dans le sous-thème du chauffage économe en énergie et respectueux de l'environnement, on peut citer à titre d'exemple une idée préconisant l'utilisation de poêles multicom bustibles (voir [cette idée](#)) ou un réseau de chauffage urbain capitalisant sur des sources de chaleur inutilisées, telles que l'énergie géothermique profonde (voir [cette idée](#)).

D'une manière générale, les citoyens réclament davantage de responsabilité et d'engagement de la part des entreprises et des entreprises commerciales, par exemple en réduisant l'éclairage artificiel lorsqu'il n'est pas nécessaire, par exemple les vitrines des centres commerciaux après l'heure [de fermeture](#) ([voir cette idée](#)).

En ce qui concerne les objectifs d'efficacité énergétique au niveau résidentiel, les contributeurs préconisent une transition vers la consommation d'énergie individuelle dans les copropriétés (voir [cette idée](#)). Une autre idée évoquée est la micro-cogénération d'énergie dans le logement (voir [cette idée](#)).

Transports

Un autre réservoir d'idées qui se produit fréquemment concerne les transports, souvent discutés en relation avec la pollution. Certaines des suggestions énumérées ci-dessous concernent la modification des systèmes de transport afin de réduire la pollution.

Les idées soumises sur la plateforme pour modifier les systèmes de transport appellent avant tout à une interdiction des vols de courte distance dans l'UE afin de réduire la pollution (voir par exemple [cette idée](#)). Les contributeurs soulignent que le

La pandémie a déjà entraîné une contraction du secteur de l'aviation.

D'une manière générale, il existe un fort soutien en faveur de l'amélioration des systèmes de transport public en Europe (voir par exemple [cette idée](#) [en tant qu'alternatives](#) plus respectueuses de l'environnement aux vols à courte distance. Plus précisément, un réseau ferroviaire européen commun fait l'objet d'un large débat (voir par exemple [cette idée](#) et [cet événement](#)). Un contributeur propose le moteur de recherche Euro Trainscanner pour rendre les voyages en train plus attrayants (voir [cette idée](#)) et un autre propose d'introduire un billet européen intégré et de le rendre gratuit dans les villes (voir [cette idée](#)). Des propositions visant à étendre les réseaux de trains rapides et à créer des connexions ferroviaires transfrontalières ont été formulées lors de l'une des nombreuses manifestations organisées dans le cadre de l'Année européenne du rail (voir [cet événement](#)).

D'autres idées concernent un réseau cyclable commun, proposant, par exemple, une extension des pistes cyclables ou la création d'un réseau de jonction cyclable à l'échelle européenne (voir par exemple [cette idée](#)). En outre, il a été proposé de rendre obligatoire pour les municipalités la mise en place de pistes cyclables en tant que partie intégrante de la route, comme c'est déjà le cas pour les trottoirs pour piétons (voir [cette idée](#)).

Un autre réservoir d'idées se concentre sur l'innovation et le développement des véhicules électriques, tels que les voitures et les vélos, et leur intégration dans l'environnement actuel, par exemple en fournissant un réseau de bornes de recharge (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)). Néanmoins, un participant fait valoir que les voitures électriques ont des coûts environnementaux et humanitaires préjudiciables et suggère plutôt que le poids et la vitesse des véhicules soient limités pour réduire les émissions de CO2 (voir [cette idée](#)).

En ce qui concerne la décarbonation des transports et des transports plus respectueux de l'environnement, les participants soulignent également l'importance des projets transfrontaliers pour favoriser le transport maritime et ferroviaire (voir par exemple [cette idée](#)). Il est également demandé de développer des programmes visant à encourager la R&D et l'innovation, afin de produire des moyens de transport - publics et privés, individuels et collectifs - non polluants et 100 % autosuffisants en énergie (voir par exemple [cette idée](#)).



Consommation

La «consommation» couvre un large éventail de sous-thèmes, avec des idées axées sur les types de déchets de matériaux les plus variés, en identifiant les pratiques durables pour traiter et réduire ces déchets. Les contributeurs appellent massivement à un changement du système actuel de consommation massive de biens et de services. Une idée fortement approuvée, présentant un sentiment récurrent, appelle à la promotion de l'économie circulaire à cet égard (voir [cette idée](#)). Le droit à la réparation est considéré comme un élément crucial pour modifier les modes de consommation et promouvoir une économie circulaire. Les participants demandent une conception des produits respectueuse de la réparation et l'introduction d'un indice de réparation et d'une étiquette de réparation à l'échelle de l'UE (voir [cette idée](#)). L'impact de la pandémie a également amené les citoyens à repenser les chaînes d'approvisionnement mondiales et à préconiser leur raccourcissement (voir [cette idée](#)). Certains contributeurs vont encore plus loin en proposant des quotas pour une consommation et une production maximales (voir par exemple [cette idée](#)).

En ce qui concerne plus particulièrement le gaspillage alimentaire, un participant souligne que 40 % de

l'ensemble des denrées alimentaires produites dans le monde n'atteignent jamais nos tables, ce qui entraîne 10 % de l'ensemble des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et propose des mesures pour mettre un terme au gaspillage alimentaire, telles que le soutien aux dons alimentaires (voir [cette idée](#)).

Un certain nombre de contributeurs sur la plateforme soulignent le volume considérable de déchets produits et proposent plusieurs mesures pour éviter et combattre ces déchets, telles que le recyclage (voir par exemple [l'idée](#)), en optant pour des emballages à déchets nuls ou faibles afin de réduire l'incidence négative sur l'environnement (voir par exemple [l'idée](#)). Une idée largement approuvée promeut l'idée d'un programme dirigé par l'UE pour les emballages alimentaires consignés fabriqués à partir de matériaux recyclables (voir [cette idée](#)). Un participant souligne la nécessité de disposer de plus d'informations sur le recyclage afin d'encourager cette pratique dès le plus jeune âge (voir [cette idée](#)). Un autre propose l'introduction d'un système européen intégré de retour des bouteilles, basé sur le modèle allemand (voir [cette idée](#)). L'interdiction de l'externalisation des déchets à partir de l'UE est également mentionnée sous le sous-thème «déchets» ([voir cette idée](#)).

Dans le sous-thème de l'impact environnemental de la consommation, la question de la conformité des marchandises importées avec les normes de l'UE a été soulevée. Par exemple, un contributeur suggère d'interdire l'importation de viande bovine en provenance du Brésil qui n'a pas le même niveau de traçabilité que la viande bovine de l'UE (voir [cette idée](#)).

Une autre idée récurrente préconise un système d'étiquetage des produits plus avancé (voir par exemple [cette idée](#)) qui détaillerait l'incidence environnementale de la production ou indiquerait si les produits contiennent des microplastiques et ont donc un effet négatif à long terme sur la santé des consommateurs (voir par exemple [cette idée](#)). Une idée fortement approuvée propose un «score climatique» pour les produits, calculant l'impact d'un produit sur le climat en termes de production, de transport, de profil d'entreprise, etc. (voir [cette idée](#)).

Un dernier volet s'articule autour de l'industrie de la mode rapide et du textile, dans le but de la rendre plus écologique; les contributeurs soulignent l'énorme quantité de ressources utilisées dans la production de vêtements et le fait que les vêtements sont souvent impropres au recyclage (voir par exemple [cette idée](#)).

Lors d'un atelier citoyen organisé en Espagne, plusieurs idées ont été émises concernant la consommation d'eau. Les contributeurs soulignent la nécessité d'améliorer les systèmes de distribution et de collecte de l'eau afin d'éviter le gaspillage d'eau ([voir événement](#)).

En outre, les participants soulignent la nécessité de promouvoir le tourisme vert et durable au lieu du

tourisme de masse, étant donné que ce dernier est considéré comme ayant une incidence considérable sur les ressources naturelles et culturelles (voir par exemple l'événement.).

Un dernier groupe de commentaires et d'idées sous ce thème reflète les préoccupations concernant les déchets générés par les nouveaux appareils électroniques, et appelle à une garantie obligatoire accrue pour ces appareils et à la nécessité d'assurer la réparabilité (voir par exemple cette idée), ainsi qu'à la création d'une plate-forme de mise en réseau collaborative pour assurer la recirculation des déchets électroniques (voir cette idée). Une autre proposition consiste à élaborer un programme pilote visant à remplacer les appareils électriques de 35 millions de familles de l'UE par des appareils A+++, conformément à l'objectif de transition écologique de l'UE (voir [cette idée](#)).

Certains participants souhaitent également que la consommation d'énergie soit limitée, d'autant plus que l'électricité est en grande partie produite à partir de combustibles fossiles, en imposant un quota mensuel d'électricité pour la consommation, l'excédent étant taxé (voir par exemple [cette idée](#)). Quelques participants ont exprimé des inquiétudes quant au développement des crypto-monnaies, où l'équipement entraîne une consommation massive d'électricité. Selon eux, plus le minage de cryptomonnaies devient un problème mondial, plus il faudra de limites et de réglementations (voir par exemple cette [idée](#)).



Biodiversité et le bien-être des animaux

La préservation de la biodiversité et la protection des animaux sont devenues des thèmes de plus en plus récurrents au cours de la conférence, avec plusieurs contributions.

Le principal sous-thème des idées concerne la déforestation. L'une des idées les plus approuvées appelle à investir dans le reboisement de l'Europe pour éviter la désertification (voir cette idée) ou à l'échelle mondiale pour sauver les poumons de la planète, à savoir la forêt amazonienne et d'autres forêts tropicales humides mondiales, afin non seulement de ralentir la pollution mondiale par le carbone et de sauver des espèces, mais aussi de réduire les pressions migratoires sur l'Europe (voir par exemple cette idée). Parmi les suggestions stratégiques figure l'interdiction d'importer des produits issus de la déforestation (voir [cette idée](#)).

La protection de la faune est également considérée comme un élément important pour ce thème. Un participant a proposé l'adoption d'une politique

commune de protection des espèces européennes menacées (voir [cette idée](#)). Un certain nombre de participants ont approuvé les idées visant à mettre un terme au commerce d'animaux exotiques comme animaux de compagnie (voir [cette idée](#)), ainsi que les idées relatives à la protection des animaux aquatiques, y compris la mise en œuvre d'une législation sur le bien-être des animaux aquatiques (voir par exemple [cette idée](#)).

Parmi les autres contributions liées au thème de la biodiversité, on peut citer la suggestion de planter des arbres dans tous les endroits «oubliés», tels que les autoroutes, les échangeurs routiers, etc., afin de capter le CO2, de renforcer l'évapotranspiration, d'améliorer la biodiversité et de réguler les flux d'eau (voir [cette idée](#)). L'appel à laisser plus d'espace à la nature a également été abordé lors de certains événements (voir [l'événement](#)). Une autre suggestion consiste à créer une station mobile européenne de recherche marine afin d'acquérir des connaissances essentielles sur la biodiversité marine (voir [cette idée](#)).

Agriculture

Un autre thème qui a attiré un nombre considérable de contributions, ainsi qu'un bon nombre d'approbations en ce qui concerne les idées connexes, est l'agriculture. Dans le cadre de ce thème, le concept d'agriculture écologique et d'exploitations plus petites (voir par exemple [l'idée](#)) est assez fréquemment préconisé par les contributeurs, avec des appels à l'interdiction de l'utilisation de pesticides et de l'agriculture intensive (voir par exemple [l'idée](#)). Certains contributeurs vont même plus loin, suggérant que l'interdiction des pesticides devrait être étendue à l'usage privé (voir par exemple [cette idée](#)). Le soutien à l'agriculture de petite taille et biologique, ainsi qu'à l'avenir de la politique agricole de l'UE en général, est également démontré par la participation à des tables rondes organisées pour débattre de ces thèmes spécifiques (voir par exemple un [événement](#)).

Un volet d'idées soulève plusieurs exemples visant à rendre l'agriculture moins polluante et plus durable, avec des discussions portant sur des aspects tels que l'utilisation du plastique dans les films agricoles (voir [cette idée](#)) et les moyens de réduire la consommation d'eau dans l'agriculture (voir [cette idée](#)).

D'autres idées suggèrent que l'UE devrait faire davantage pour promouvoir un régime alimentaire à base de plantes sur la base de la protection du climat et de la préservation de l'environnement. Certains contributeurs ajoutent des préoccupations éthiques comme motifs d'une telle action (voir par exemple [cette idée](#)). Cette question est également abordée dans le cadre du thème «Santé».

La nécessité d'assurer la souveraineté et la sécurité alimentaires en promouvant l'agriculture locale est également fortement soulignée par les contributeurs. Les discussions ont porté sur les ceintures alimentaires autour des villes, la plantation d'arbres fruitiers dans les zones urbaines, le soutien à l'acquisition de terres par les producteurs et les agriculteurs en limitant le prix de ces terres et d'autres mesures (voir [cette idée](#)). En outre, les propositions comprennent l'établissement de quotas d'achat de produits locaux pour les grands supermarchés internationaux (voir [cette idée](#)).

Sous le thème de l'agriculture, la question de savoir comment l'agriculture doit faire face aux fluctuations climatiques et s'y préparer est soulevée. À cet égard, des systèmes agroforestiers multifonctionnels et multidivers peuvent améliorer la formation d'humus, la capacité de rétention d'eau et la liaison au CO2, augmentant ainsi considérablement la stabilité et la productivité de l'agriculture (voir [cette idée](#)). En outre, un participant préconise une transition de l'agriculture intensive vers l'agroécologie (voir [cette idée](#)).

Enfin, le revenu des agriculteurs est discuté, certains contributeurs appelant les agriculteurs à recevoir un revenu garanti par des prix équitables plutôt que par des subventions (voir par exemple [cette idée](#)).



Pollution

La pollution est identifiée comme une source de pression sur l'environnement mondial. Plusieurs domaines de pollution sont abordés, avec les sous-thèmes suivants: pollution de l'eau, pollution plastique et pollution lumineuse.

En ce qui concerne le sous-thème de la pollution de l'eau, l'accent est fortement mis sur la nécessité d'assurer la sécurité future des ressources en eau potable et des écosystèmes propres. En outre, il existe des propositions concrètes pour lutter contre la pollution des océans et des cours d'eau (voir par exemple l'événement [J](#), par exemple l'idée de neutraliser l'acidification des océans à l'aide d'une bactérie spécifique (voir [cette idée](#)).

Les contributions qui traitent de la question de la pollution causée par les matières plastiques représentent une part importante du total des contributions, reflétant les préoccupations croissantes du public concernant les déchets plastiques excessifs. Parallèlement à l'appel à faire respecter et à étendre l'interdiction des plastiques à usage unique (voir exemple d'événement [J](#)), les participants proposent de limiter les types de plastique utilisés pour les emballages à ceux qui peuvent être recyclés ensemble sans avoir à séparer les composants (voir exemple d'idée [J](#)). En outre, l'une des idées avancées consiste à créer des installations de recyclage des plastiques retirés des rivières et des océans (voir [cette idée](#)).

Enfin, certaines idées sur la plateforme proposent de limiter la pollution lumineuse (voir par exemple [cette idée](#)).



Subventionnement, fiscalité

Outre diverses idées relatives à la taxation des émissions, qui sont examinées sous le thème de la lutte contre le changement climatique, plusieurs suggestions sont formulées dans le cadre de ce thème pour mettre un terme aux subventions non respectueuses de l'environnement, telles qu'une idée fortement approuvée visant à mettre un terme à toutes les subventions aux combustibles fossiles (voir [cette idée](#)). Dans le même ordre d'idées, une autre idée appelle à mettre un terme aux subventions à la pêche préjudiciables (voir [cette idée](#)). D'autre part, des suggestions préconisent d'augmenter les subventions pour les projets en faveur de la biodiversité et du changement climatique, ou l'UE a fourni des fonds pour renouveler l'isolation des maisons (voir par exemple [cette idée](#)).

Les contributeurs proposent également d'introduire une taxe sur la durabilité (voir par exemple [cette idée](#)) qui rendrait les produits non durables plus chers, rendant ainsi ces produits moins attrayants tant pour les consommateurs que pour les producteurs. En outre, cela fournirait également à l'UE des recettes supplémentaires, ou des «revenus climatiques», pour investir dans des mesures de durabilité, telles que l'achat de voitures électriques et l'installation de panneaux solaires sur les maisons privées (voir [cette idée](#)).



Créer un changement dans les attitudes et les comportements

L'accent est également mis sur l'éducation et la sensibilisation des Européens de toutes les générations (voir [la manifestation](#)). Alors que la plupart des idées portent sur l'éducation des jeunes (voir par exemple [l'idée](#)), même très tôt, par l'intermédiaire de jardins éducatifs (voir [par exemple l'idée](#)), il est également demandé d'associer les Européens plus âgés aux initiatives en matière de changement climatique, en particulier en raison du vieillissement croissant de la population en Europe (voir par exemple [l'idée](#)). En outre, certains contributeurs soulignent la nécessité de promouvoir une communication écoresponsable de la

part des institutions européennes. Par exemple, ils proposent de développer des kits de communication sur «comment être un européen écoresponsable» et de renforcer l'éducation à l'environnement afin de créer des quartiers responsables de l'environnement (voir [cette idée](#)).

Tout en étant conscients du rôle des individus dans la réduction du changement climatique, certains participants insistent sur les responsabilités des entreprises et exhortent les citoyens à demander des comptes aux entreprises qui prétendent être neutres en carbone tout en s'appuyant sur des modèles commerciaux non durables (voir [cette idée](#)).



Logement et construction

Un autre thème concerne le logement et la construction, avec un sous-thème regroupant un certain nombre d'idées et d'événements discutant du nouveau Bauhaus européen (voir [événement](#)), dans le but de combiner un design innovant et esthétique avec des actions concrètes de lutte contre le changement climatique et de rendre nos futurs espaces de vie plus durables, abordables et accessibles. Une autre idée appelle à des campagnes de sensibilisation sur la construction écologique et durable avec l'utilisation de matériaux de construction à faible teneur en carbone (voir [cette idée](#)).

De même, un dialogue organisé en Suède se concentre sur les moyens de développer et de promouvoir le logement durable dans les zones rurales afin de rendre la vie rurale plus attrayante (voir [la manifestation](#)).

L'une des propositions consiste à mettre en place un trust européen pour la restauration des terres et des bâtiments abandonnés afin de les remettre dans un état plus naturel au profit de la biodiversité et des citoyens (voir [cette idée](#)).

Enfin, l'idée de recirculation d'éléments et de matériaux d'occasion dans l'industrie de la construction a également été explorée (voir [cette idée](#)).

Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022)

Les dernières contributions ont mis l'accent sur l'énergie à la lumière de la dépendance de plus en plus problématique de l'UE à l'égard des approvisionnements en gaz et en pétrole russes. Plusieurs suggestions ont été formulées, allant de la

promotion de la sobriété énergétique dans l'UE (voir [cette idée](#)) à l'indépendance énergétique, en passant par la promotion de transports durables. Une grande partie des nouvelles contributions ont préconisé l'amélioration des réseaux ferroviaires, des transports publics abordables et accessibles et l'utilisation de vélos (voir par exemple [cette idée](#)). Dans une large mesure, le débat s'est concentré sur les sources d'énergie propres, un sujet populaire, comme on l'a également vu dans les rapports précédents (voir par exemple [cette idée](#)). L'hydrogène a souvent été cité comme un exemple de vecteur d'énergie verte, tandis que les limites de certaines sources d'énergie «vertes» telles que l'énergie nucléaire et le méthane ont souvent été mises en évidence (voir par exemple [cette idée](#)).

En ce qui concerne le sous-thème de l'encouragement de la consommation durable, des sous-thèmes précédemment signalés, tels que l'interdiction de l'utilisation du plastique (voir par exemple [cette idée](#)), le recyclage, la réduction des déchets et un système fiscal encourageant la consommation durable, ont été notés. De nouvelles idées ont apporté des suggestions spécifiques, telles qu'une contribution proposant la mise en place d'un programme d'échange de voitures soutenu par l'UE afin de permettre aux citoyens d'échanger leurs voitures contre des modèles moins polluants, tels que les voitures hybrides (voir [cette idée](#)). D'autres contributions ont suggéré des moyens d'économiser l'énergie, en particulier dans les bureaux à la lumière du changement climatique (voir par exemple [cette idée](#)).

Le changement climatique et les émissions en général ont de nouveau fait l'objet d'un large débat, tandis que les idées liées à l'éducation à l'environnement ont été avancées plus fréquemment au cours de la période écoulée (voir par exemple [cette idée](#)). Dans le cadre du thème de la lutte contre le changement climatique, des contributions récentes ont fait des suggestions dans le cadre d'une approche commune du changement climatique pour un ambassadeur européen pour l'environnement ou, reflétant l'environnement actuel, la création d'un ministre européen de l'énergie chargé de représenter l'Europe dans ces domaines sur la scène internationale (voir par exemple [cette idée](#)).

Le débat européen de la jeunesse qui s'est tenu à Milan début avril 2022 a abordé un certain nombre de questions liées à l'exploration spatiale durable, avec un appel à développer de nouvelles technologies spatiales plus respectueuses de l'environnement pour créer des satellites durables (voir [cette idée](#)).

- Encourager l'économie circulaire
- Repenser les chaînes d'approvisionnement
- Interroger la consommation de masse
- Réduire tous les types de déchets, y compris les déchets alimentaires et d'eau
- Introduire une garantie obligatoire accrue sur les nouveaux appareils
- Interdire l'externalisation des déchets de l'UE
- Introduire des étiquettes de produits détaillant l'impact environnemental
- Encourager la mode lente 8; industrie textile respectueuse de l'environnement
- Lutte contre les déchets d'eau
- Promouvoir un tourisme vert et respectueux de l'environnement
- Promouvoir les appareils électroniques économes en énergie

Consommation

- Faciliter une transition écologique par des mesures politiques concrètes
- Élargir le système d'échange de quotas d'émission de l'UE
- Émissions fiscales
- Taux maximal autorisé d'émissions de gaz à effet de serre inférieur
- Adhérer au Traité sur la non-prolifération des combustibles fossiles
- Investir dans la technologie CSC
- Mettre en place une politique environnementale européenne plus forte pour lutter contre le changement climatique
- Encourager la mise en œuvre aux niveaux local et régional
- Élargir le pacte vert d'une manière inclusive sur le plan social
- Suivre l'impact des mesures et de leur mise en œuvre

Lutte contre le changement climatique

- Promouvoir des moyens durables d'atteindre la souveraineté énergétique européenne
- Abandonner ou limiter les sources d'énergie non renouvelables
- Promouvoir et étudier d'autres sources d'énergie
- Étudier le chauffage économe en énergie et respectueux de l'environnement
- Tenir les entreprises responsables de leur consommation d'énergie
- Réglementer le minage des crypto-monnaies

Énergie

- Interdire les vols de courte distance
- Améliorer et développer les transports publics et leurs infrastructures
- Élargir les réseaux de trains rapides
- Faciliter les infrastructures cyclables
- Discuter des avantages et des inconvénients environnementaux des voitures électriques
- Investir dans la recherche et le développement de transports respectueux de l'environnement

Transports

Changement climatique et environnement



Figure 9 – Schéma conceptuel «Changement climatique et environnement», partie 1

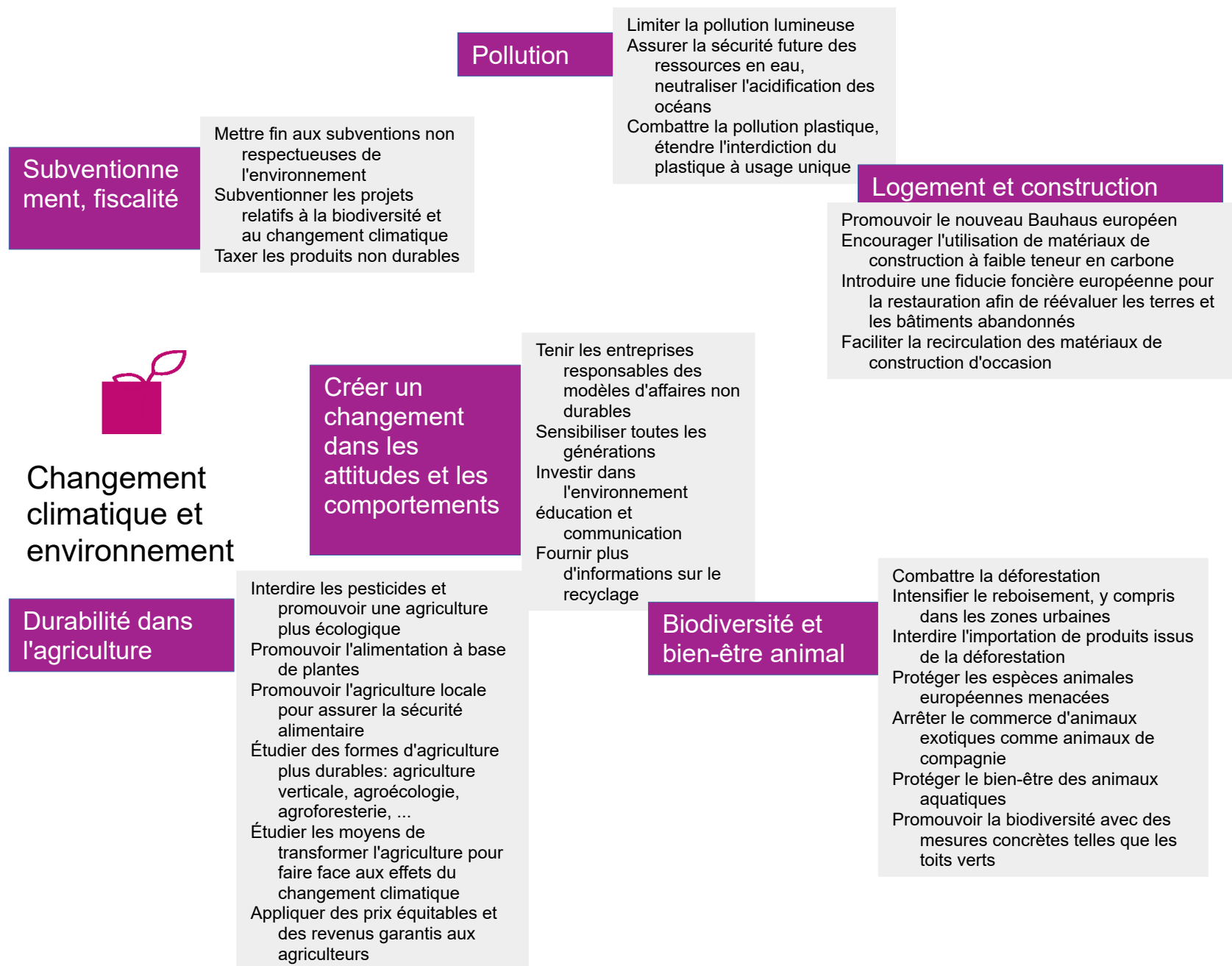
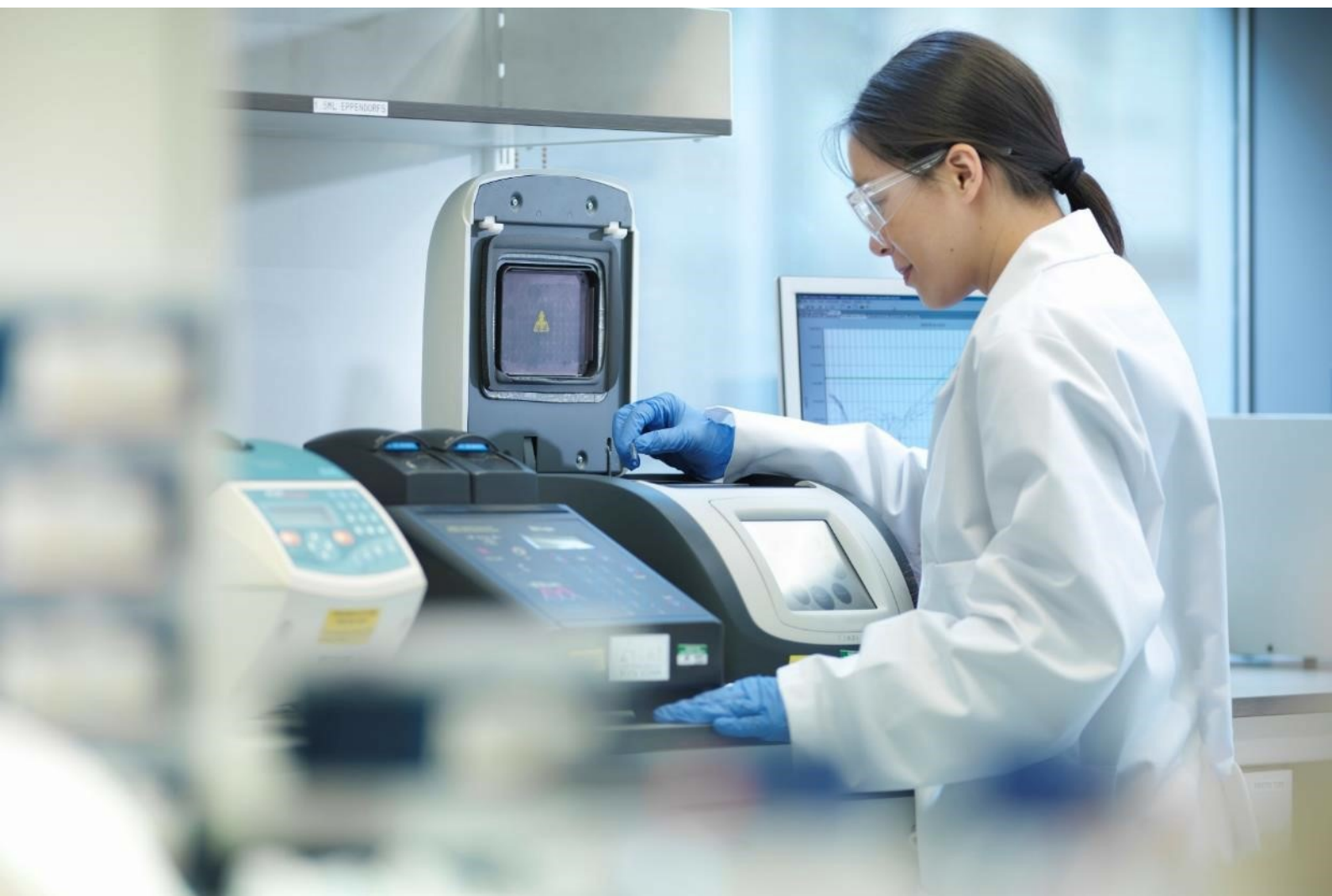


Figure 10 – Schéma conceptuel «Changement climatique et environnement», partie 2



3. Santé

Sous le thème de la santé, les contributeurs ont abordé une grande variété de thèmes. Les thèmes les plus récurrents ont fait ressortir la nécessité de garantir l'égalité d'accès à des soins de santé de qualité et ont suggéré une harmonisation et une intégration accrues des soins de santé au niveau européen; cette situation a également été influencée par l'expérience de la COVID-19 et son incidence. D'autres idées vont des appels à investir davantage dans la santé mentale, la recherche en santé pour relever les défis sanitaires actuels, en mettant particulièrement l'accent sur le vieillissement des populations et le cancer, aux appels à investir dans des mesures préventives, y compris la promotion d'un mode de vie sain et la lutte contre les éléments connus pour être à l'origine de problèmes de santé, tels que la pollution de l'air et la consommation de tabac. Ce thème a généré 2 413 contributions: 1 162 idées, 1 003 commentaires et 248 événements. Les thèmes identifiés sont répertoriés en fonction de leur niveau d'occurrence. Les principaux thèmes abordés dans le cadre de ce thème sont les suivants:

- Accès aux soins de santé pour tous
- Intégration des systèmes de soins de santé de l'UE
- Modes de vie sains
- Recherche en santé
- Prévention plutôt qu'intervention
- Vieillesse en bonne santé et lutte contre le vieillissement
- Approches de la médecine
- Réponses à la COVID-19
- La santé à l'ère de la numérisation
- Soins contre le cancer
- Travailleurs du secteur de la santé
- Santé sexuelle et génésique

Événements

Divers événements récents ont porté sur des questions telles que la santé mentale et le bien-être (voir exemple d'événement). Dans le cadre du Congrès européen des conseils de la jeunesse qui s'est tenu en Pologne, les participants ont discuté de l'incidence des médias sociaux sur la santé mentale (voir [l'événement](#)). En ce qui concerne la pandémie de COVID-19, les effets de la pandémie sur la santé physique et mentale des citoyens ont été pris en considération (voir [événement](#)).

Lors d'une manifestation en ligne organisée à l'université de Ljubljana, les participants ont examiné le rôle de l'UE pour permettre un vieillissement en bonne santé (voir [l'événement](#)), tandis qu'une manifestation en Italie était consacrée au plan européen contre le cancer (voir [l'événement](#)).

Dans le cadre de l'intégration des soins de santé dans les États membres de l'UE, les perspectives et les défis de la création d'un système européen de santé publique ont été examinés lors d'un séminaire participatif en Grèce (voir [la manifestation](#)). Les participants ont formulé des idées allant des appels à la création d'un corps médical européen à la nécessité d'éliminer les inégalités entre le Nord et le Sud afin de progresser vers un tel système européen commun de santé publique.

Un événement en ligne a porté sur les risques pour la santé liés à la qualité de l'air provenant de polluants, tels que la fumée de tabac, le gaz combustible, les produits chimiques et d'autres allergènes et radons (voir [l'événement](#)).



Accès aux soins de santé pour tous

L'un des thèmes les plus récurrents de ce thème est l'appel en faveur de l'égalité d'accès à des soins de santé abordables et de qualité (voir par exemple une [idée](#) fortement approuvée).

Les idées avancées soutiennent également la mise en place d'un régime européen d'assurance maladie (voir par exemple [cette idée](#)). Une idée fortement approuvée dans ce domaine demande également à l'UE de veiller à ce que tous les résidents de l'UE aient un accès égal à des services de santé et d'aide sociale abordables et de qualité, fournis par des systèmes publics résilients, bien dotés en personnel et bien équipés avec une couverture universelle (voir [cette idée](#)). Un certain nombre d'idées évoluent autour de la nécessité pour l'UE d'allouer des fonds pour garantir spécifiquement l'accès aux soins de santé mentale pour tous, quels

que soient le revenu et l'âge (voir par exemple [cette idée](#)). L'idée de privatiser le secteur des soins de santé est également présentée comme un moyen de rendre les soins de santé abordables pour tous (voir par exemple [l'idée](#)) et d'abolir la double voie entre l'accès public et privé aux soins de santé au sein de l'UE (voir [l'idée](#)). D'autres idées soulèvent la question du coût des médicaments et proposent des moyens de les rendre abordables pour tous en surveillant davantage l'industrie pharmaceutique (voir par exemple [cette idée](#)).

En matière d'accessibilité, un ensemble d'idées propose plusieurs solutions pour rendre les soins de santé pratiquement plus accessibles aux patients à mobilité réduite ou situés dans des zones reculées (voir par exemple [cette idée](#)). Le développement des soins de santé à distance prend la forme d'un accès à grande vitesse et à faible barrière aux systèmes médicaux avec des bus de santé (voir [cette idée](#)).

Un dernier sous-thème concerne l'égalité d'accès aux soins de santé. Les contributeurs soulignent que certains groupes de patients sont souvent confrontés à des obstacles sociétaux spécifiques. Certains participants soulignent la nécessité de se concentrer sur les soins pédiatriques, en particulier pour les patients atteints de cancer (voir par exemple [l'idée](#)), une autre idée étant d'augmenter les avantages ciblés pour les personnes handicapées (voir [l'idée](#)). Un participant plaide en faveur d'un meilleur accès des personnes transgenres à des services de soins de santé spécialisés (voir [cette idée](#)).

À la lumière du contexte actuel de la COVID-19 et de l'augmentation des listes d'attente pour les services de santé mentale, un certain nombre d'idées évoluent autour de la nécessité pour l'UE d'allouer des fonds pour garantir l'accès aux soins de santé mentale pour tous, indépendamment du revenu et de l'âge (voir par exemple [cette idée](#)).

Un événement allemand intitulé «La santé sans frontières dans une population vieillissante» a abordé les défis actuels et futurs pour les systèmes de santé européens face aux deux grandes tendances qui caractérisent la santé à notre époque: le vieillissement de la population et la révolution technologique. Une partie de la portée de cet événement consistait également à comprendre comment tirer parti de la technologie pour garantir une couverture sanitaire complète malgré le vieillissement de la population (voir [l'événement](#)). Les participants ont identifié trois domaines d'action: la mise en place de programmes internationaux de formation, le dépassement des frontières géographiques dans la recherche et les soins de santé et l'amélioration des modèles de travail (temps de travail et contenu), et en particulier des mécanismes d'appréciation des travailleurs.



Intégration des systèmes de soins de santé de l'UE

Parmi les thèmes d'idées proposés dans le cadre de la santé, celui de l'intégration des systèmes de soins de santé de l'UE avec une coopération accrue entre les États membres est, dans l'ensemble, l'un des thèmes les plus fréquemment mentionnés (voir par exemple [cette idée](#)). Les participants à la plateforme plaident en faveur d'une coopération plus étroite entre les États membres afin de renforcer les systèmes de soins de santé européens (voir par exemple cet [événement](#)) et de garantir des soins de santé de qualité dans l'ensemble de l'UE. Les idées comprennent la définition de normes de soins à l'échelle de l'UE (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)), la mise en commun des connaissances et des capacités médicales au sein d'un réseau (voir par exemple [cette idée](#)) ou, par exemple, la possibilité pour les intensivistes de se déplacer librement et de prendre soin de patients gravement malades dans l'ensemble de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)). Il existe également des propositions relatives à la reconnaissance des qualifications des soignants dans l'ensemble de l'UE, à la création d'un hôpital européen pour les maladies rares (voir [cette idée](#)), à l'amélioration des réglementations juridiques en matière de transplantation afin de créer un système unifié de transplantation et de don d'organes (voir [cette idée](#)) et à la création d'une agence européenne pour l'accréditation des établissements de soins de santé (voir [cette idée](#)). Dans le même ordre d'idées, les contributeurs suggèrent de reconnaître les maladies dans l'ensemble de l'UE afin de créer une base de données avec des méthodes de traitement et des évaluations pour produire un régime de lutte contre les maladies à l'échelle de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)). Une autre idée concerne la création de corridors de santé entre les pays limitrophes (voir par exemple [cette idée](#)). Cela permettrait aux travailleurs, aux patients et aux autres professionnels de la santé de traverser les frontières nationales lors de futurs confinements, et garantirait ainsi l'accès aux soins de santé.

En conséquence, les discussions soulignent la nécessité d'accroître les compétences de l'UE en matière de santé publique (voir par exemple une [idée](#) et un [événement](#)), nombre d'entre eux suggérant et approuvant l'idée d'une révision du traité de Lisbonne (voir par exemple une [idée](#)). D'autres proposent de créer une Autorité européenne de la santé (voir [cette idée](#)) ou de renforcer le rôle de l'EMA, l'Agence européenne des médicaments (voir [cette idée](#)). Un contributeur suggère de créer un ministère européen de la santé (voir [cette idée](#)) ou une véritable autorité coordonnant toutes les agences de santé de l'UE pour superviser l'approvisionnement en médicaments, du

développement à la fabrication (voir [cette idée](#)). Ces suggestions sont le plus souvent formulées en lien avec la manière dont les États membres ont géré la pandémie de COVID-19 et les pénuries d'équipements médicaux qui y sont liées, les défis liés à la mise au point de vaccins et aux achats conjoints de vaccins. En conséquence, les contributeurs soulignent la nécessité d'augmenter ou de délocaliser la capacité de production de médicaments et de dispositifs médicaux au sein de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)).

Certains contributeurs plaident en faveur d'une stratégie intégrée pour relever les défis communs de l'UE en matière de santé, telle qu'une stratégie européenne pour la santé mentale (voir par exemple [cette idée](#)) et la prévention du suicide (voir par exemple [cette idée](#)), ou d'une approche commune pour les maladies rares (voir par exemple [cette idée](#)). Dans le même ordre d'idées, lors d'un débat national sur la santé organisé en Pologne, les participants ont proposé de modifier le traité sur l'Union européenne afin que les questions de santé mentale soient réglementées au niveau de l'Union (voir [événement](#)). D'autres, dans le contexte de la lutte contre le cancer et de la prévention de celui-ci, estiment qu'il n'est pas approprié d'étendre la compétence de l'Union en matière de santé, étant donné que les États membres sont plus en phase avec les situations locales (voir [cette idée](#)). Un ensemble d'idées aborde le thème des soins de fin de vie, en préconisant une stratégie européenne unifiée pour les traitements de fin de vie (voir [cette idée](#)), tandis que d'autres se concentrent sur l'amélioration des traitements palliatifs pour les patients atteints de cancer (voir [cette idée](#)).



Des modes de vie sains

Un autre thème qui se produit souvent est celui de la promotion de modes de vie sains. De nombreux participants à la plateforme considèrent l'UE comme un acteur bien qualifié pour promouvoir un mode de vie sain parmi les Européens. Plusieurs contributeurs considèrent qu'il est important de promouvoir les régimes végétaliens ou végétariens en raison de leurs avantages pour la santé et l'environnement (voir par exemple [cette idée](#)). Dans ce contexte, certains suggèrent d'augmenter les taxes sur la viande et de réduire la TVA sur les aliments sains (voir [cette idée](#)), tandis que d'autres s'efforcent de taxer les produits alimentaires malsains en général (voir par exemple [cette idée](#)). Un participant suggère de subventionner les aliments sains et biologiques afin que les personnes à faible revenu puissent également se permettre de les acheter (voir [cette idée](#)). En pensant aux conséquences

d'une mauvaise alimentation, un autre participant propose de s'attaquer aux maladies inflammatoires associées à une mauvaise alimentation et à l'obésité (voir [cette idée](#)).

Un soutien à la promotion de la culture et de l'éducation en matière de santé (voir par exemple [l'idée et l'idée](#)) et à l'instillation de pratiques liées à la santé dès le plus jeune âge, en tant que facteur clé d'un mode de vie sain, est également proposé sur la plateforme (voir [l'idée](#)). À cet égard, les paramètres utilisés dans le système Nutri-score ont été critiqués par un participant (voir [cette idée](#)). Outre l'éducation à une alimentation saine, l'éducation à la santé mentale est particulièrement jugée importante par les contributeurs (voir par exemple [cette idée](#)).

La corrélation entre les denrées alimentaires et la santé est examinée plus en détail dans de nombreuses idées qui soulèvent la question d'un renforcement des contrôles de la qualité des denrées alimentaires (voir par exemple [l'idée](#)) ou d'une interdiction de produits spécifiques tels que les acides gras trans artificiels (voir [l'idée](#)). La réglementation des techniques agricoles ayant une incidence sur la nutrition et la santé, telles que les antibiotiques en agriculture intensive (voir [cette idée](#)) est également mentionnée. Un événement spécifique en Lituanie a été consacré à l'élaboration d'une politique alimentaire durable de l'UE et a réuni 280 participants (voir [cet événement](#)). Ceux-ci ont exprimé la nécessité pour l'UE d'investir davantage dans l'agriculture biologique au moyen de soutiens spécifiques aux agriculteurs. D'une manière générale, les participants soulignent la nécessité d'adopter une approche ascendante pour mettre en œuvre une politique agricole durable. Des idées similaires sont également soulevées sous le thème du changement climatique et de l'environnement.

Plusieurs citoyens soulignent la nécessité de décourager la consommation de tabac au niveau européen, en augmentant le prix et en réduisant les arguments de vente aux pharmacies (voir par exemple [cette idée](#)), tandis que d'autres préconisent une lutte plus soutenue contre les drogues au niveau de l'UE (voir [cette idée](#)). L'alcool est également mentionné parmi les dépendances que l'UE devrait combattre (voir par exemple [l'idée](#)), un participant proposant de limiter les ventes d'alcool et de tabac aux magasins spécialisés (voir [l'idée](#)).

Quelques contributeurs suggèrent l'abolition des changements d'heure saisonniers, ce qui, selon eux, améliorerait la santé et la sécurité en général (voir par exemple [cette idée](#)).



Recherche en santé

La recherche en santé est un thème transversal qui suscite plus d'engagement et touche à de multiples sujets.

Quel que soit le problème spécifique, les contributeurs sont généralement très favorables à un investissement accru dans la recherche, en particulier lorsqu'il s'agit d'étudier des technologies biomédicales innovantes.

Un certain nombre de contributeurs proposent diverses idées pour développer un écosystème de santé prospère en Europe, en promouvant et en soutenant l'innovation et la recherche en matière de santé (voir par exemple [cette idée](#)). Les suggestions prennent diverses formes, telles que la proposition fortement approuvée visant à encourager la recherche sur les pathomécanismes de l'encéphalomyélite myalgique dans le cadre d'Horizon Europe (voir [idée](#)), ou l'appel à soutenir la recherche sur les maladies neurodégénératives (voir [idée](#)).

En ce qui concerne l'organisation institutionnelle de la recherche au niveau de l'UE, certains contributeurs proposent un système transparent d'incitation en matière de propriété intellectuelle (voir [cette idée](#)) ou la création d'un institut européen de recherche en santé centralisé pour coordonner la recherche en santé entre les instituts nationaux et investir dans la recherche pharmaceutique (voir [cette idée](#)). Parmi les autres idées figurent la création d'un laboratoire européen pour les maladies infectieuses (voir [cette idée](#)). Un citoyen souligne la nécessité pour les instituts de recherche nationaux de se connecter et aussi pour l'achat, la production et la fourniture de vêtements de protection et de médicaments de devenir plus basés en Europe (voir [cette idée](#)). Une autre suggestion est la nécessité pour l'Europe d'unir ses forces à celles des universités dans le domaine de la recherche afin de mettre au point un nouvel antibiotique contre les bactéries superrésistantes (voir par exemple [cette idée](#)). Une plus grande sensibilisation à l'utilisation et à l'utilisation abusive des antibiotiques est également préconisée (voir [cette idée](#)). Certains citoyens demandent également l'adoption d'une loi obligeant les entreprises pharmaceutiques qui distribuent des vaccins à publier des données complètes sur les essais cliniques de ces vaccins afin de faciliter l'évaluation de leur innocuité et de leur efficacité (voir [cette idée](#)).

Les préjugés sexistes sont mentionnés parmi les problèmes qui empêchent la recherche d'étudier efficacement les maladies les plus répandues chez les femmes. Un participant demande instamment à l'UE de remédier au manque de données relatives aux femmes dans la recherche (voir [cette idée](#)).

Certains contributeurs, parmi lesquels une idée fortement approuvée dans le thème «Autres idées», demandent un plan d'action pour la transition vers une science sans animaux (voir [cette idée](#)).



Prévention plutôt qu'intervention

En ce qui concerne la catégorie des modes de vie sains, celle de la prévention est considérée comme un domaine dans lequel l'UE peut et doit agir efficacement.

Plusieurs idées avancées par les citoyens concernent la sensibilisation à la santé mentale et à ses conséquences, telles que l'épuisement professionnel, le stress, la dépression et l'anxiété, et appellent de leurs vœux un plan européen pour s'attaquer à ce problème (voir par exemple [cette idée](#)), compte tenu en particulier de l'incidence de la COVID-19 (voir par exemple [cette idée](#)). Cette question est considérée comme particulièrement pressante parmi les jeunes, ce qui conduit à des appels en faveur d'une plateforme européenne de la jeunesse pour la santé mentale (voir [idée](#)) et à un investissement accru dans la recherche (voir [idée](#)) et dans les campagnes médiatiques sur la sensibilisation à la santé mentale (voir [idée](#)).

L'influence de la pollution atmosphérique sur la santé des citoyens est également évoquée comme une question urgente (voir [cette idée](#)), tout comme la nécessité de lutter contre la pollution sonore en définissant des niveaux stricts d'émissions sonores autorisées pour les pneus de voiture (voir [cette idée](#)). En outre, il est demandé de réduire l'exposition aux substances extrêmement préoccupantes, y compris les PFAS (substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées) (voir [cette idée](#)).

En lien avec la prévention, une idée présente les avantages des technologies épigénétiques pour promouvoir un nouvel humanisme écologique en renforçant le rôle de l'environnement et de l'alimentation dans la protection de la santé des individus et de la communauté (voir [cette idée](#)).

L'importance de la prévention et du dépistage sanitaire a également été soulignée lors d'événements (voir [événement](#)).

Un participant souligne la nécessité de mettre en place un plan d'action européen également autour des maladies cardiovasculaires (voir [cette idée](#)).



Viellissement en bonne santé et lutte contre le vieillissement

Certains participants discutent d'idées liées au vieillissement en bonne santé et à la lutte contre le vieillissement sous de multiples angles.

Compte tenu du vieillissement de la population européenne, les citoyens soulignent l'importance d'une bonne santé à l'«âge d'argent». À cette fin, la nécessité de services de soins de qualité pour les personnes âgées est mise en évidence (voir [cette idée](#)). Une idée fortement approuvée et commentée encourage la recherche et les technologies de longévité saine à forte intensité scientifique telles que les thérapies de rajeunissement et les essais cliniques. La mise en œuvre d'engagements juridiques, budgétaires, réglementaires et institutionnels efficaces, dans le but d'augmenter l'espérance de vie en bonne santé dans l'UE, est également jugée essentielle (voir [cette idée](#)). En poussant l'idée encore plus loin, un citoyen avance la cryonique comme une occasion de retarder les soins jusqu'à ce qu'un remède soit trouvé, en gelant les personnes en phase terminale (voir [cette idée](#)).

La lutte contre le vieillissement est également préconisée en vue de stimuler la croissance économique par rapport à la diminution de la population active (voir [cette idée](#)).

Un citoyen soulève le potentiel des zones rurales en tant que pôles d'innovation pour des stratégies de vieillissement en bonne santé, étant donné que ces «zones en difficulté» sont généralement plus densément peuplées de citoyens âgés et que la qualité des soins de santé n'est pas aussi élevée que dans les zones urbaines, ce qui nécessite des solutions innovantes (voir [cette idée](#)). Une solution proposée par un autre contributeur est le concept de vie assistée et multigénérationnelle (voir [cette idée](#)).

Un événement organisé en Lituanie a adopté une perspective intéressante liée à l'âge, en essayant de comprendre les différentes perceptions et attitudes des jeunes et des personnes âgées à l'égard des questions de santé (voir [l'événement](#)). Les deux principaux enseignements de l'événement ont été, d'une part, l'importance des campagnes d'information et de l'apprentissage tout au long de la vie sur les questions de santé et, d'autre part, le rôle clé des familles et le soutien mutuel face aux problèmes de santé.



Approches de la médecine

Les participants sur les plateformes diffèrent parfois dans leurs points de vue sur la meilleure approche de la médecine. Bien que la discussion sur les approches

médicales soit généralement limitée à quelques participants, certaines questions ont tendance à toucher un public plus large. C'est le cas pour les traitements de fin de vie. Un contributeur appelle à une plus grande collecte de données sur les choix de fin de vie et à la reconnaissance de la volonté de vivre dans l'ensemble de l'Union européenne (voir [cette idée](#)).

L'une des idées portant sur le thème des soins de fin de vie porte sur l'amélioration du traitement palliatif des patients atteints de cancer (voir [cette idée](#)).

Au-delà du soutien à la législation sur la fin de vie, un autre sujet couramment abordé est celui de la dépénalisation des drogues légères à des fins médicales. En particulier, plusieurs citoyens demandent que le cannabis soit dépénalisé à des fins médicales et thérapeutiques (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)).

L'idée d'intégrer des remèdes naturels en médecine, tels que la phytothérapie, l'homéopathie, etc., pour compléter la médecine allopathique est largement discutée sur la plateforme (voir exemple d'idée [ici](#)). En outre, la nécessité d'adopter des approches plus globales de la médecine est également exprimée (voir [l'exemple de l'idée](#)). À cet égard, les contributeurs suggèrent également que les interventions non médicales peuvent manifestement être bénéfiques pour la santé et l'autonomie des patients (voir par exemple [cette idée](#)).

D'autres participants soulignent l'importance de pratiquer la médecine fondée sur des données probantes et de garantir l'accès aux informations scientifiques pour lutter contre les fausses informations dans le domaine de la santé (voir par exemple [cette idée](#)).



Réponses à la COVID-19

La pandémie a certainement suscité de l'intérêt et des préoccupations au sujet de la santé. Ce sujet est mentionné dans de nombreuses idées publiées sur la plateforme. Le manque de ressources en matière de soins de santé, qu'il s'agisse de ressources humaines dans les hôpitaux, de masques ou de vaccins, a suscité un débat public sur la nécessité pour l'UE d'être stratégiquement autonome dans le domaine des soins de santé. Une autre idée approuvée concerne l'autonomie dans la production de médicaments essentiels (voir [cette idée](#)).

Les effets de la COVID-19 sont largement discutés par les participants qui, dans l'ensemble, estiment qu'il est nécessaire de rétablir une crédibilité et une confiance rationnelles et scientifiques dans la médecine et la politique face à la diffusion généralisée d'idées fausses et de fausses informations pendant la pandémie. Lors de l'examen des mesures liées à la COVID-19, les

citoyens de la plateforme conviennent que toute mesure relative à la COVID-19 dans l'UE devrait être mise en œuvre de manière fondée sur des données probantes, afin de parvenir à une analyse coûts-avantages aussi réaliste que possible (voir [cette idée](#)). En particulier, un participant met en garde contre le fait de négliger ou de retarder la prise en charge des patients atteints d'autres maladies, en ce qui concerne la restructuration des installations médicales pour tenir compte des patients atteints de COVID-19 (voir [cette idée](#)). Dans ce contexte, les citoyens plaident en faveur d'un renforcement des capacités du personnel médical (voir par exemple [cette idée](#)).

D'autres idées soulignent la nécessité d'élaborer des stratégies inclusives pour faire face aux futures pandémies au niveau de l'UE, en protégeant les droits des personnes handicapées (voir [cette idée](#)). L'une des suggestions avancées consiste à mener des recherches sur l'incidence des mesures liées à la COVID-19 sur les résidents et le personnel des foyers pour personnes âgées dans les différents pays de l'UE, afin de rendre compte de première main des expériences des personnes âgées en matière de mesures liées à la COVID-19 (voir [cette idée](#)). En outre, un citoyen demande qu'une enquête soit menée sur les dommages collatéraux et les effets cachés de la pandémie (voir [cette idée](#)).

Plusieurs participants demandent un soutien accru en matière de santé mentale pour faire face aux conséquences sociales et économiques de la pandémie, en particulier chez les jeunes (voir par exemple une [idée](#) et une [idée](#)). Un certain nombre d'événements ont également tourné autour de ce thème, tels que la question de l'avenir de la santé publique européenne après la crise du coronavirus (voir [événement](#)).

Les débats sur le programme de vaccination révèlent des points de vue contradictoires, allant de l'idée que la vaccination devrait être obligatoire pour tous (voir par exemple [l'idée](#)), à la suggestion que les citoyens devraient être libres de choisir (voir par exemple [l'idée](#)). Un autre contributeur fait valoir que les vaccins ne devraient pas être obligatoires pour les jeunes et que l'UE ne devrait pas les «chanter» en permettant des déplacements transnationaux «facilités» en échange de la vaccination, et que si des tests PCR sont nécessaires, ils devraient être fournis gratuitement (voir [cette idée](#)). Il est également proposé que les États membres de l'UE acceptent de reconnaître les normes pertinentes de l'OMS et les documents nationaux certifiant le niveau d'anticorps (ou de vaccin/rafraîchissement) (voir [cette idée](#)). Le certificat de laissez-passer vert fait également l'objet d'un large débat, plaçant en faveur de son abolition (voir par exemple [l'idée](#)), craignant l'émergence de deux classes de citoyens (voir [l'idée](#)) et suggérant que les Européens défendent le droit de choisir de ne pas être vaccinés (voir [l'idée](#)) contre ceux qui soutiennent un tel laissez-passer sanitaire et une vaccination obligatoire dans le

cadre d'un effort collectif visant à vaincre le virus et à garantir la viabilité des systèmes de soins de santé (voir par exemple [l'idée](#)). L'une des contributions porte sur les procédures relatives aux achats de vaccins au niveau de l'UE, appelant à une plus grande divulgation et à une plus grande transparence en ce qui concerne les contrats conclus avec les entreprises pharmaceutiques (voir [cette idée](#)).

Plusieurs citoyens appellent à une plus grande solidarité et à la mise en place d'un partenariat et d'un financement mondiaux pour lutter contre les maladies et les éradiquer à l'échelle mondiale et suggèrent que l'Europe puisse être le chef de file mondial dans la lutte contre les pandémies, le cancer et les maladies cardiaques (voir [cette idée](#)). Un citoyen suggère que la Commission européenne, en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé, promeuve un accord international permettant la production et la distribution de médicaments dans le monde entier dans le contexte des pandémies (voir [cette idée](#)) et une autre contribution souligne la nécessité de vacciner le monde pour prévenir l'apparition de nouvelles souches (voir [cette idée](#)). Dans le même temps, les contributeurs proposent que des mesures soient prises pour protéger les brevets des entreprises et suggèrent que la Commission européenne puisse jouer un rôle important en tant que médiateur et ambassadeur (voir [cette idée](#)).



Soins du cancer

Un sujet qui est fréquemment mentionné sur la plateforme, en particulier en ce qui concerne

la prévention, mais aussi ses conséquences sociales et psychologiques, est celle du cancer (voir par exemple [cette idée](#)). Ici aussi, les participants suggèrent une mise en commun des ressources pour lutter contre le cancer dans l'ensemble de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)).

Les contributeurs soulignent la nécessité d'efforts concertés pour les diagnostics précoces, tels que le dépistage, que l'UE est invitée à soutenir (voir par exemple [l'idée](#) et [l'idée](#)).

En ce qui concerne la prévention du cancer, une idée suggère d'interdire les chaises longues pour prévenir le risque de développer un cancer de la peau (voir [cette idée](#)), tandis qu'un autre contributeur souligne l'importance de la prévention du cancer dans les zones rurales, souvent à peine atteinte par les campagnes de prévention du cancer (voir [cette idée](#)). Certains participants soulignent l'obstacle des stéréotypes sexistes et de la stigmatisation dans la promotion d'un mode de vie sain et de pratiques de prévention chez les hommes. Ils souhaitent que l'UE développe des campagnes de sensibilisation ciblées, en particulier sur la prévention du cancer de la prostate (voir [cette idée](#)).



Travailleurs de la santé

La question des conditions de travail dans le secteur des soins de santé a été soulevée par les participants non seulement en ce qui concerne la santé, mais aussi la migration et le genre (voir, par exemple, le chapitre sur la migration). Les participants ont souligné la contribution des femmes travaillant dans le secteur des soins de santé et la nécessité de les soutenir en investissant dans des programmes de leadership et de renforcement (voir [cette idée](#)).

Les idées concernant les travailleurs de la santé mettent en évidence les conditions de travail négatives qui affectent ce secteur (voir par exemple [l'idée](#)), exigeant généralement une amélioration des salaires et des conditions de travail (voir [l'idée](#)).

La pandémie a également contribué à mettre en évidence la contribution sociétale essentielle des professionnels de la santé, générant parfois des débats plus larges sur la nature des systèmes de soins de santé actuels et le rôle des acteurs privés dans ce secteur, y compris l'incidence des privatisations sur les conditions de travail (voir [cette idée](#)). Selon une idée, une Année européenne des volontaires serait un hommage approprié aux efforts et à l'impact des volontaires pendant la pandémie de COVID-19 (voir [cette idée](#)).



Santé sexuelle et génésique

L'appel à garantir l'accès à une contraception abordable et accessible pour toutes les femmes est abordé dans le cadre d'idées et d'événements (voir [l'événement](#)). Certaines idées proposent que des articles menstruels gratuits soient mis à disposition dans les espaces publics pour lutter contre ce que l'on appelle la «pauvreté de la période» (voir par exemple [cette idée](#)). D'autres propositions suggèrent la réduction ou la suppression des taxes sur les produits de santé féminins tels que les serviettes hygiéniques (voir [cette idée](#)). En outre, la nécessité de mener davantage de recherches sur la santé génésique des femmes et la mise au point de contraceptifs féminins et masculins moins invasifs est évoquée (voir [cette idée](#)), tout en rendant la pilule du lendemain disponible dans tous les pays sans ordonnance. Les points de vue contre le droit à l'avortement sont également enregistrés sur la plateforme (voir [cette idée](#)).

Les contributions examinent la nécessité de promouvoir l'éducation sexuelle, soit au moyen d'une approche paneuropéenne, de campagnes de santé sexuelle, soit en soutenant les institutions non gouvernementales actives dans ce domaine (voir par exemple [cette idée](#)).

Lors d'un événement organisé à Berlin, les perspectives d'avenir ont été discutées, mais en particulier les questions éthiques liées à la fécondation in vitro (voir [l'événement](#)). Une proposition suggère la création de cliniques de santé sexuelle parrainées et promues par l'UE (voir [cette idée](#)), tandis qu'une autre souligne l'importance de la lutte contre le VIH (voir [cette idée](#)).

matière de santé a également été réaffirmée sur la plateforme (voir par exemple [cette idée](#)).

Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022)

Les idées soumises récemment dans le cadre du thème de la santé ont réitéré bon nombre des thèmes précédemment mentionnés, montrant un accent continu sur les questions considérées comme prioritaires pour la plupart des participants. Aucun nouveau sous-thème ou thème n'a été enregistré.

Les participants ont également discuté de la nécessité d'adopter un cadre commun dans la gestion du système européen de soins de santé et de favoriser l'intégration des systèmes nationaux de soins de santé distincts (voir par exemple une [idée](#)), certains participants réitérant l'idée d'une union européenne de la santé (voir par exemple une [idée](#)), et d'autres se concentrant sur la souveraineté en matière de santé (voir [cette idée](#)). Les participants ont également insisté sur l'idée que les soins de santé doivent rester un service public (voir par exemple [cette idée](#)).

En ce qui concerne la COVID-19, l'importance de garantir une adoption adéquate des vaccins a été soulevée (voir [cette idée](#)), ainsi que la nécessité d'améliorer la communication et la gestion des crises (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)).

L'importance des initiatives de prévention a fait l'objet d'un large débat (voir par exemple [l'idée](#)), avec des propositions mettant l'accent sur les technologies innovantes (voir [l'idée](#)) et l'utilisation de la télémédecine pour les segments de la population difficiles à atteindre (voir [l'idée](#)) et des contrôles de routine obligatoires (voir par exemple [l'idée](#)). En outre, les dangers résultant du tabac, en particulier dès le plus jeune âge, ont été mis en évidence (voir [cette idée](#)).

La collecte de données était également un thème important en vue d'améliorer la recherche médicale, en particulier afin de réconcilier l'écart de données entre les hommes et les femmes (voir par exemple [cette idée](#)). La nécessité d'améliorer les connaissances en

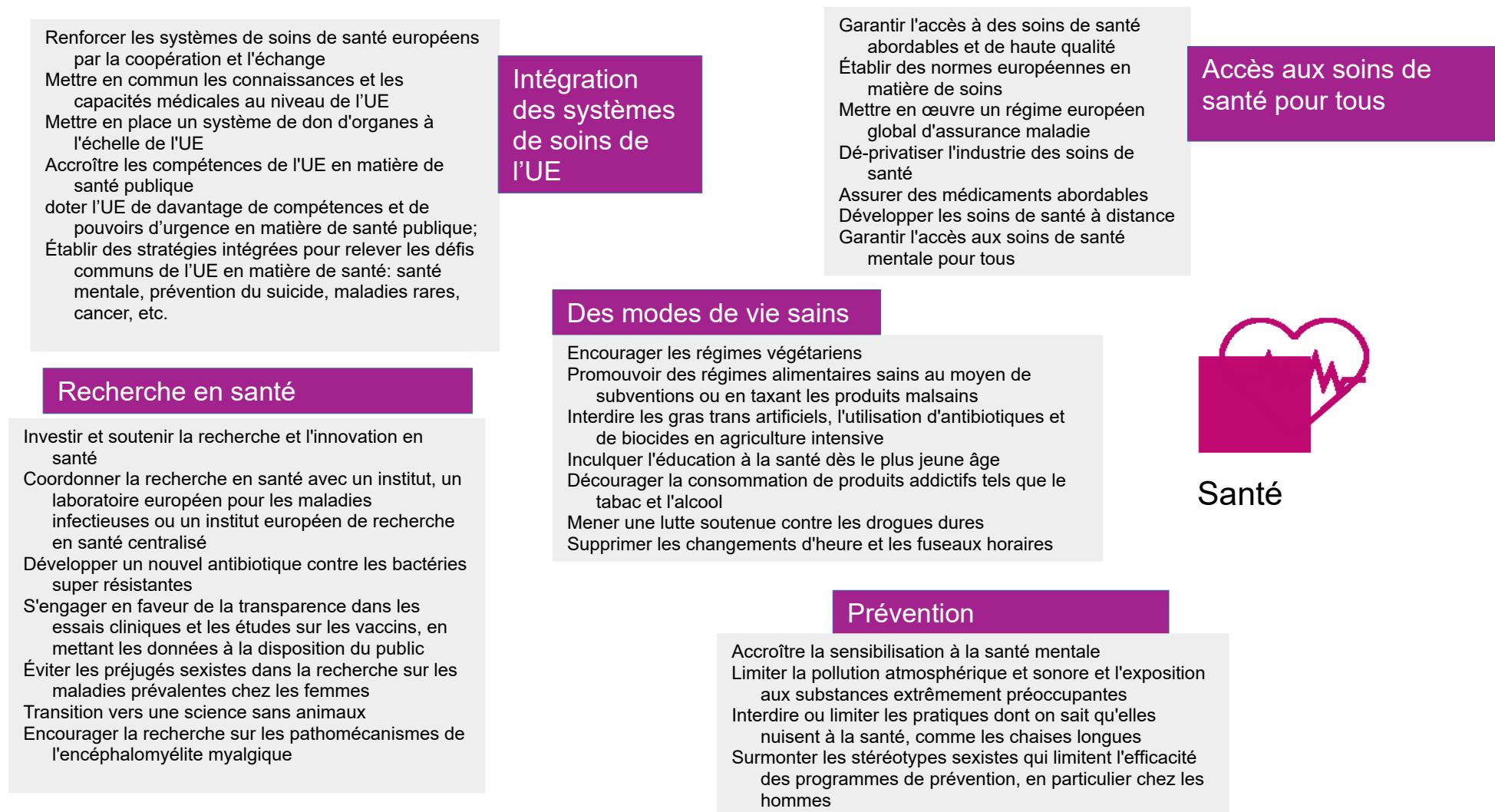


Figure 11 – Thème «Santé» de la carte mentale, partie 1

La santé à l'ère de la numérisation

Mettre en œuvre des systèmes européens de santé en ligne
Promouvoir les instruments de santé en ligne pour encourager l'activité physique
Garantir la confidentialité des bases de données ADN
Contraste à la dépendance numérique



Santé

Travailleurs de la santé

Augmenter les salaires des travailleurs de la santé
Améliorer les conditions de travail dans le secteur de la santé

Santé sexuelle et génésique

Garantir l'accès à une contraception abordable et accessible
Combattre la pauvreté de la période en supprimant les taxes sur les produits de santé féminins
Accroître la recherche sur la santé génésique féminine et les contraceptifs féminins et masculins moins invasifs
Instituer une clinique européenne de santé sexuelle
Garantir le droit au choix pour toutes les femmes
Fournir la pilule du lendemain sans ordonnance
Lutte contre le VIH

Soins du cancer

Prévention (habitudes saines, dépistages, etc.)
Mobiliser sur l'impact social et psychologique du cancer
Efforts centralisés, mise en commun des ressources pour lutter contre le cancer au niveau de l'UE

Réponses à la COVID-19

Restaurer la crédibilité scientifique en médecine et en politique
Introduire des mesures liées à la COVID-19 d'une manière fondée sur des données probantes
Élaborer des stratégies inclusives pour protéger les droits des personnes handicapées face aux futures pandémies
Étude d'impact rassemblant des comptes rendus sur les expériences des personnes âgées vivant avec la COVID-19
Appel de solidarité en faveur d'un partenariat et d'un financement mondiaux pour lutter contre les maladies et y mettre fin
Aborder les modalités d'achat et d'administration des vaccins au niveau de l'UE
Restructurer les installations médicales afin d'éviter que les patients atteints d'autres maladies que la COVID-19 ne soient pas pris en charge

Vieillesse en bonne santé et lutte contre le vieillissement

Promouvoir les innovations pour un vieillissement en bonne santé
Recherche sur l'anti-vieillesse et la longévité

Approches de la médecine

Avocat de la médecine fondée sur des preuves
Promouvoir une approche holistique de la médecine
Décriminaliser le cannabis à des fins médicinales
Reconnaître les médicaments naturels
Stratégie européenne unifiée pour les traitements de fin de vie

Figure 12 – Thème «Santé» de la carte mentale, partie 2



4. Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi

Le thème «Une économie plus forte, justice sociale et emploi» a reçu au total 2 195 idées, 2 099 commentaires et 645 manifestations jusqu'au 9 mai 2022. Les contributeurs ont souligné qu'il importait que l'UE devienne plus inclusive et plus équitable sur le plan social, en particulier à la lumière de la pandémie de COVID-19, et ont attiré l'attention sur plusieurs défis perçus comme connexes, tels que le manque de soutien aux jeunes Européens et le manque de collaboration entre les États membres. L'un des mécanismes les plus fréquemment suggérés pour rendre l'Europe plus inclusive et socialement équitable est de garantir un revenu de base inconditionnel dans toute l'UE. En outre, les contributeurs ont avancé diverses suggestions pour stimuler la croissance économique dans l'UE en introduisant des politiques économiques, en approfondissant davantage le marché

unique européen, en mettant l'accent sur l'innovation et en promouvant et en soutenant les PME et les industries stratégiques. En outre, les contributeurs estiment que les transitions écologique et numérique offrent des possibilités de renforcer les compétences des travailleurs européens et de s'adapter à l'évolution du marché du travail, afin que l'économie européenne soit compétitive et plus autonome. Un autre volet des contributions souligne la nécessité de lutter contre le dépeuplement dans les zones rurales et les effets de la fuite des cerveaux. Les différentes idées peuvent être regroupées selon les thèmes suivants:

- **Une Europe plus inclusive et socialement juste**
- **Relance économique**

- **Innovation – stimuler la croissance**
- **Protection sociale et sécurité sociale**
- **Fiscalité pour une économie équitable**
- **Poursuivre le renforcement du marché unique européen**
- **Stimuler les emplois**
- **Remettre en cause le modèle économique actuel**
- Droits et protection des consommateurs

Événements

Plusieurs événements participatifs ont été organisés en différents endroits d'Europe afin de permettre aux citoyens d'exprimer leurs opinions sur l'UE et leurs préoccupations pour l'avenir (voir exemple d'événement). Par exemple, un événement a engagé les étudiants dans une réflexion sur les questions qui sont une priorité pour eux. Dans le domaine de l'emploi, ils ont appelé à des opportunités plus équitables (entre les hommes et les femmes et entre les générations) pour prévenir la fuite des cerveaux, et ont plaidé en faveur d'investissements accrus dans l'innovation pour stimuler la croissance, d'un dialogue intergénérationnel accru et d'une plus grande inclusion pour éviter tout type de discrimination. En outre, ils ont souligné la valeur du patrimoine historique, artistique et culturel et la nécessité d'améliorer les infrastructures de transport (voir [la manifestation](#)). Lors d'un événement en Bulgarie, les questions de la fuite des cerveaux et de la rétention des jeunes dans les zones moins peuplées ont été abordées dans le cadre de l'initiative visant à rendre l'économie plus équitable et plus inclusive et à stimuler la création d'emplois, la croissance et l'investissement (voir [cet événement](#)).

Dans le cadre des politiques sociales, lors d'un débat organisé par la Maison de l'Europe dans la ville d'Agen, les participants ont discuté des perspectives d'une Europe sociale (voir [événement](#)) et des moyens de combler le fossé des inégalités pour une plus grande justice sociale (voir [événement](#)). Le thème des perspectives des jeunes dans l'économie de marché de l'UE a fait l'objet d'une manifestation à l'intention des étudiants (voir [cet événement](#)).

La question de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes a fait l'objet d'une enquête approfondie dans le contexte de Chypre (voir [cet événement](#)). En outre, le Fonds social européen a été examiné en relation avec les transformations qui se produisent sur le marché du travail lors d'une conférence sur «L'avenir du marché du travail, les possibilités et les perspectives au sein du Fonds social européen» organisée à Zagreb (voir [l'événement](#)).

Lors d'un événement hybride, les employeurs d'entreprises européennes ont été consultés sur la

manière de relever les défis futurs de l'économie de marché (voir [cet événement](#)).

Un événement organisé en Hongrie a permis de discuter de l'incidence de la nouvelle politique agricole commune de l'UE sur les exploitations familiales (voir [cet événement](#)). En Espagne, Europa Press, en collaboration avec le Parlement européen, a organisé un cycle d'événements intitulé «L'avenir est entre vos mains»; l'un de ces événements a abordé la question du dépeuplement des zones rurales et des perspectives de revitalisation de celles-ci (voir [cet événement](#)).



Une Europe plus inclusive et socialement juste

La recherche d'une économie inclusive et socialement juste en Europe a enregistré le plus grand nombre d'idées sur ce sujet. Ce thème aborde l'objectif de renforcement de la cohésion sociale, en tant que moyen de parvenir à une économie forte (voir [cette idée](#)). Un large éventail d'idées sous ce thème plaide généralement en faveur d'un élargissement du socle européen des droits sociaux (voir par exemple une [idée](#) fortement approuvée) et d'une approche unifiée de l'UE en matière de sécurité sociale, allant de la parentalité et de la famille au droit à des politiques de logement et de retraite accessibles (voir par exemple l'événement). D'autres contributeurs discutent du socle européen des droits sociaux en tant que boussole pour parvenir à une Europe sociale et demandent l'établissement d'un objectif minimal dans les domaines de l'emploi, de la réduction de la pauvreté et de l'éducation et des compétences (voir [cette idée](#)). D'autre part, certains contributeurs soutiennent que le droit du travail, la protection sociale et les systèmes de retraite devraient rester de la compétence de chaque État membre (voir [cette idée](#)).

Plusieurs contributeurs de la plateforme plaident en faveur d'une Europe plus juste sur le plan social, qui pourrait être réalisée, par exemple, en élaborant un indice de mesure de l'égalité sociale (voir par exemple [cette idée](#)).

L'un des sous-thèmes les plus discutés dans le cadre de ce thème est la nécessité d'élaborer des politiques au niveau institutionnel pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi qu'au niveau culturel et éducatif (voir par exemple [cette idée](#)). Une suggestion est d'établir des quotas de genre pour les postes de direction dans les entreprises (voir [cette idée](#)). Plus précisément, il existe des idées proposant des politiques en faveur de l'égalité en ce qui concerne les décisions relatives au congé parental (voir [cette](#)

[idée](#)) et à l'égalité des chances en matière d'emploi (voir [cette idée](#)). Dans ce contexte, une table ronde s'est penchée sur les défis auxquels sont confrontées les femmes chefs d'entreprise dans l'environnement des entreprises, les inégalités salariales et les possibilités de financement, et a mis en évidence des exemples de bonnes pratiques aux niveaux local et national (voir [événement](#) et [manifestation](#)). Des considérations relatives à la précarité de l'emploi des femmes pendant la pandémie de COVID-19 ont également été soulevées (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)).

Parmi les autres idées figurent, par exemple, un appel à faire respecter l'égalité entre les femmes et les hommes dans les domaines de l'architecture et du génie civil (voir [cette idée](#)). Une idée enregistrée sur la plateforme préconise l'adoption de la directive sur l'égalité de traitement afin de garantir l'égalité de traitement dans tous les domaines de la vie (voir [cette idée](#)). Les idées connexes concernent les mesures contre les agressions sexuelles et la violence domestique, avec des appels, en particulier, à des initiatives visant à soutenir les victimes, par exemple au moyen d'une application (voir [cette idée](#)).

Un autre sous-thème qui a vu la promotion d'une Europe plus inclusive, avec un nombre élevé de contributeurs, aborde la nécessité de faciliter l'inclusion des personnes handicapées, par exemple en étendant la validité des cartes nationales de handicap dans l'ensemble de l'UE (voir [cette idée](#)) et en améliorant l'accessibilité des zones touristiques (voir [cette idée](#) et [cet événement](#)). Il existe également un soutien à la création d'un réseau social pour les personnes handicapées (voir [cette idée](#)). En outre, certaines idées se concentrent sur l'urbanisme, suggérant de rendre les espaces publics propices aux échanges intergénérationnels, par l'intermédiaire de parcs, de centres culturels, etc. (voir par exemple [cette idée](#)). C'était également l'une des nombreuses idées avancées lors d'une manifestation espagnole qui a encouragé les citoyens à partager leurs points de vue sur la manière dont ils amélioreraient leur ville s'ils étaient maires (voir [l'événement](#)).

De même, une idée préconise des principes urbanistes durables pour placer les villes ayant une bonne qualité de vie au cœur d'une économie européenne résiliente et socialement juste, y compris en promouvant les entreprises locales et

les économies locales, l'accès aux transports publics, la bonne qualité de l'air, etc. (voir [idée](#) et [idée](#)).

La nécessité d'aider les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté et la nécessité de réduire les inégalités sont soutenues (voir par exemple [cette idée](#)). Quelques idées soulignent également la nécessité de redoubler d'efforts pour lutter contre le sans-abrisme (voir par exemple [cette idée](#)) et élaborer des stratégies d'intégration pour les minorités roms (voir [cet événement](#) et [cet événement](#)), des points de vue plus

sceptiques ayant également été exprimés (voir [cette idée](#)).

Plusieurs idées abordent la nécessité d'instituer le droit à la déconnexion (voir les exemples d'idées [et d'idées](#)).

Une autre idée préconise d'augmenter la validité des cartes bleues pour les ressortissants de pays tiers après la cessation de leur emploi initial (voir [cette idée](#)).

Relance économique

La reprise économique est l'un des thèmes qui a enregistré le plus d'engagement. Les participants à la plateforme ont partagé leurs points de vue sur la nécessité de stimuler le marché intérieur afin d'accroître sa compétitivité et d'encourager l'innovation, en tant que voie vers la reprise (voir [cette idée](#)). Parallèlement, un certain nombre de participants soutiennent l'idée d'un contrat social renouvelé pour l'Europe en vue d'une reprise équitable (voir [cette idée](#)). En outre, pour parvenir à une économie sociale de marché européenne, un citoyen encourage le renforcement du dialogue social et de la négociation collective (voir [cette idée](#)).

Un ensemble de commentaires et d'idées sur la plateforme exprime des inquiétudes quant à l'augmentation de la dette publique dans l'UE (voir par exemple une [idée](#) et un [événement](#)) ; discuter du rôle de la Banque centrale européenne (BCE), demander une révision des règles du pacte de stabilité et de croissance (voir [idée](#)), de la législation sur les déséquilibres de la balance courante, entre autres (voir exemple d'idée), et plus généralement, d'étendre et de renforcer le mandat de la BCE (voir [idée](#) et [idée](#)).

Les discussions ont principalement porté sur le plan de relance de l'UE, dans lequel les contributeurs ont mis en évidence le défi de la solidarité qui est partagé entre les pays de l'UE et ont discuté des défis à relever pour activer les fonds (voir par exemple une [idée](#) et un [événement](#)). Dans le même temps, les contributeurs soulignent la nécessité de la rigueur, de l'efficacité et de la transparence dans la mise en œuvre des plans de relance (voir par exemple [cette idée](#)).

Les idées axées sur la promotion de la consommation et de la production locales, les PME étant le moteur de la croissance, sont souvent proposées par les contributeurs et sont considérées comme essentielles à la reprise économique de l'UE. Pour cette raison, les citoyens soulignent la nécessité d'éliminer les obstacles bureaucratiques pour les entreprises (voir par exemple une [idée](#) et un [événement](#)) et de simplifier les procédures bureaucratiques pour les jeunes entreprises étrangères (voir [cette idée](#)). Les participants suggèrent également que les fonds de l'UE soient également destinés aux PME (voir par exemple [cette idée](#)).

Conformément à la tendance générale à l'intérieur de ce thème, de nombreux appels sont lancés en faveur d'une augmentation de la production de biens au sein de l'UE, plutôt que de l'importation (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)). Un contributeur suggère d'indiquer l'origine des produits vendus en ligne afin de promouvoir une consommation plus locale (voir [cette idée](#)).

Dans le cadre des stratégies de relance, la cohésion est soulignée comme une valeur essentielle, en liaison avec les droits sociaux en ligne et la prise en compte des besoins en matière d'emploi des jeunes (voir [la manifestation](#)). Par exemple, investir dans les générations futures est également présenté comme une stratégie de relance de l'économie, à la suite de la crise de la COVID-19 (voir [cette idée](#)).

Dans le même ordre d'idées, en ce qui concerne la COVID-19, les contributeurs discutent de la nécessité de financer d'éventuelles futures mesures de préparation aux pandémies (voir par exemple [cette idée](#)). Dans ce contexte, une idée porte sur le manque de personnel des professionnels de la santé en Europe (voir [cette idée](#)). En outre, les contributeurs soulignent l'importance d'allouer des fonds publics pour aider les petits producteurs et les commerçants à compenser toutes les pertes dues aux fermetures pendant la pandémie (voir [cette idée](#)).



Innovation – stimuler la croissance

Un grand nombre d'entrées sur ce sujet ont souligné que l'innovation était un atout fondamental pour l'économie européenne. Les contributeurs suggèrent de stimuler la croissance par des investissements dans la recherche, les compétences, les connaissances et l'expertise de haute technologie (intelligence artificielle, blockchain, nanotechnologie, stockage d'énergie, viande cultivée en laboratoire, etc.). Certaines idées évoquent une évolution de la concurrence, qui passe de la minimisation des coûts à la maximisation de la connaissance, ouvrant ainsi à l'économie européenne de la connaissance la possibilité de s'établir ([voir cette idée](#) et [cette idée](#)). En outre, plusieurs idées soulignent la nécessité d'une indépendance technologique, par exemple en développant la capacité de fabrication de matériel informatique de l'UE et en réduisant sa dépendance industrielle et commerciale à l'égard des pays extérieurs (voir par exemple [cette idée](#)).

Les idées les plus récurrentes dans ce thème portent sur la nécessité de soutenir les petites et moyennes entreprises (voir par exemple [cette idée](#)) et de stimuler l'esprit d'entreprise ([voir cette idée](#)). En fait, le financement des jeunes pousses et des petites et moyennes entreprises (PME) est généralement perçu comme un important moteur d'innovation (voir par exemple [cette idée](#)). Dans la pratique, les contributeurs

proposent de soutenir les PME au moyen, par exemple, d'un fonds de l'UE fournissant des capitaux de démarrage aux PME (voir [cette idée](#)) ou d'une plateforme de commerce en ligne dédiée aux PME européennes (voir [cette idée](#)). Un autre participant souligne le cas du développement de la Chine grâce à des pôles capillaires d'innovation et de croissance, combinés à des réglementations administratives et fiscales favorables, qui ont encouragé l'investissement et l'essor des jeunes pousses. Le participant appelle à repenser les politiques européennes à la lumière de ces exemples (voir [cette idée](#)). En outre, une idée suggère d'accorder une fiscalité favorable aux jeunes pousses dans les secteurs technologiques de pointe (voir [cette idée](#)).

Un solide volet de contributions met également en évidence la possibilité de créer des entreprises dans les petits villages européens et les zones frontalières (voir par exemple une [idée](#) et un [événement](#)), en profitant également du télétravail (voir [cette idée](#)). Plusieurs idées plaident en faveur de la décentralisation et du renforcement de la gouvernance locale (voir [cette idée](#) et [cet événement](#)), notamment en vue de réduire les disparités territoriales régionales et la fuite des cerveaux à laquelle de nombreuses régions sont confrontées (voir [cet événement](#)). Dans le même ordre d'idées, un [événement](#) sur la façon de retenir les jeunes dans les villes rurales et plus petites a été organisé. Dans le même ordre d'idées, plusieurs événements ont discuté des possibilités de valoriser le développement local des territoires afin de promouvoir le tourisme durable (voir [événement](#) et [manifestation](#)).

Les investissements dans la recherche et l'éducation sont considérés comme d'une importance cruciale (voir [cette idée](#) et [cet événement](#)), avec un soutien au partage des connaissances par l'intermédiaire d'un réseau ouvert de laboratoires ou d'une agence européenne des infrastructures (voir [cette idée](#)). Une idée largement approuvée appelle l'UE à tenir sa promesse de consacrer 3 % du PIB à la recherche et à l'innovation ([voir cette idée](#)). Une autre suggestion porte sur une sorte de Spotify pour la science, une base de données accessible contenant des modèles d'impression 3D (voir [cette idée](#)), du matériel d'apprentissage en ligne et des programmes éducatifs rassemblant les bonnes pratiques internationales en matière de formation professionnelle (voir [cette idée](#)). Dans le cadre de la recherche, l'une des suggestions consiste à faciliter les brevets par l'intermédiaire d'un fonds de brevets (voir [cette idée](#)). Des appels sont également lancés en faveur de la création d'une Haute Autorité européenne de la santé, qui devrait encourager la recherche publique et privée dans le domaine de la santé (voir [cette idée](#)). En outre, pour encourager l'innovation, un citoyen plaide en faveur d'un soutien à l'innovation par une plus grande liberté dans la normalisation afin de réduire la responsabilité juridique vis-à-vis des approches innovantes offrant des solutions alternatives (voir [cette idée](#)). Il existe de

nombreuses propositions visant à promouvoir la recherche et l'innovation afin de favoriser le développement de technologies clés génériques en Europe (voir [cette idée](#)).

D'autres idées révèlent que l'économie numérique est considérée comme une condition préalable à l'innovation et à la croissance, avec des discussions sur les cryptomonnaies (voir par exemple [cette idée](#)) et les monnaies numériques locales qui seraient parallèles à l'euro (voir par exemple [cette idée](#)). En ce qui concerne la crypto-monnaie, les contributeurs estiment qu'une réglementation est nécessaire pour protéger les citoyens (voir par exemple [cette idée](#)).

L'innovation et la croissance sont également abordées dans le contexte de l'environnement, du changement climatique et de la transition écologique (voir [cette idée](#)). À ce titre, des idées sur les objectifs de neutralité climatique et le rôle de premier plan que l'UE pourrait jouer dans la mise en place d'une économie verte (mondiale) et l'investissement dans celle-ci sont présentes sur l'ensemble de la plateforme (voir par exemple [cette idée](#)). Par exemple, un citoyen suggère de compléter la transition écologique par le traçage des objectifs du plan de politique industrielle, au moyen d'indicateurs quantitatifs permettant de suivre la stratégie industrielle de l'Europe à l'échelle mondiale (voir [cette idée](#)). En outre, un participant souligne la possibilité d'utiliser l'intelligence artificielle pour améliorer l'efficacité énergétique des entreprises (voir [cette idée](#)).

Plusieurs idées portent sur une mise en œuvre pratique de l'économie verte, par exemple en investissant dans l'agriculture biologique et dans des initiatives «de la ferme à la table» (voir [cette idée](#)). Un autre participant suggère de parvenir à une économie plus verte tout en abordant la question de la sécurité alimentaire au moyen de technologies agricoles intelligentes (voir [cette idée](#)).

Néanmoins, un citoyen explique que la mise en œuvre du pacte vert devrait garantir que les citoyens de l'Union ne sont pas affectés négativement par les nouvelles mesures (voir [cette idée](#)). D'un point de vue commercial, plusieurs idées portent sur des mesures visant à encourager et à soutenir les entreprises dans la réalisation d'une transition écologique (voir [événement](#)), par exemple en fixant des objectifs clairs et contraignants pour des secteurs spécifiques (voir [idée](#)), tout en empêchant les entreprises d'adopter des stratégies de «blanchiment vert» (voir [idée](#)).

D'autres suggestions font référence au renforcement de l'industrie aérospatiale en tant que moyen de mener des technologies innovantes, par exemple en augmentant le financement de l'ESA (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)).



Protection sociale et sécurité sociale

Le sous-thème le plus récurrent, avec plusieurs idées fortement approuvées et commentées, concerne le revenu de base inconditionnel afin de garantir la capacité de chaque personne à participer à la société (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)). Outre un revenu de base inconditionnel, il existe un appel récurrent en faveur de mesures visant à lutter contre le chômage (des jeunes), telles que des programmes de renforcement des compétences (voir par exemple [cette idée](#)) et la mise en place d'un fonds européen pour le chômage (voir [cette idée](#)). Le chômage des jeunes est également abordé dans d'autres domaines.

De même, en ce qui concerne ce sous-thème, le groupe d'idées examine les écarts de revenus dans l'UE, suggérant une différence de salaire limitée au sein d'une même entreprise (voir par exemple [cette idée](#)) et un appel général à davantage de mesures pour lutter contre la pauvreté et la prévenir en Europe (voir par exemple [cette idée](#)). Un participant rappelle que le financement des prestations sociales doit reposer sur une base économique solide (voir [cette idée](#)).

Compte tenu du vieillissement de la population, certains participants soulignent la nécessité d'aborder la question des soins de santé à long terme afin de garantir la sécurité et la dignité des personnes âgées (voir [cette idée](#)) et de lutter contre l'isolement social des personnes âgées (voir [cette idée](#)). Ils veulent encourager la solidarité intergénérationnelle afin d'éviter que la génération des personnes âgées ne soit mise à l'écart (voir [cette idée](#)). Un participant demande également de combler la fracture numérique entre les personnes âgées, de veiller à ce qu'elles possèdent les compétences nécessaires pour accomplir les formalités administratives publiques et d'accéder aux ressources sociales et sanitaires, à l'information générale et aux activités culturelles (voir [cette idée](#)).

Dans le même ordre d'idées, de nombreux contributeurs discutent de la nécessité de coordonner les politiques de retraite et les retraites entre les États membres de l'UE (voir par exemple [l'idée](#)), avec des suggestions pour mettre en place un système de retraite unifié pour les citoyens mobiles (voir par exemple [l'idée](#)). Les participants suggèrent également des réformes des retraites (voir par exemple [cette idée](#)).

Une autre série d'idées porte sur le problème de la pauvreté des enfants et des personnes âgées (voir par exemple [cette idée](#)). Les retraitées sont davantage exposées au risque de pauvreté, car elles assument normalement le rôle d'aidants et ces années de travail ne sont pas reconnues dans leurs pensions (voir [cette idée](#)). Le droit à un logement accessible et abordable est un autre sous-thème lié à la sécurité sociale examiné par les contributeurs (voir par exemple [cette](#)

[idée](#)). Un participant demande également que des mesures d'incitation soient prises pour lutter contre le déclin démographique actuel, au moyen d'une mesure de crédit d'impôt visant à alléger la charge financière pesant sur les jeunes familles à faible revenu (voir [cette idée](#)). D'autres demandent plus généralement que l'UE et ses États membres tiennent compte de la transformation démographique (voir par exemple [cette idée](#)) et proposent la création d'un organisme à cette fin (voir [cette idée](#)).

Enfin, il existe un groupe d'autres idées relatives aux processus administratifs, par exemple l'introduction d'une carte de sécurité sociale numérisée (commune à l'UE) et de droits sociaux transférables pour les Européens mobiles, comme cela a également été abordé dans le cadre d'autres sujets sur la plateforme (voir par exemple [cette idée](#)). Dans le même ordre d'idées, un contributeur plaide en faveur d'un euro numérique démocratique et d'un dividende de base universel, qui pourraient être financés par les rendements que la BCE gagne sur les obligations et les actions acquises dans le cadre de ses opérations d'open market, au moyen de licences numériques ou d'investissements directs (voir [cette idée](#)).

Fiscalité pour une économie équitable

Un thème important consiste à s'attaquer aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux au moyen de règles fiscales.

Un réservoir dominant d'idées préconise une plus grande justice fiscale, une fiscalité équitable et la lutte contre la fraude fiscale. Parmi les suggestions figurent l'introduction de mesures visant à lutter contre l'évasion fiscale et l'introduction d'une taxe sur les transactions financières (voir [cette idée](#)). Un grand nombre de participants soumettent des idées sur la manière d'éviter le «dumping social» en harmonisant les règles fiscales et les salaires minimaux dans l'ensemble des États membres (voir des exemples d'idées et d'idées). Une idée fortement commentée et approuvée concerne l'introduction d'une taxe minimale mondiale ou européenne pour lutter contre les paradis fiscaux (voir [cette idée](#)) et la promotion d'une convergence européenne en matière de fiscalité directe est également proposée (voir [cette idée](#)). Une autre idée propose de réviser la méthodologie relative à la liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales (voir [cette idée](#)). De nombreuses contributions soulèvent la question de savoir comment taxer efficacement les grandes entreprises technologiques et les entreprises numériques (voir par exemple une [idée](#) et un [événement](#)).

Un large éventail d'idées plaide en faveur de l'harmonisation fiscale et de la création d'une union

fiscale afin d'assurer une meilleure répartition des richesses entre les sociétés européennes (voir par exemple [cette idée](#)). À cet égard, diverses mesures fiscales possibles pour une économie inclusive et équitable sont mises en évidence sur la plateforme numérique (voir par exemple [cette idée](#)). Les sujets d'imposition sont actuellement les suivants. Premièrement, des mesures fiscales visant à promouvoir une concurrence loyale entre les entreprises, telles qu'un système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour le commerce électronique ou l'obligation pour les entreprises de ne payer la TVA que dans leur pays d'origine (voir [cette idée](#)). Deuxièmement, la fiscalité liée à l'environnement et au changement climatique, entre autres, appelle de ses vœux un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)) ou une taxe sur la durabilité (voir par exemple [cette idée](#)). Les taxes communes, telles que la taxation de l'empreinte carbone, sont également considérées comme un moyen de combler les inégalités entre les pays de l'UE et d'améliorer le fonctionnement du marché unique (voir [cette idée](#)). À cet égard, un événement a été organisé au cours duquel la nécessité d'une réforme des règles budgétaires de l'UE applicables dans les États membres afin de garantir une reprise durable après la pandémie de COVID-19 et de garantir les investissements publics nécessaires à la transition écologique et numérique (voir [cet événement](#)).

Troisièmement, un appel à taxer les biens de consommation sur la base des conditions de production (travail, matières premières, salaires) afin de promouvoir le commerce équitable plutôt que le libre-échange (voir par exemple [cette idée](#)). Le dernier groupe de mesures fiscales relève de divers domaines, y compris la fiscalité visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, avec un appel à permettre l'application du taux de TVA nul ou réduit pour les produits hygiéniques féminins (voir [cette idée](#)).

Renforcer le marché unique européen

Un certain nombre de contributions portent sur la nécessité de renforcer encore le marché unique européen, en mettant l'accent sur les politiques économiques, étant donné que la Commission s'est de plus en plus tournée vers d'autres domaines d'action (voir par exemple une [idée](#) et un [événement](#)). En fait, de nombreux participants considèrent le marché unique de l'UE pour les biens, les services, les capitaux et les personnes comme l'atout le plus précieux de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)).

Certaines contributions soulignent la valeur et l'importance de relier les écosystèmes locaux dans toute l'Europe, grâce auxquels différentes formes

d'expertise et de savoir-faire se sont développées (voir [cette idée](#)).

En outre, de nombreuses contributions soulignent l'opportunité, compte tenu de l'augmentation significative des coûts de transport par conteneurs, pour l'UE de ramener des usines multinationales, telles que les productions de micropuces, qui avaient précédemment été délocalisées dans des pays asiatiques en raison de coûts de production plus faibles (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)). Un citoyen suggère d'élaborer une politique économique visant à attirer des entreprises mondiales dans l'UE dans le cadre d'une politique européenne des entreprises, avec une fiscalité homogène dans l'ensemble de l'UE (voir [cette idée](#)).

Dans l'ensemble, les idées réaffirment que les États membres devraient améliorer l'application de l'acquis existant dans le domaine économique, en évitant le protectionnisme afin de rendre le marché unique plus attrayant et plus compétitif (voir par exemple [cette idée](#)). D'autres idées préconisent d'accroître les fonctions de la BCE (voir par exemple une [idée](#)), de limiter les intérêts des groupes de pression dans l'UE (voir par exemple une [idée](#)) et de renforcer l'interconnexion par-delà les frontières. En plus d'améliorer les connexions avec les zones rurales (voir [cette idée](#)).

Les taxes communes, telles que la taxation de l'empreinte carbone et la monnaie, sont considérées comme un moyen de combler les inégalités entre les pays de l'UE et d'améliorer le fonctionnement du marché unique (voir [cette idée](#)). À cet égard, un événement a été organisé au cours duquel la nécessité d'une réforme des règles budgétaires de l'UE applicables dans les États membres afin de garantir une reprise durable après la pandémie de COVID-19 et de garantir les investissements publics nécessaires à la transition écologique et numérique (voir [cet événement](#)).

Un participant rappelle que les règles du marché intérieur devraient être harmonisées afin d'améliorer le fonctionnement des échanges transfrontaliers. En outre, les perspectives de croissance et de développement des PME devraient être évaluées à la suite du test PME, afin de garantir que la réglementation réponde aux besoins réels des entrepreneurs et des citoyens (voir [cette idée](#)).

Quelques idées mettent l'accent sur le tourisme en tant que secteur stratégique pour la croissance de l'économie européenne (voir [cette idée](#)).

Enfin, une idée soutient que l'adoption de l'espéranto en tant que langue européenne serait économiquement bénéfique (voir [cette idée](#)).



Stimuler les emplois

Lorsqu'ils discutent de la manière de stimuler l'emploi, les contributeurs identifient une série de questions, allant de la nécessité de renforcer les compétences des travailleurs à l'adaptation à l'évolution du marché du travail, en passant par la nécessité de lutter contre le chômage des jeunes et de s'adapter aux conditions engendrées par la COVID-19.

Les contributeurs soulignent l'importance de soutenir les jeunes, en particulier lorsqu'il s'agit d'accéder au marché du travail (voir exemple d'événement). Le chômage des jeunes est la question la plus importante dans le cadre de ce thème (voir par exemple [cette idée](#)), en particulier pour les contributeurs aux NEET (voir [cette idée](#)). Les participants soulignent que les emplois d'entrée de gamme sont inaccessibles pour les chercheurs d'emploi d'entrée de gamme, car ils nécessitent paradoxalement une expérience professionnelle (voir [cette idée](#)). Une idée suggère d'intégrer certaines compétences ardues dans le programme académique afin de renforcer les compétences axées sur le travail (voir [cette idée](#)). L'accent est également mis sur le développement des carrières, avec des appels à des programmes et des mesures visant à faciliter l'accès au marché du travail de l'UE, des stages dans les États membres et une plateforme d'emploi en ligne (voir par exemple [cette idée](#)). Par exemple, le projet Upskilling Pathways vise à placer les possibilités de formation et d'apprentissage au centre du marché social européen (voir [cette idée](#)).

Dans le même ordre d'idées, les suggestions soumises à la plateforme comprennent l'adaptation des qualifications académiques au marché du travail, ce qui, à son tour, améliorerait l'employabilité des étudiants (voir [cette idée](#)). Pour remédier à la pénurie de travailleurs qualifiés et, plus généralement, à la pénurie de compétences pour la numérisation du marché du travail (voir [cette idée](#)), un participant suggère de faciliter la reconnaissance des formations acquises à l'étranger (voir [cette idée](#)). Un autre groupe d'idées, lié au thème de l'innovation, appelle à la création d'emplois conformément aux transitions écologique et numérique (voir par exemple [cette idée](#)).

D'autre part, les participants soulignent également la nécessité d'offrir davantage de possibilités de développement professionnel dans les domaines techniques, où des compétences plus pratiques sont nécessaires (voir [cette idée](#)). En fait, plusieurs participants soulignent le manque de formation professionnelle et d'apprentissage postsecondaire et, par conséquent, l'incapacité des entreprises à trouver des travailleurs qualifiés (voir [cette idée](#)). Par exemple, un participant demande que la promotion des emplois artisanaux soit un moyen pour les jeunes générations de redécouvrir les valeurs fondamentales, plutôt que de promouvoir uniquement les emplois dans le secteur des technologies de l'information ([voir cette idée](#)).

L'augmentation de la mobilité des travailleurs dans l'UE est également considérée comme économiquement bénéfique (voir [cette idée](#)), qui est toutefois également examinée à la lumière de la fuite des cerveaux dans certains pays (voir [cet événement](#)). La quête de création d'emplois décents sur la base de la méritocratie est avancée par un participant sur la plateforme (voir [cette idée](#)).

En ce qui concerne les conditions de travail, les participants préconisent de stimuler le télétravail et le «travail flexible» afin de réduire le temps de déplacement des travailleurs et les coûts fixes des infrastructures de bureau pour les employeurs (voir [idée](#)), de concilier le temps passé en famille, de réduire le dépeuplement rural (voir [idée](#)) et de réduire les émissions nocives grâce à la réduction du trafic (voir [idée](#)). Parmi les autres suggestions figurent l'introduction d'une semaine de travail plus courte (voir par exemple [cette idée](#)), l'interdiction des stages non rémunérés, des heures supplémentaires obligatoires et des contrats de travail précaires (voir par exemple [cette idée](#)) ou l'investissement dans des infrastructures de garde d'enfants afin de concilier vie privée et vie professionnelle.

Enfin, l'idée d'éliminer l'heure d'été a été élargie, les contributeurs discutant des avantages économiques et sociaux de l'élimination de l'«heure d'été» (voir par exemple [cette idée](#)).

Remettre en question le modèle économique actuel

De nombreuses idées sous ce thème partagent l'objectif de réduire les inégalités dans les économies de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)). Cet aspect est perçu comme crucial parallèlement à la recherche d'un meilleur équilibre sociétal grâce à une coopération interrégionale renforcée (voir [cette idée](#)).

Plusieurs idées préconisent la mise en place d'un règlement sur la diversification des sources d'approvisionnement de l'industrie européenne en matières premières et en produits transformés, en vue de promouvoir le modèle du «capitalisme européen» (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)).

Plusieurs contributions soulignent également l'importance d'envisager un modèle économique qui va au-delà du PIB, afin d'œuvrer en faveur d'un bien-être européen inclusif et équitable (voir par exemple une [idée](#) et un [événement](#)), avec des indicateurs pour mesurer les concepts de croissance au-delà du PIB (voir [événement](#)). Dans le même ordre d'idées, un citoyen fait valoir que le cadre réglementaire du marché unique devrait inciter davantage les entreprises à dialoguer avec la société et l'environnement (voir [cette idée](#) et [cet événement](#)). Dans le même temps, une idée

souligne la nécessité d'adapter par conséquent la politique monétaire aux concepts de «taxonomie environnementale» et de «taxonomie sociale» (voir [cette idée](#)). Les organisations du troisième secteur plaident en faveur d'une part du paquet NextGenerationEU à consacrer à la protection sociale et à la cohésion territoriale (voir [cette idée](#)).

Une proposition suggère d'indiquer dans quelle mesure les différentes habitudes de transport ont une incidence sur l'empreinte carbone, afin d'accroître la sensibilisation et d'encourager les citoyens à choisir le mode le moins polluant (voir [cette idée](#) et [cet événement](#)). De même, un autre participant suggère d'introduire un système de carte de crédit carbone pour les vols effectués dans l'UE afin de réglementer et de limiter le transport aérien (voir [cette idée](#)).

Dans le cadre de ce thème, le système économique européen actuel est discuté dans une perspective plus idéologique. D'une part, les contributeurs proposent de s'appuyer sur le capitalisme et le marché libre, avec davantage de concurrence interne, une réduction de la charge réglementaire, moins de subventions et des taux d'imposition excessifs (voir par exemple [cette idée](#)). Un groupe de contributeurs appelle à ce que l'économie devienne plus libérale. Parmi leurs suggestions figurent notamment la réduction de la bureaucratie, le retrait des privilèges des responsables politiques et du personnel de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)), la réduction des impôts pour les classes inférieures et moyennes, le soutien à l'esprit d'entreprise et au développement des petites et moyennes entreprises, qui à leur tour offrent des possibilités d'emploi (voir par exemple [cette idée](#)).

Comme indiqué précédemment, en revanche, d'autres participants s'efforcent de parvenir à une économie plus centrée sur l'humain et soulignent les lacunes perçues du modèle économique actuel, telles que le manque de transparence des conditions de travail et de l'origine des biens tout au long des chaînes de production (voir par exemple [cette idée](#)).

Dans cette discussion, une idée se concentre sur la théorie de la décroissance, comme un moyen de rétablir un nouvel équilibre entre les êtres humains et la nature vis-à-vis de la croissance incontrôlée (voir [cette idée](#)). Un autre participant propose de prendre comme référence le modèle économique du beignet (voir [cette idée](#)). Quelques contributeurs soutiennent des initiatives en faveur de l'économie circulaire (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)). D'autres idées sur l'économie circulaire sont publiées sous le thème «Changement climatique et environnement».

Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022)

Dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, un grand nombre d'idées ont soulevé la nécessité d'une autonomie de production pour renforcer l'autosuffisance économique européenne (voir par exemple cette idée), accompagnée d'une protection accrue du label européen (voir cette idée) et d'une augmentation des taxes à l'importation en tant que moyen de renforcer la souveraineté de l'Europe (voir cette idée). Une nouvelle expression de ce thème est la recherche de l'autosuffisance soulevée par plusieurs participants afin de parvenir à l'indépendance énergétique (voir par exemple une idée), faisant souvent référence à la crise énergétique générée par les réponses stratégiques à l'invasion de l'Ukraine par la Russie (voir par exemple une idée). Cela alimente la proposition relative à une Union européenne de l'énergie (voir cette idée). Le concept d'autonomie énergétique stratégique de l'UE a également été discuté par plusieurs participants (voir des exemples d'idée) avec un groupe d'experts lors d'une manifestation en Espagne, du point de vue de la sécurité et de la défense, de l'énergie et de l'environnement, ainsi que de la transition industrielle (voir cette idée).

Comme précédemment, le rôle des zones rurales dans la création d'une économie européenne plus forte a été abordé dans un certain nombre de contributions récentes. Diverses idées ont mis en évidence le problème du dépeuplement des zones rurales (voir par exemple cette idée), de nombreux contributeurs y voyant un impact sur les inégalités (voir cette idée). Les participants ont souligné l'importance d'inciter les entreprises et les jeunes à s'installer dans les zones rurales, au moyen d'une fiscalité ciblée et d'une réduction de la bureaucratie (voir par exemple cette idée). Un appel a également été lancé en faveur d'un financement accru pour les jeunes agriculteurs (voir cette idée).

Au cours de la période écoulée, le thème de la protection sociale et de la sécurité sociale a généré un grand nombre d'idées connexes, réitérant les thèmes détaillés ci-dessus. Les contributions ont porté sur les réformes des retraites, la durée de la semaine de travail, les politiques d'activation, les politiques visant à résoudre les problèmes spécifiques rencontrés par les personnes handicapées (voir par exemple cette idée) et les régimes d'aide au revenu. Parmi ces dernières, l'introduction d'un revenu de base universel était la proposition la plus fréquente (voir par exemple cette idée), certains contributeurs posant des problèmes quant à l'efficacité d'une telle mesure (voir cette idée).

Un grand nombre d'idées ont discuté de la manière dont l'économie verte devrait être mise en œuvre et se maintenir (voir par exemple cette idée). Un participant a également préconisé l'organisation de campagnes de sensibilisation au niveau européen pour une bonne gestion de l'eau (voir cette idée).

Négocier un contrat social renouvelé fondé sur le dialogue social et la négociation collective
 Introduire des mesures pour contrer l'augmentation de la dette publique dans l'UE
 Renforcer et élargir le mandat de la BCE
 Veiller à ce que les plans de rétablissement soient rigoureux, efficaces et transparents
 Soutenir et développer les PME: pivot de la relance de l'UE
 Financer les futures mesures de préparation aux pandémies
 Remédier au manque de personnel des professionnels de la santé
 Promouvoir et investir dans la consommation et la production locales
 Revaloriser les zones rurales pour la relance économique

Relance économique

Établir la dimension sociale de l'Europe avec le socle européen des droits sociaux
 Atteindre l'égalité des sexes dans toutes les industries avec un salaire égal et un quota de genre
 Accroître les efforts visant à inclure les personnes handicapées
 Réduire les inégalités et renforcer les efforts de lutte contre le sans-abrisme
 Cibler les efforts visant à intégrer les populations marginalisées identifiées dans la société et à lutter contre toutes les formes de discrimination
 Instituer le droit à la déconnexion

Une Europe plus inclusive et socialement juste

Introduire un revenu de base inconditionnel à l'échelle de l'UE
 Chômage de combat (jeunes)
 Lutter contre les écarts de revenus dans l'UE et la pauvreté
 Mesurer les possibilités d'introduction de prestations de protection sociale par rapport à la robustesse de la base économique
 S'attaquer aux soins de santé à long terme pour garantir la sécurité et la dignité des personnes âgées et encourager les échanges intergénérationnels
 Coordonner les politiques de retraite & pensions dans l'UE
 Établir des normes minimales de l'UE en matière de sécurité et de protection sociales
 Garantir l'accès à un logement abordable
 Introduire une carte numérique commune de sécurité sociale

Protection sociale et sécurité sociale



Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi

Lutte contre la fraude fiscale
 Unifier les réglementations fiscales européennes pour éviter le dumping social
 Harmoniser la politique fiscale en vue d'une union fiscale
 Lutter contre les paradis fiscaux avec un impôt minimum dans toute l'UE
 Promouvoir la consommation de l'UE au moyen de la fiscalité
 Fiscalité pour lutter contre le changement climatique
 Une fiscalité équitable pour favoriser le commerce équitable

Fiscalité pour une économie inclusive et équitable

Investir dans l'éducation, la recherche et le développement pour parvenir à une économie européenne de la connaissance
 Réduire la dépendance industrielle et commerciale vis-à-vis des pays extérieurs
 Démarrage de fonds 8. Les PME en tant que moteurs de l'innovation
 Décentraliser les entreprises et renforcer la gouvernance locale pour réduire les disparités territoriales
 Promouvoir le tourisme durable
 Établir l'économie numérique
 S'efforcer de parvenir à une économie verte
 Encourager et soutenir les entreprises à réaliser une transition écologique, tout en prévenant le «blanchiment écologique»
 Développer l'industrie aérospatiale pour être le fer de lance des technologies innovantes

Innovation – stimuler la croissance

Figure 13 – Schéma conceptuel «Une économie plus forte, justice sociale et emploi», partie 1

Renforcer encore le marché unique européen

Poursuivre l'élaboration des politiques économiques de l'UE afin d'approfondir l'intégration économique
Connecter les écosystèmes industriels locaux dans toute l'Europe
Ramener les entreprises de production dans l'UE
Établir une autonomie stratégique dans les industries clés
décourager la reprise d'entreprises européennes par des entreprises dont le siège est situé en dehors de l'Europe;
Établir des réseaux de transport et d'énergie dans l'ensemble de l'UE
Introduire des taxes communes pour combler les inégalités au sein de l'UE



Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi

Remettre en question le modèle économique actuel

Diversifier les sources d'approvisionnement des industries européennes en matières premières et en produits transformés
Inclure d'autres indicateurs pour compléter les mesures du PIB dans le modèle économique
Engager les organisations du tiers secteur à mettre en œuvre des programmes de protection sociale et de cohésion territoriale
Introduire un système de carte de crédit carbone pour le transport aérien et sensibiliser à la manière dont l'empreinte carbone diffère d'un mode de transport à l'autre
Libéraliser l'économie, réduire la bureaucratie et réduire les impôts pour les classes inférieures et moyennes
Réformer le modèle de gouvernance économique de l'UE pour parvenir à un bien-être européen inclusif et équitable
Transition vers une économie circulaire

Stimuler les emplois

Faciliter la voie vers l'emploi dans l'UE, en particulier au niveau des débutants
Adapter les qualifications académiques au marché du travail pour améliorer l'employabilité des étudiants
Remédier à la pénurie de travailleurs qualifiés pour la numérisation du marché du travail
Introduire le «flex working» (fonctionnement à distance de la partie bureau)
Encourager les jeunes à occuper des emplois manuels et artisanaux
Simplifier les politiques fiscales et de l'emploi dans l'UE
Soutenir les jeunes agriculteurs et encourager le partage des bonnes pratiques

Figure 14 – Schéma conceptuel «Une économie plus forte, justice sociale et emploi», partie 2



5. L'UE dans le monde

Les idées publiées sous le thème de l'UE dans le monde couvrent une variété de thèmes liés à la politique étrangère et de sécurité, allant du commerce et de divers autres aspects du soft power à la défense. Dans l'ensemble, les thèmes les plus récurrents appellent à une présence plus forte de l'UE sur la scène politique mondiale: dans sa politique de voisinage ainsi que dans ses relations avec, par exemple, les pays d'Afrique, du Pacifique et d'Amérique latine. Les contributeurs à la plateforme estiment que l'UE devrait faire preuve de plus d'audace dans l'exercice de son pouvoir tant mou que dur. Depuis la création de la plateforme, ce thème a généré un nombre total de 3 695 contributions, soit 1 448 idées, 1 768 commentaires et 479 événements. Les différentes idées peuvent être regroupées selon les thèmes suivants:

- **Objectifs généraux de la politique étrangère de l'UE**
- **Défense et forces armées**
- **Prise de décision**
- **Politique de voisinage et relations avec les autres**
- **Élargissement**
- **Politiques commerciales**

Événements

Les événements récents organisés dans le cadre de l'UE sur le thème mondial ont été largement influencés par le contexte géopolitique radicalement différent déterminé par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le déclenchement du conflit a entraîné l'organisation de multiples événements sur le rôle de l'UE et ses relations économiques et diplomatiques avec l'Ukraine et la Russie. C'était le cas d'un événement en ligne en Allemagne, auquel 64 participants ont participé (voir [l'événement](#)), au cours duquel les participants ont interrogé deux représentants de l'UE sur, entre autres, la position de l'UE en matière de politique étrangère dans le conflit en cours et les effets des sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie. Lors d'un autre événement en ligne en France, les participants ont procédé à un échange de vues avec un représentant de l'UE sur les moyens de réduire la dépendance de l'UE à l'égard de l'approvisionnement en gaz russe (voir [cet événement](#)). La guerre a également suscité un regain d'intérêt pour des sujets tels que la défense commune et l'élargissement de l'UE, qui ont été abordés lors de certains événements. Par exemple, un atelier organisé en Pologne a discuté en particulier de la nécessité de favoriser l'élargissement de l'UE (voir [cet événement](#)).

D'autres événements ont également été organisés, par exemple un forum consacré aux migrations, au racisme et aux relations entre l'UE et l'Afrique a été organisé en Espagne dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe (voir [cet événement](#)).

Objectifs généraux de la politique étrangère de l'UE

De nombreuses contributions au titre du thème «L'UE dans le monde» veulent que l'UE renforce son rôle en tant qu'acteur mondial et contribue au multilatéralisme mondial, ainsi qu'à défendre la démocratie et à utiliser son pouvoir d'influence contre la montée de l'autoritarisme dans le monde (voir par exemple [cette idée](#)). La plupart de ces idées aspirent à une UE plus unifiée face aux défis mondiaux, tels que ceux que représentent les violations des droits de l'homme et le changement climatique (voir par exemple [cette idée](#)).

Les discussions sur le rôle de l'UE dans le monde ont été particulièrement marquées par les crises afghane et ukrainienne. Les contributeurs ont souligné l'importance du changement géopolitique provoqué par le retrait

croissant des États-Unis des affaires étrangères et des conflits. De nombreux contributeurs considèrent le retour au pouvoir des talibans comme un échec pour l'Occident et comme un signe qu'il est temps que l'UE assume son propre rôle en matière de politique étrangère, indépendamment de son alliance stratégique avec les États-Unis (voir par exemple [cette idée](#)). Cet appel récurrent en faveur d'une approche unie de la politique étrangère a fait l'objet de plusieurs événements (voir par exemple [cet événement](#)). En ce qui concerne la crise majeure à la frontière ukrainienne avec la Russie, il est demandé à l'UE d'aider l'Ukraine (voir par exemple [cette idée](#)) et de parler d'une seule voix contre les menaces militaires de la Russie, afin de ne pas répéter les erreurs du passé, lorsqu'une UE divisée a laissé trop d'espace aux puissances étrangères, en particulier aux États-Unis, pour gérer les crises militaires (voir par exemple [cette idée](#)). En ce qui concerne le rôle des États-Unis, indépendamment de leur point de vue sur la crise ukrainienne, certaines contributions révèlent un sentiment de méfiance à l'égard du principal allié de l'UE (voir [cette idée](#)).

Les contributeurs sont d'avis que le rôle de l'UE est en train de changer dans un contexte d'inquiétudes croissantes concernant l'urgence climatique, de changement de l'équilibre des pouvoirs économiques et géopolitiques, de défis majeurs pour le multilatéralisme et de lutte mondiale contre la COVID-19 (voir exemple d'événement, voir exemple d'idée). C'est pourquoi plusieurs contributeurs sont d'avis que l'UE devrait être plus audacieuse dans l'exercice de sa puissance douce et de sa puissance dure (voir par exemple [cette idée et cette idée](#)).

En ce qui concerne la défense des droits de l'homme, l'une des idées les plus approuvées dans ce domaine propose la nécessité d'une politique étrangère et de sécurité commune pour garantir la sécurité des Européens, tout en promouvant la démocratie, les droits de l'homme, l'état de droit et la protection de l'environnement dans son voisinage et dans le monde (voir [cette idée](#)). Une autre idée propose de renforcer la protection des droits de l'homme dans les clauses des accords de commerce extérieur signés par l'UE ([voir cette idée](#)). De nombreuses idées soutiennent une politique étrangère féministe de l'UE, à la fois en ce sens que l'UE devrait défendre fermement les droits des femmes dans le monde (voir par exemple [cette idée](#)), mais aussi au moyen d'une approche fondée sur une paix positive et une sensibilité culturelle (voir [cette idée](#)).

Ainsi, les contributeurs appellent à une plus grande coopération entre les États membres et à la nécessité de mettre fin à la concurrence entre les États membres au niveau international (voir [cette idée](#)). Il y a également un appel en faveur d'un système européen commun d'exportation d'armes assorti de règles strictes afin de garantir que les armes «fabriquées dans l'UE» n'alimentent pas les conflits dans le monde et ne

conduisent pas à des violations des droits de l'homme (voir [cette idée](#)).

Alors que la plupart des idées appellent à une UE plus unie et intégrée, renforçant ainsi le rôle de l'UE en tant que puissance mondiale du droit et de la justice ouverte à l'interaction avec diverses institutions multilatérales, tant au niveau mondial qu'au niveau régional (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)), d'autres souhaitent que l'UE se concentre sur son rôle d'acteur économique, comme prévu initialement. À cet égard, ils estiment que l'UE ne devrait pas assumer le rôle d'acteur géopolitique, mais plutôt conserver sa fonction primordiale de marché économique commun. Les participants estiment que, l'UE n'étant pas un État souverain, elle ne peut exercer un rôle politique en tant qu'acteur mondial (voir par exemple [idée](#)).



Défense et forces armées

Un sous-thème récurrent et très discuté est la nécessité de renforcer la puissance dure de l'UE (voir exemple d'événement), à la fois en augmentant le budget de l'UE pour la défense (voir [idée](#)) et en renforçant l'industrie européenne de la défense afin de parvenir à une autonomie stratégique (voir exemple d'idée). Les contributeurs préconisent également la création d'une armée européenne commune (voir par exemple [cette idée](#)), l'une des idées les plus approuvées dans le cadre du sujet, ou l'intégration des forces armées des États membres au niveau de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)). Certains contributeurs reconnaissent les initiatives existantes en faveur d'une politique militaire européenne commune, telles que la boussole stratégique de l'UE en matière de sécurité et de défense. L'un d'eux, en particulier, demande qu'une plus grande attention soit accordée à la dimension sociale de l'armée (c'est-à-dire les conditions de travail au sein des forces armées, voir [cette idée](#)). Cependant, certains contributeurs sont plus sceptiques, sinon totalement opposés, à l'idée d'une armée européenne commune. L'un d'eux exige de ne pas poursuivre l'idée d'une armée européenne et demande d'orienter les investissements militaires de chaque pays vers l'OTAN (voir [cette idée](#)).

Les contributeurs suggèrent également la création de forces ou d'institutions plus spécialisées au niveau de l'UE, telles qu'une garde nationale européenne, à déployer dans des situations d'urgence, par exemple à la suite de catastrophes naturelles (voir par exemple [cette idée](#)). D'autres participants souhaitent également mettre en place un service européen de renseignement (voir par exemple [cette idée](#)). Certains contributeurs proposent également la création d'une Académie militaire européenne (voir par exemple [cette idée](#)). En ce qui concerne l'enseignement militaire, un participant

propose également la mise en place d'une formation militaire de base pour la jeunesse européenne (voir [cette idée](#)). Pour certains contributeurs, le déclin perçu de l'alliance UE-États-Unis implique également une coopération et une coordination accrues en matière de politique étrangère entre les États membres de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)).



Prise de décision

Le processus décisionnel de l'UE est souvent considéré comme lent et assez inefficace lorsqu'il s'agit d'agir rapidement pour relever un défi immédiat. Afin de surmonter ce problème, les participants avancent de multiples idées pour réformer le processus décisionnel de l'UE.

Les contributeurs estiment qu'il est essentiel que l'UE agisse en tant qu'entité solide et unie sur la scène politique internationale, afin de maintenir et de renforcer encore son rôle. Pour y parvenir, plusieurs contributions soulignent la nécessité d'une politique étrangère commune (voir [cette idée](#)). L'appel à renforcer la capacité de l'UE à jouer un rôle dans la politique étrangère et de sécurité a également fait l'objet de la consultation publique finlandaise sur le forum européen, qui a porté sur les rôles actuels et futurs de la Finlande en Europe et dans l'UE (voir [cet événement](#)).

De nombreuses contributions appellent à repenser la règle de l'unanimité. Un volet d'idées souligne le fait que la situation actuelle fondée sur la règle de l'unanimité permet à un seul État membre de bloquer la politique étrangère commune (voir par exemple [cette idée](#) et [cet événement](#)). Cette situation est considérée comme problématique, car elle empêche l'UE d'avoir une voix crédible, stable et forte dans le monde. Par conséquent, selon une idée exprimée, l'UE devrait évoluer vers un système de vote à la majorité «absolue». L'une des idées les plus approuvées dans le cadre de ce thème donne une description détaillée d'un système de vote à la majorité absolue pour les États membres, soutenu par une majorité simple de députés au Parlement européen, afin que l'UE soit en mesure de prendre des mesures exécutives et de générer une politique étrangère réelle et crédible (voir [cette idée](#)). À l'instar des discussions sur le thème de la démocratie européenne, le vote à la majorité qualifiée est également présenté comme une alternative à la règle actuelle de l'unanimité (voir par exemple [cette idée](#)).

Un dernier sous-thème traite des compétences du Parlement européen. Certains contributeurs estiment que, bien que le Parlement européen ait soutenu le concept de politique étrangère et de sécurité commune (PESC) dès sa création et qu'il ait cherché à en étendre le champ d'application, il n'a encore qu'un rôle périphérique dans l'élaboration de la politique étrangère

de l'UE. Par conséquent, ils estiment qu'il est essentiel d'attribuer davantage de compétences en matière de politique étrangère au Parlement européen (voir par exemple [cette idée](#)).

Politique de voisinage et relations avec les autres

Un sous-thème d'idées concerne la représentation diplomatique de l'UE, les contributeurs appelant, en termes généraux, les institutions de l'UE à représenter et à défendre leurs intérêts dans le monde de manière plus visible (voir par exemple [cette idée](#)). Dans ce contexte, ils suggèrent que les ambassades des États membres de l'UE soient remplacées par une ambassade unique de l'UE qui représenterait et unirait tous les États membres de l'UE. Selon un participant, cet objectif pourrait être atteint grâce à une réforme de l'actuel service européen pour l'action extérieure (SEAE, voir [cette idée](#)). Cela pourrait également signifier l'adhésion unique de l'UE à toutes les institutions internationales, telles que l'OTAN (voir par exemple [l'idée](#)), ou une représentation unique et permanente au Conseil de sécurité des Nations unies (voir [l'idée](#)). Parmi les autres idées figurent la création d'un passeport européen commun pour tous les citoyens européens (voir par exemple [cette idée](#)) et l'utilisation systématique du drapeau européen et de l'hymne européen dans le contexte international (voir par exemple [cette idée](#)).

Un événement en Pologne, et son idée connexe (voir [événement](#) et [idée](#)), ont réaffirmé l'importance économique des relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'UE pour la Pologne et l'ensemble de l'UE, et ce même après le Brexit. Les contributions au titre de ce thème concernent en particulier les relations politiques de l'UE avec la Russie et la Chine (voir exemple d'événement). Les contributeurs soulignent la nécessité de repenser fondamentalement la politique étrangère de l'UE en mettant en œuvre une approche plus audacieuse, conformément à ce qui a été discuté dans les thèmes précédents. Un participant, par exemple, affirme que l'UE devrait accroître sa présence maritime dans la zone indo-pacifique (voir [cette idée](#)). Toutefois, d'autres contributeurs sur la plateforme discutent de l'avis selon lequel, en ce qui concerne la Chine, l'UE devrait non seulement adopter une position plus unifiée et plus ferme dans ses relations diplomatiques compte tenu des systèmes de valeurs très divergents, mais aussi élaborer une stratégie de l'Union européenne en matière d'investissements étrangers pour contrer l'influence de la Chine à l'échelle mondiale et en particulier dans les pays en développement (voir [cette idée](#)).

En ce qui concerne les relations avec la Russie et les pays d'Europe orientale, certains participants à un événement consacré aux relations entre l'Allemagne et les pays baltes ont notamment demandé à l'UE de soutenir l'opposition en Biélorussie (voir [cet événement](#)). Un participant souhaite que l'UE soit davantage impliquée dans les tensions politiques qui se produisent dans les États voisins tels que le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo, ou même dans ses propres États membres tels que Chypre (voir [cette idée](#)). À cet égard, ce participant s'est également déclaré préoccupé par les relations entre l'UE et la Turquie, ainsi qu'entre l'UE et la Serbie. L'UE est également encouragée à jouer un rôle de premier plan dans le processus de consolidation de la paix entre Israël et la Palestine (voir par exemple [cette idée](#)).

En ce qui concerne les relations de l'UE avec les pays extra-européens, et en particulier les États africains, les contributeurs sont d'avis qu'il devrait y avoir un partenariat renforcé et des relations commerciales retravaillées avec l'Afrique ([voir exemple de la veille](#)). D'autres citoyens appellent à renforcer les partenariats bilatéraux entre les différents États membres et les pays africains, notamment afin de traiter les questions migratoires. Ce genre d'idées est décrit plus en détail dans le chapitre sur la migration. Certains appellent également à s'éloigner du maintien de l'héritage économique et politique des anciens systèmes coloniaux (voir [cette idée](#)). Toujours en ce qui concerne les relations avec le continent africain, un participant demande instamment à l'UE d'accorder la pleine reconnaissance du Somaliland en tant que pays souverain (voir [cette idée](#)). Certains contributeurs plaident en faveur d'un partenariat renforcé entre l'UE et d'autres organisations multilatérales régionales, dont l'Union africaine, le Mercosur et l'ASEAN (voir par exemple [cette idée](#)).



Élargissement

Un thème récurrent est celui de l'élargissement de l'UE. Les idées de poursuite de l'élargissement, en particulier aux Balkans occidentaux, reçoivent un nombre relativement élevé d'approbations de la part des participants. L'une des contributions les plus approuvées dans ce domaine appelle à un élargissement continu de l'UE avec l'intégration des partenaires des Balkans occidentaux afin de garantir la paix et la stabilité dans la région (voir [cette idée](#)). Diverses manifestations portant sur des questions liées à l'élargissement de l'UE et aux Balkans occidentaux ont également été organisées (voir par exemple [cet événement](#)). Lors d'une manifestation pour la jeunesse organisée en Allemagne, les jeunes participants ont demandé une plus grande participation de l'UE dans les Balkans occidentaux, y compris en tant qu'acteur de la sécurité (voir [l'événement](#)). Une position fortement

favorable à l'élargissement a été adoptée lors d'une conférence organisée en Hongrie (voir [cet événement](#)), à laquelle ont participé de nombreux responsables politiques et universitaires, qui ont souligné l'importance de l'élargissement aux Balkans occidentaux pour l'avenir de l'Union européenne. Diverses contributions se concentrent sur l'aspect géopolitique de l'élargissement de l'UE (voir par exemple [l'idée](#)), tandis que d'autres soulignent que les perspectives d'adhésion à l'UE sont un moteur des réformes économiques et du renforcement de l'état de droit dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE (voir par exemple [l'idée](#)). En ce qui concerne les demandes d'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, il est demandé de reconnaître pleinement le Kosovo (voir par exemple [cette idée](#)). Cependant, l'idée d'élargir l'UE au Kosovo suscite divers commentaires qui s'opposent fermement à cette perspective pour divers motifs. Un autre participant demande l'exemption de visa pour l'entrée dans l'UE des personnes originaires du Kosovo (voir [cette idée](#)).

Bien que moins fréquemment que ceux qui soutiennent l'élargissement, certains participants se sont déclarés opposés à la poursuite de l'élargissement de l'UE, soulignant la nécessité de donner la priorité aux questions internes à l'Union [actuelle](#) (voir par exemple [cette idée](#)). Une contribution demande à l'UE de cesser de considérer la Turquie comme un pays candidat (voir [cette idée](#)). Un répondant critique généralement l'ambiguïté affichée par l'UE dans sa politique d'élargissement (voir [cette idée](#)). Selon elle, cela génère de la frustration et de l'instabilité dans les pays candidats. C'est pourquoi, selon elle, l'UE doit clarifier une fois pour toutes sa position sur l'élargissement.



Politiques commerciales

Les idées liées aux relations commerciales et économiques sont moins discutées par les participants. Toutefois, le thème du renforcement des relations commerciales et des accords entre l'UE et d'autres pays du monde est souvent mentionné parmi les idées appelant à une UE mondiale plus forte et plus active.

Un groupe de contributions sur le thème «L'UE dans le monde» souhaite renforcer les politiques commerciales et réformer les accords commerciaux conformément aux valeurs de l'UE, que ce soit en ce qui concerne le respect des droits de l'homme ou les normes environnementales (voir par exemple [cette idée](#)). Une idée largement approuvée appelle à une réforme de la politique commerciale et d'investissement de l'UE et à une relance du multilatéralisme mondial, dont l'essentiel est la création d'emplois décents et la protection des droits fondamentaux et des droits de l'homme, y

compris des droits des travailleurs et des droits syndicaux (voir par exemple [cette idée](#)). Lors d'un atelier germanophone, les participants ont discuté de la politique commerciale de l'UE et de ses implications dans les pays du tiers monde, en particulier en ce qui concerne les secteurs caractérisés par de mauvaises conditions de travail, le travail des enfants et les incidences négatives sur l'environnement, tels que l'industrie textile (voir [cet événement](#)).

Pour certains contributeurs, les crises sanitaire et climatique ont mis en évidence les limites d'une économie européenne hautement mondialisée et interdépendante. La pénurie de masques pendant la crise sanitaire, les problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement mondiales à la suite de la pandémie et l'incidence du commerce mondial sur l'environnement ont suscité des appels à la réindustrialisation et à l'augmentation de la production locale (voir [cette idée](#)). À cet égard, de nombreux contributeurs appellent à une coordination accrue entre les États membres de l'UE en ce qui concerne la gestion des risques liés aux chaînes d'approvisionnement (voir par exemple [cette idée](#)). Un autre participant propose la création d'une institution spécialisée pour anticiper et contrer les pénuries de ressources stratégiques. Cela pourrait prendre la forme d'un observatoire européen (voir [cette idée](#)).

Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022)

Les idées les plus récentes sur ce sujet concernaient la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, renforçant ainsi les thèmes du dernier rapport publié.

D'une manière générale, de nouvelles contributions appelaient à un soutien européen en faveur de l'Ukraine, mais préconisaient également des solutions pour mettre fin au conflit (voir par exemple [cette idée](#)). À cet égard, les contributions reflètent parfois des positions radicalement différentes, la majorité des contributeurs se félicitant des initiatives de politique étrangère commune prises par l'UE (voir par exemple [cette idée](#)) et quelques-uns les critiquant (voir par exemple [cette idée](#)).

Des inquiétudes ont également été exprimées au sujet des ambitions géopolitiques russes dans les États baltes et de l'influence russe dans les Balkans occidentaux (voir [cette idée](#)). En outre, le rôle de l'OTAN a souvent été mentionné en relation avec le conflit (voir par exemple [cette idée](#)). Les demandes d'adhésion à l'UE présentées par l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie en réponse à l'agression russe contre l'Ukraine ont suscité des débats encore plus fréquents

sur l'élargissement de l'UE sur la plateforme, certains participants étant plus disposés à poursuivre l'élargissement de l'Union et d'autres préconisant une politique d'élargissement beaucoup plus modérée (voir par exemple [cette idée](#)).

Le conflit a fait du rôle de l'UE dans la protection des droits de l'homme et des démocraties dans le monde une question encore plus centrale. Divers contributeurs ont défendu l'importance de cultiver des relations diplomatiques avec d'autres démocraties du monde entier, dont la souveraineté est menacée par des États autocratiques, tels que Taïwan (voir [cette idée](#)). D'autres contributions ont plutôt abordé la nature des relations entre l'UE et des États illibéraux tels que l'Iran, la Chine et la Turquie (voir par exemple [cette idée](#)), en plaidant en faveur d'un dialogue et d'une coopération économique accrus avec ces États.

Promouvoir les valeurs démocratiques et les droits de l'homme
Prendre des mesures contre les États qui violent les traités internationaux
Renforcer une politique étrangère commune
Favoriser l'autonomie stratégique de l'UE
Mettre davantage l'accent sur la fonction primordiale de marché économique commun de l'UE
Prendre des mesures communes dans le cadre de la crise ukrainienne

Objectif général de la politique étrangère de l'UE

Créer une armée européenne
créer des forces ou des institutions de défense plus spécialisées au niveau de l'UE; comme un service de renseignement
Mettre en place des forces armées européennes communes à des fins non défensives, telles qu'une garde nationale européenne

Défense et forces armées

Renforcer la visibilité et l'influence de l'UE en tant que puissance mondiale
Favoriser une plus grande coopération entre les États membres
Repenser la règle de l'unanimité au vote à la majorité absolue ou qualifiée
Attribuer davantage de compétences en matière de politique étrangère au Parlement européen

Prise de décision



L'UE dans le monde

Figure 15 – Thème de la carte mentale «L'UE dans le monde», partie 1

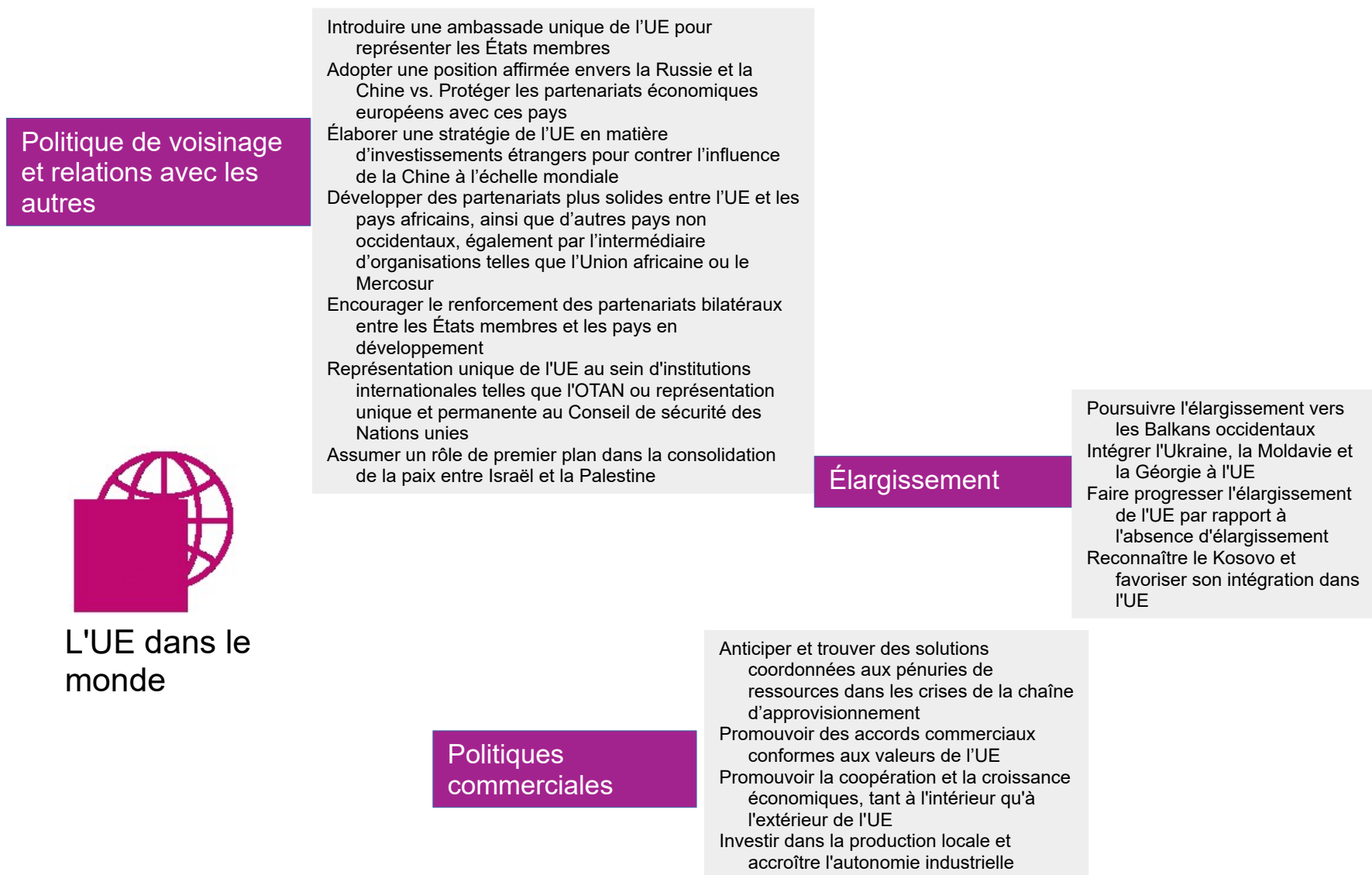


Figure 16 – Thème 2 de la carte mentale «L'UE dans le monde»



6. Valeurs et droits, État de droit, sécurité

Le thème «Valeurs et droits, état de droit, sécurité» a généré un total de 5 351 contributions (1 768 idées, 2 910 commentaires et 673 événements), les contributeurs faisant avancer des idées sur divers droits et libertés, tels que les personnes LGBTIQ et l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que l'inclusion des personnes handicapées, et discutant du concept de valeurs européennes en tant que principe directeur. Reflétant la diversité des opinions sur la plate-forme, d'autres contributeurs ont appelé au respect de points de vue plus conservateurs, souvent liés à la protection des valeurs religieuses. Un autre thème important de ce thème traite de la nécessité de défendre et de défendre l'état de droit en ce qui concerne ce qui est décrit comme les «dangers de la montée des démocraties illibérales» au sein de l'UE, et de la nécessité de

renforcer les valeurs démocratiques de l'UE. Des articles récents ont abordé la guerre en Ukraine et la nécessité pour l'UE d'accroître ses capacités militaires. Les contributions couvrent les thèmes suivants:

- **Droits et libertés**
- **Une société inclusive**
- **Protéger l'état de droit**
- **Sécurité**
- **Valeurs de l'UE**
- **Lobbying et corruption**

Événements

En ce qui concerne le thème des valeurs, des droits, de l'état de droit et de la sécurité, les valeurs de l'UE ont été examinées lors d'une table ronde en France (voir [cet événement](#)) et les défis découlant de la diversité culturelle et linguistique de l'UE ont également été abordés lors d'une conférence allemande organisée en collaboration avec la coopération avec les minorités dans la zone frontalière germano-danoise, qui s'est concentrée en particulier sur la valeur et la pertinence des minorités dans la société (voir [cet événement](#)).

La société inclusive, l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre le racisme (voir [l'événement](#)) et les politiques de lutte contre la phobie des LGBTQ ont été les thèmes les plus fréquents des événements organisés sous ce thème, en particulier en Grèce, en Italie, en France et en Belgique. Au Danemark, les manifestations sur les valeurs et les droits ont principalement pris la forme d'ateliers itinérants pour dialoguer avec les jeunes dans plusieurs lycées du pays (voir [l'événement](#)).

La discrimination et la violence fondées sur le genre ont fait l'objet de discussions approfondies lors d'une manifestation en ligne portant sur les causes profondes, la prévention et les réponses aux abus (voir [l'événement](#)). À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, une manifestation a été organisée pour débattre des mesures politiques visant à renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes (voir par exemple [cet événement](#)). Tandis que l'événement destiné aux étudiants s'attaquait à la violence domestique et à la violence fondée sur le genre (voir [l'événement](#)).

Plus récemment, certains événements ont abordé des questions liées à la sécurité et à la défense, touchant à l'invasion russe en Ukraine. En particulier, un événement a abordé les implications de la guerre en Ukraine pour la sécurité et la défense de l'UE (voir [événement](#)), tandis qu'un autre a examiné les perspectives de parvenir à une autonomie stratégique (voir [événement](#)).



Droits et libertés

Le thème des droits et libertés est important dans sa taille, en particulier en raison de la grande variété des types de droits et libertés mis en avant par les contributeurs.

Un grand nombre d'idées sur les droits et libertés discutent de la protection des droits de l'homme et des

libertés en général (voir par exemple [cette idée](#)). L'une des idées les plus approuvées dans ce domaine suggère de renforcer l'applicabilité de divers instruments relatifs aux droits de l'homme dans le système juridique de l'UE (voir [cette idée](#)), tandis que d'autres estiment qu'il est nécessaire de mettre à jour les droits de l'homme pour les adapter aux réalités sociétales actuelles et futures (voir par exemple [cette idée](#)).

Les différents types de droits de l'homme sont abordés, à savoir les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques. Certains participants attirent l'attention sur les violations des droits de l'homme aux frontières européennes, auxquelles certains contributeurs répondent en condamnant les passeurs (voir par exemple [cette idée](#)).

Les droits civils et politiques sont très présents dans ce sujet sur la plateforme, le droit au respect de la vie privée et à la liberté d'expression étant le plus présent parmi les contributions (voir par exemple une [idée](#)). Les contributions traitant de l'absence de discrimination sont regroupées dans le thème distinct de la société inclusive, comme étant de taille considérable.

À la lumière de l'évolution de notre société, un large éventail de contributions se concentre sur les questions liées aux droits et libertés dans le contexte de la transformation numérique, en particulier en ce qui concerne le droit à la vie privée. Ce sous-thème est également abordé dans le thème de la transformation numérique. Le règlement général de l'UE sur la protection des données est considéré comme essentiel pour empêcher les entreprises de vendre des informations à caractère personnel (voir [cette idée](#)). D'une manière générale, les contributeurs soulignent la nécessité d'améliorer la législation et les outils pour répondre aux préoccupations en matière de protection de la vie privée liées à l'internet et aux médias sociaux, ainsi qu'à toutes les nouvelles technologies (voir [cette idée](#)). Il est demandé de limiter l'utilisation des données biométriques à des fins de surveillance (voir [cette idée](#)) et, plus généralement, la collecte et le partage de données à caractère personnel (voir par exemple [cette idée](#)). En fait, les contributeurs notent que la surveillance numérique par la collecte de données à caractère personnel par des géants de la technologie constitue une menace importante pour la dignité, l'autonomie et la vie privée des citoyens. En conséquence, ils demandent un renforcement de la réglementation et des mesures de protection des données (voir [cette idée](#)). Cette question est également soulevée à la lumière de la nécessité exprimée d'une réglementation accrue en ce qui concerne l'intelligence artificielle (voir [cette idée](#)).

Un autre groupe d'idées discute de la liberté d'expression et des limites de cette liberté. En ce qui concerne la garantie de la liberté d'expression liée à la presse et aux médias sociaux, certains contributeurs se

sont inquiétés de ce que ceux-ci soient compromis, le contenu étant supprimé des plateformes (voir par exemple [cette idée](#)).

D'autres s'attaquent aux limites de la liberté d'expression, telles que la mesure dans laquelle les contenus en ligne devraient être réglementés et leur incidence sur la liberté d'expression, certains citoyens soutenant la création d'un cadre numérique européen unifié (voir [cet événement](#)). Les fausses informations, par exemple, sont perçues comme une menace pour les valeurs démocratiques fondamentales (voir [événement](#)). La notion fréquemment évoquée de discours de haine souligne la nécessité de s'attaquer à ce problème et d'accroître la protection des victimes de discours de haine (exemple d'idée et d'événement) et de crimes de haine (voir [événement](#)).

Un sous-thème concerne les droits économiques et sociaux tels qu'ils sont également abordés dans le thème «Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi», tels que le droit au logement (voir par exemple [l'idée](#)), la garantie de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (voir par exemple [l'événement](#)), la sécurité sociale pour l'alimentation ([voir l'idée](#)), etc. Certains contributeurs demandent une mise à jour des droits de l'homme à cet égard (voir [l'idée](#)) ou même rendent les droits sociaux exécutoires (voir [l'idée](#)).

Du point de vue des droits d'un segment spécifique de la population, plusieurs idées plaident en faveur des droits de l'enfant et indiquent la nécessité d'accroître la protection de l'enfant dans la législation et les politiques (voir par exemple [cette idée](#)).

À la lumière du droit fondamental au respect de la diversité culturelle, religieuse et linguistique, une idée largement approuvée sur la plateforme est la demande faite à l'Union européenne de reconnaître l'espéranto comme langue des citoyens européens (voir par exemple [cette idée](#)).

Un autre groupe de contributions souligne la nécessité de lever les mesures liées à la COVID-19 une fois que les effets de la pandémie le permettront, afin de garantir un retour à la normalité et de rétablir les libertés des citoyens (voir [cette idée](#)). À cet égard, il est également demandé de prévenir la discrimination à l'encontre des citoyens qui ont choisi de ne pas se faire vacciner ou de se soumettre à des tests réguliers pour avoir accès aux installations de base (voir par exemple [cette idée](#)). Les questions liées à la vaccination contre la COVID-19 sont abordées plus en détail sous le thème «Santé».

Certaines contributions invitent l'UE à jouer un rôle de premier plan dans la protection des droits des animaux (voir [cette idée](#)), par exemple en introduisant une «licence pour les animaux» (voir [cette idée](#)). Les contributeurs estiment que, bien que les traités de l'UE reconnaissent les animaux comme des êtres sensibles, des traitements abusifs et cruels existent toujours dans

les secteurs de l'agriculture et de la viande (voir par exemple [cette idée](#)).

D'autres se concentrent spécifiquement sur les questions judiciaires et les implications de la mobilité à l'intérieur de l'UE, en examinant la nécessité de faciliter les processus, par exemple en ce qui concerne le traitement des successions (voir [cette idée](#)), des décès (voir [cette idée](#)) et en suggérant que les registres des régimes matrimoniaux et des partenariats enregistrés des États membres soient interconnectés (voir [cette idée](#)). Lors d'un webinaire sur le forum ouvert, les participants ont discuté des droits procéduraux dans le cadre des procédures pénales dans l'ensemble de l'UE (voir [cet événement](#)).

Plusieurs participants soutiennent le droit à l'automédication avec le cannabis (voir par exemple une [idée](#)) et discutent plus largement de la décriminalisation et de la légalisation des drogues (voir par exemple une [idée](#)). Cette question est également abordée sous le thème de la santé.

Certains citoyens suggèrent que les options de paiement en espèces soient reconnues comme un droit démocratique (voir par exemple [cette idée](#)).



Une société inclusive

Diverses contributions appellent à redoubler d'efforts pour créer une société inclusive, en abordant des questions telles que la liberté, la discrimination et l'égalité. Un volet dominant des contributions au titre de ce thème s'articule autour d'idées relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes, y compris une idée hautement approuvée sur cette question (voir [l'idée](#) et l'exemple d'un [événement](#)), ainsi que l'autonomisation des femmes (voir [l'événement](#)). Parmi les suggestions connexes figure l'augmentation du nombre de femmes parmi les décideurs politiques et économiques (voir par exemple [cette idée](#)). L'égalité entre les hommes et les femmes est également largement discutée en termes d'égalité de rémunération (voir par exemple [cette idée](#)), ainsi qu'en termes d'éducation dès l'enfance (voir [cette idée](#)). L'appel en faveur d'une approche sexospécifique à l'égard des secteurs traditionnellement plus dominés par les hommes, tels que les STIM, afin de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes est également présent dans d'autres sujets.

En ce qui concerne les droits sexuels et reproductifs, les citoyens sont divisés. Un groupe de contributions souligne l'importance de la santé et des droits sexuels et génésiques en tant que moyens fondamentaux pour parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes et mettre fin à la violence fondée sur le genre, y compris le droit d'avorter (voir par exemple [cette idée](#)). En revanche, d'autres contributions préconisent de protéger la dignité et le droit à la vie en mettant un terme aux financements dans les domaines de la recherche, de l'aide au développement et de la santé publique de l'UE, qui sont considérés comme favorisant la destruction d'embryons humains (voir [cette idée](#)). Allant au-delà du thème de l'avortement, les idées liées aux droits sexuels et génésiques abordent la nécessité de mettre en œuvre des mesures efficaces pour lutter contre l'augmentation de la violence fondée sur le genre (voir par exemple une [idée](#) et un [événement](#)), et suggèrent également de lutter contre les stéréotypes masculins (voir [cette idée](#)) et contre la vengeance, le porno et le harcèlement en ligne (voir [cet événement](#)).

Un autre thème qui a suscité de nombreuses contributions est la nécessité de promouvoir davantage l'inclusion des personnes handicapées, par exemple les personnes touchées par la trisomie 21 (voir [cette idée](#)). Les contributeurs demandent que l'inclusion des personnes handicapées soit intégrée dans les constitutions nationales (voir [cette idée](#) et [cet événement](#)), ainsi que des politiques visant à encourager l'emploi des personnes handicapées (voir [cette idée](#)) et une formation de sensibilisation au handicap pour tous les salariés (voir [cette idée](#)). De même, une idée préconise de former les enseignants à l'intégration des élèves handicapés dans les classes

(voir [cette idée](#)). Parmi les autres propositions figurent: (i) l'élimination des obstacles pour les personnes handicapées, en rendant les produits et services plus accessibles (voir [cette idée](#) et [cet événement](#)), (ii) une protection adéquate de leurs droits de l'homme (voir [cette idée](#)) et (iii) la lutte contre la discrimination à l'égard des personnes handicapées mentales (voir [cette idée](#)). Un événement très commenté, avec l'approbation des participants dans la section «Commentaires», appelle également à l'inclusion des personnes atteintes du syndrome de Down et des initiatives législatives dans leur soutien (voir [l'événement](#)) afin d'accroître leur visibilité et leur participation à tous les niveaux de la société (voir [cette idée](#)).

Certains contributeurs estiment que les droits des femmes, des minorités LGBTIQ et des droits de l'homme sont menacés dans certains États membres (voir par exemple une [idée](#) et une [idée](#)). Ainsi, de nombreux participants demandent que les personnes LGBTIQ soient protégées et que les mariages homosexuels soient reconnus dans l'ensemble des États membres de l'UE (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)) et que la parentalité LGBTIQ soit autorisée (voir [cette idée](#)). Un atelier a porté sur l'intégration des droits des personnes LGBTIQ dans divers sujets (voir [cet événement](#)). Une autre idée suggère d'introduire la notion de discrimination multiple, c'est-à-dire de discrimination fondée sur deux motifs ou plus, et de prendre des mesures concrètes pour la combattre (voir [cette idée](#)).

Compte tenu du vieillissement des sociétés européennes, des appels à la lutte contre l'âgisme ont été présentés à la plateforme (voir [cette idée](#)). Un événement a également été organisé pour étudier les conséquences des changements démographiques sur les fondements structurels de la société (voir [cet événement](#)).

Quelques événements ont également attiré l'attention sur la question des droits des minorités nationales et ethniques (voir par exemple une [idée](#) et un [événement](#)), y compris la communauté rom (voir par exemple une [idée](#), un [événement](#) et un [événement](#)). Dans le même ordre d'idées, certaines idées plaident en faveur d'un règlement de l'UE visant à garantir les droits linguistiques des minorités européennes (voir par exemple [cette idée](#)). Une idée fortement approuvée appelle à faire du catalan une langue officielle de l'UE (voir [cette idée](#)).

Des réflexions inclusives en matière de communication au sein de la Commission ont été discutées, les participants faisant observer que les citoyens européens devraient se sentir libres de célébrer des festivités religieuses, afin d'éviter que les citoyens européens ne se sentent victimes d'une discrimination inverse (voir [cette idée](#), [cette idée](#) et [cet événement](#)).

En ce qui concerne les perspectives d'une Europe diversifiée et inclusive, les contributeurs discutent de la

nécessité de politiques d'intégration réussies, certains soulignant que l'absence de mise en œuvre de politiques efficaces d'intégration des immigrants crée des tensions dans les sociétés européennes et des risques connexes pour la sécurité (voir [cette idée](#)).



Protéger l'état de droit

La nécessité de défendre l'état de droit et le respect des valeurs démocratiques est un thème fréquemment récurrent (voir par exemple [cette idée](#)). Les contributions reconnaissent qu'elles constituent les fondements de l'Union européenne (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)). Si la plupart des contributions soulèvent des aspects internes en ce qui concerne l'état de droit, les aspects externes sont également couverts, l'UE étant invitée à adopter une position plus ferme vis-à-vis des pays tiers, tels que la Russie et la Chine.

L'une des idées les plus approuvées dans le cadre de ce thème appelle à la mise en place d'un mécanisme de réexamen de la démocratie, de l'état de droit et des droits fondamentaux (voir [cette idée](#)). L'importance de l'état de droit pour le fonctionnement du marché intérieur est également soulignée (voir [cette idée](#)). Par conséquent, l'idée de définir une vision commune pour protéger ses valeurs et ses institutions est largement partagée sur l'ensemble de la plateforme (voir par exemple [cette idée](#)).

De nombreux participants sont préoccupés par le respect des valeurs de l'UE et de l'état de droit au sein de l'UE (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)), certains mentionnant spécifiquement la Hongrie (voir par exemple [cette idée](#)) et la Pologne (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)), en particulier. Une idée fortement approuvée souligne que la démocratie et l'état de droit devraient être défendus par tous les États membres sans recourir à deux poids, deux mesures (voir [cette idée](#)).

À la lumière de ces menaces perçues pour l'état de droit, les contributeurs proposent différentes stratégies pour lutter contre les infractions: (i) la réduction des subventions accordées aux pays, (ii) la suppression de leurs droits de vote au Conseil (voir par exemple [cette idée](#)), (iii) l'utilisation de mécanismes de protection budgétaire liés à l'état de droit (voir [cette idée](#)), (iv) la révision de l'article 7 afin de faciliter la sanction des gouvernements qui violent les valeurs de l'UE (voir [cette idée](#)), (v) l'introduction d'un mécanisme permettant aux États membres d'être expulsés s'ils violent l'état de droit démocratique (voir [cette idée](#)) et (vi) l'installation d'un organisme de surveillance tel que la Cour de justice de l'Union européenne pour protéger la démocratie et l'état de droit dans l'UE (voir [cette idée](#)).

Un certain nombre d'idées visant à garantir l'état de droit, parallèlement à d'autres valeurs de l'UE, sont

également suggérées. Certains d'entre eux suggèrent de soutenir les organisations de la société civile comme moyen de renforcer et de soutenir l'état de droit démocratique (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)). Un contributeur a soulevé une idée connexe consistant à mettre en œuvre une stratégie de l'UE en faveur de la société civile afin que les organisations de la société civile puissent agir librement et contribuer au respect des valeurs européennes (voir [cette idée](#)).

Néanmoins, l'idée la plus répandue demande la suppression de la règle de l'unanimité afin de garantir que les États membres qui ne sont pas alignés sur l'état de droit ne puissent pas bloquer la prise de décision dans l'UE (voir par exemple [cette idée](#)).

La protection de la liberté de la presse et des médias est considérée comme liée à la protection de l'état de droit et des valeurs de l'UE par extension. Ce thème a fait l'objet d'un atelier participatif, et la nécessité d'accroître la transparence pour le pluralisme médiatique et d'assurer une meilleure protection des journalistes a été un point essentiel à retenir (voir [cet événement](#)). Une transparence accrue et une participation accrue des citoyens au processus décisionnel de l'UE sont également soutenues (voir [cette idée](#)).

Alors que la part dominante d'idées indique des préoccupations concernant les violations de l'état de droit, un autre volet d'idées adopte une perspective différente, dans laquelle l'UE est perçue comme empiétant sur les constitutions des États membres de manière autoritaire (voir par exemple [cette idée](#)). Certains appels à reconsidérer la compétence de la Cour de justice de l'Union européenne pour prévenir les conflits avec les juridictions constitutionnelles nationales sont enregistrés sur la plateforme (voir par exemple [cette idée](#) et [cet événement](#)). Par exemple, un participant estime que tant que la souveraineté populaire est respectée, la démocratie règne (voir [cette idée](#)). De même, d'autres soutiennent que le droit de veto est appliqué en tant qu'outil politique accordé par les traités et qu'il appartient aux États membres de défendre les frontières et de préserver la religion chrétienne, la culture et une société homogène (voir [cette idée](#)).



Sécurité

La question de la sécurité est largement débattue dans d'autres domaines tels que l'UE dans le monde, de sorte qu'elle se pose moins fréquemment en tant que thème relevant des valeurs et des droits, de l'état de droit et de la sécurité. Néanmoins, l'une des idées les plus commentées actuellement sur ce sujet est une proposition visant à créer une armée de l'UE (voir [cette idée](#)) afin de mieux protéger les États membres contre

les acteurs étrangers hostiles (voir exemple d'événement). En outre, les participants font valoir que la centralisation de la sécurité de l'UE serait bénéfique à la fois en termes de coûts et compte tenu de la diminution de l'importance des armées nationales dans toute l'Europe, en raison de l'allégeance plus faible des citoyens européens à la défense de leur propre État (voir [cette idée](#)). Cependant, dans les sections de commentaires de ces idées, d'autres ont remis en question cette proposition, commentant principalement les implications politiques et la relation entre la défense de l'UE et la défense nationale. Pour cette raison, un participant plaide en faveur de l'intégration et de l'interopérabilité des armées nationales (voir [cette idée](#)).

Les contributeurs discutent également de l'avenir de la politique étrangère et de la manière dont celle-ci peut être modifiée pour faire en sorte que l'Europe joue un rôle international (voir [événement](#)), et demandent également à l'UE de repenser ses priorités en termes d'objectifs de sécurité, dans le contexte de questions allant de la crise des migrants à l'Afghanistan, en passant par la menace que représente la Chine dans la région Asie-Pacifique (voir [idée](#)). Compte tenu des défis militaristes non traditionnels qui sont titrisés, tels que le terrorisme, les activités des organisations criminelles et l'immigration non réglementée, un participant fait valoir que ceux-ci ne peuvent être résolus uniquement par des stratégies militaires traditionnelles, car ils nécessitent des mesures de sécurité établies par la diplomatie, la médiation et la cohésion sociétale (voir [cette idée](#)). La sécurité énergétique (voir [cette idée](#)) et l'objectif visant à réduire la dépendance afin de renforcer les capacités géopolitiques de défense de l'Union européenne constituent un exemple important (voir [cette idée](#)). Les débats sur la plate-forme ont également vu la juxtaposition de pacifistes promouvant des stratégies défensives, contre ceux qui soutenaient que lorsqu'ils sont confrontés à des superpuissances, telles que la Chine et la Russie, une sécurité militarisée est nécessaire (voir [cette idée](#)). Certains participants estiment que l'UE ne devrait pas s'occuper des questions de défense et qu'il est préférable que les États membres se défendent avec le soutien de l'OTAN (voir [cette idée](#)).

Il existe des préoccupations largement partagées en matière de sécurité en ce qui concerne la Russie sur la plate-forme, telles que la menace de désinformation et l'influence et l'influence de la Russie sur les pays européens (voir [cette idée](#) et [cet événement](#)), ainsi que des points de vue exprimant la nécessité d'élaborer des politiques communes (voir [cette idée](#)).

En ce qui concerne la sécurité intérieure dans l'UE, certains contributeurs soulignent la nécessité de lutter contre différents types de menaces, telles que les cyberattaques au moyen d'une coordination renforcée en matière de cybersécurité (voir [cette idée](#)) et les multiples formes de terrorisme au moyen de programmes coordonnés de lutte contre le terrorisme (voir par exemple [cet événement](#)). En outre, ils

soulignent l'importance de prévenir la radicalisation et la polarisation des sociétés européennes, par exemple en mettant en place un réseau de sensibilisation à la radicalisation afin de partager les meilleures pratiques (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)).

Une coordination au niveau de l'UE est également suggérée pour les forces de police afin de garantir l'égalité et l'uniformité du travail entre les États membres (voir [cette idée](#)). À cet égard, les participants ont suggéré d'introduire un programme Erasmus militaire et policier afin de consolider l'allégeance à l'UE et de faciliter le partage des bonnes pratiques (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)). Des idées similaires sont également abordées dans le cadre du thème «L'UE dans le monde».

Enfin, plusieurs appels sont lancés à la plate-forme pour faciliter les poursuites et l'application de la loi au-delà des frontières nationales (voir des exemples d'idées et d'idées), par exemple en adoptant un code pénal unifié (voir [cette idée](#)). Compte tenu de la liberté de circulation au sein de l'UE, certains citoyens approuvent la création d'une agence européenne chargée de renforcer la collaboration entre les États membres dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)). Un participant note également le danger posé par la vente illégale d'armes (voir [cette idée](#)). Le renforcement d'Europol, l'agence européenne déjà existante pour lutter contre la criminalité internationale et le terrorisme, est également envisagé par certains participants (voir [cette idée](#)).



Valeurs de l'UE

L'importance et le caractère central du maintien des valeurs européennes sont souvent rappelés sur la plate-forme (voir par exemple [cette idée](#)). Un groupe d'idées sur la plate-forme discute de ce que signifie être européen et des valeurs que l'UE devrait incarner et promouvoir (voir par exemple [cette idée](#) et [cet événement](#)). En particulier, plusieurs citoyens mentionnent les principes de dignité humaine, de liberté, d'égalité, de démocratie, d'état de droit, de droits de l'homme, de pluralisme, de justice, de solidarité (voir [événement](#)) et de parité entre les hommes et les femmes, entre autres, comme constituant le système de valeurs de l'Union européenne, et estiment que ceux-ci devraient guider ses politiques. En tant que telle, une proposition fortement approuvée implique l'introduction d'un mécanisme de réexamen de la démocratie, de l'état de droit et des droits fondamentaux dans l'UE (voir [cette idée](#)).

Les citoyens font également référence aux racines communes ainsi qu'aux spécificités hétérogènes qui

caractérisent chaque État membre (voir par exemple une [idée](#) et une [idée](#)).

Certains contributeurs discutent également de la nécessité d'une constitution européenne définissant clairement un ensemble de valeurs européennes fondamentales qui doivent être respectées dans l'UE (voir par exemple cette [idée](#)).

Un volet des discussions porte sur la place de la religion et des valeurs religieuses en Europe, avec des discussions sur le rôle des valeurs chrétiennes et la nécessité de les protéger (voir [cette idée](#) et [cet événement](#)), mais appelle également au respect de la diversité culturelle et religieuse en Europe (voir [cette idée](#)). En ce qui concerne le christianisme, un événement s'est penché sur la manière dont les pays d'Europe orientale concilient les manifestations religieuses publiques avec la tolérance à l'égard d'autres religions et croyances (voir [l'événement](#)). La religion et sa pertinence dans l'Union européenne d'aujourd'hui ont été abordées lors d'une réunion interconfessionnelle à Dublin (voir [cet événement](#)). Dans le même ordre d'idées, les participants font valoir que les questions éthiques de plus en plus conflictuelles devraient être traitées au moyen de dialogues interreligieux et de perspectives interculturelles (voir par exemple cette [idée](#)).

Des entrées récentes ont également soulevé la question de l'antisémitisme en tant que menace importante pour les citoyens des communautés juives dans de nombreux pays, qui ont connu une augmentation des attaques et de la violence (voir [cette idée](#)).



Lobbying et corruption

Comme dans le cas du thème «Démocratie européenne», certains contributeurs se sont concentrés sur les questions liées au lobbying et à la corruption. Il est suggéré de renforcer la réglementation et la transparence du lobbying par des intérêts privés (voir [cette idée](#)) et de limiter son influence sur la politique de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)). D'autres participants ont discuté de la manière de lutter contre la corruption au sein des institutions de l'UE, de l'utilisation des fonds de l'UE et de la protection des lanceurs d'alerte (voir par exemple cette [idée](#)). Un participant a suggéré la mise en place d'une commission Vérité et réconciliation chargée de traiter les allégations de violations des traités de l'UE par des fonctionnaires de l'UE (voir [cette idée](#)).

Outre la lutte contre la corruption au niveau des institutions de l'UE, certains demandent à l'UE de vérifier l'impartialité des administrations publiques nationales afin de lutter contre le favoritisme et l'arbitraire (voir [cette idée](#) et [cet événement](#)) ou de lutter contre la corruption judiciaire (voir [cette idée](#)). Les

contributeurs demandent à l'UE de prendre des mesures contre l'évasion fiscale et la corruption dans les États membres (voir par exemple cette [idée](#)). En outre, certains contributeurs ont exprimé leur indignation de ne pas pouvoir bénéficier de procès équitables (voir [cette idée](#)).

Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022)

De nouvelles idées ont de plus en plus discuté des questions de sécurité et de protection des frontières. Le sujet de la défense a été abordé non seulement en ce qui concerne la création d'une armée européenne (voir par exemple cette [idée](#)), mais aussi en ce qui concerne l'invasion russe en Ukraine, de nombreux appels ayant été lancés pour renforcer les valeurs démocratiques de l'Europe (voir [cette idée](#)) et soutenir l'Ukraine. À ce titre, certains participants ont plaidé en faveur de l'extension du système de défense de l'UE (voir par exemple cette [idée](#)). L'adhésion de l'Ukraine à l'UE a également été discutée (voir [cette idée](#)).

En dehors de cela, les contributions ont couvert des thèmes et des sous-thèmes soulevés dans le dernier rapport publié.

Les droits des personnes LGBTIQ (voir par exemple une [idée](#)), l'égalité entre les hommes et les femmes (voir par exemple une [idée](#)), la discrimination à l'égard des personnes handicapées (voir [cette idée](#)) et des minorités (voir [cet événement](#)) ont souvent été évoqués dans les idées soumises sur la plateforme, à côté des valeurs de l'UE (voir par exemple une [idée](#)).

Sous le thème des droits et des libertés civiles, certains participants ont appelé à un plus grand respect de la liberté d'expression, avec une proposition visant à faciliter une couverture médiatique indépendante (voir par exemple cette [idée](#)). Une autre contribution préconisait une plus grande liberté de port d'armes ([voir cette idée](#)).

En ce qui concerne les droits sociaux, le thème de la démographie a également été abordé, avec des appels à la mise en place de politiques visant à mieux soutenir les familles (voir [cette idée](#)). Une idée a également souligné la nécessité d'élaborer des politiques efficaces pour lutter contre le sans-abrisme ([voir cette idée](#)).

Les thèmes de la justice et de l'application de la loi (voir par exemple [cette idée](#)) ont été largement débattus. En ce qui concerne la justice, les participants ont débattu de questions liées à l'évasion fiscale et au dumping social (voir [cette idée](#)), ainsi

[qu'au](#) dysfonctionnement des systèmes judiciaires, et ont avancé des propositions visant à intégrer les systèmes judiciaires européens, y compris la possibilité d'exécuter une peine dans un autre pays de l'UE ([voir cette idée](#)).

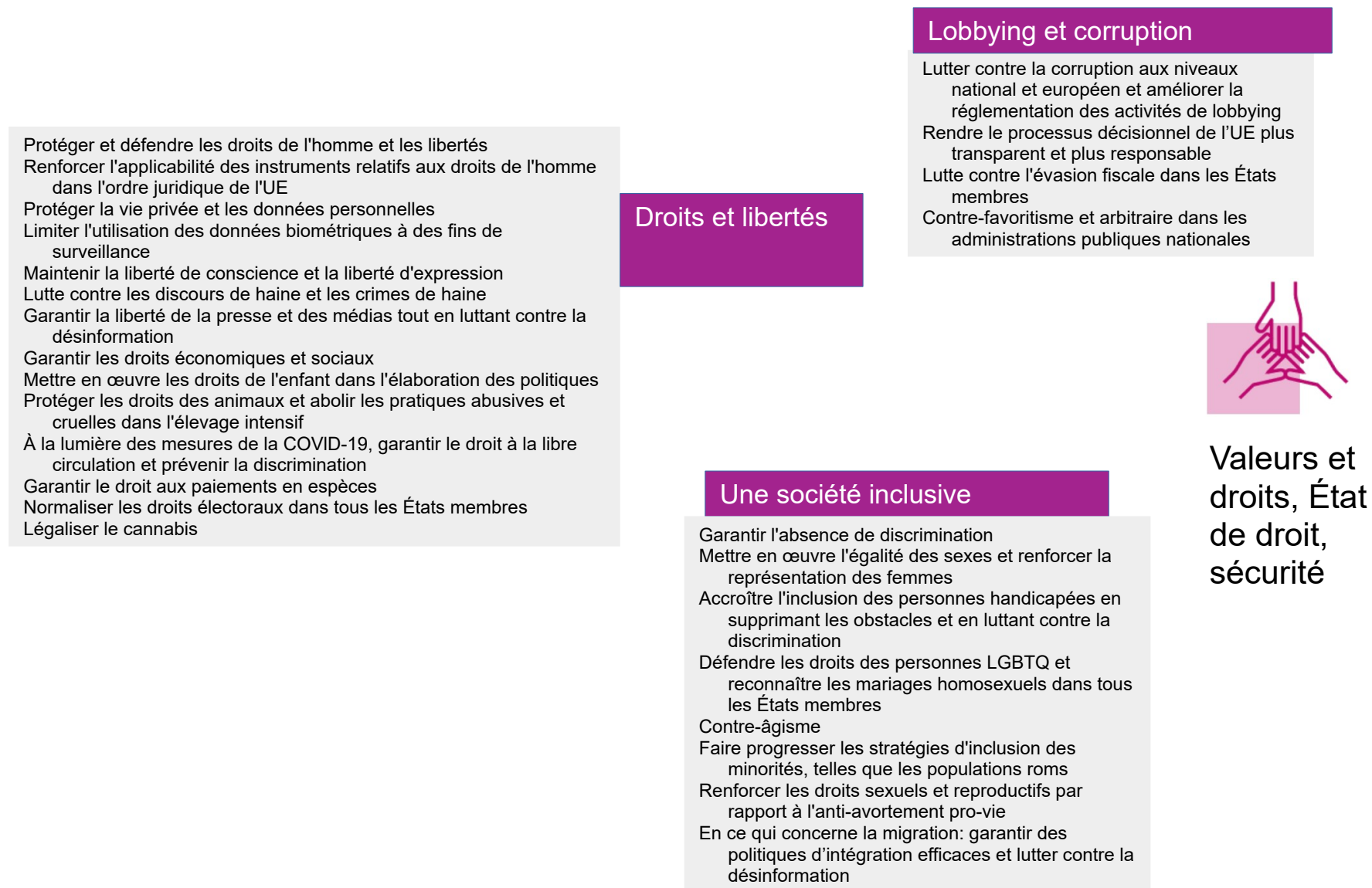


Figure 17 – Thème de la carte mentale Valeurs et droits, État de droit, sécurité, partie 1

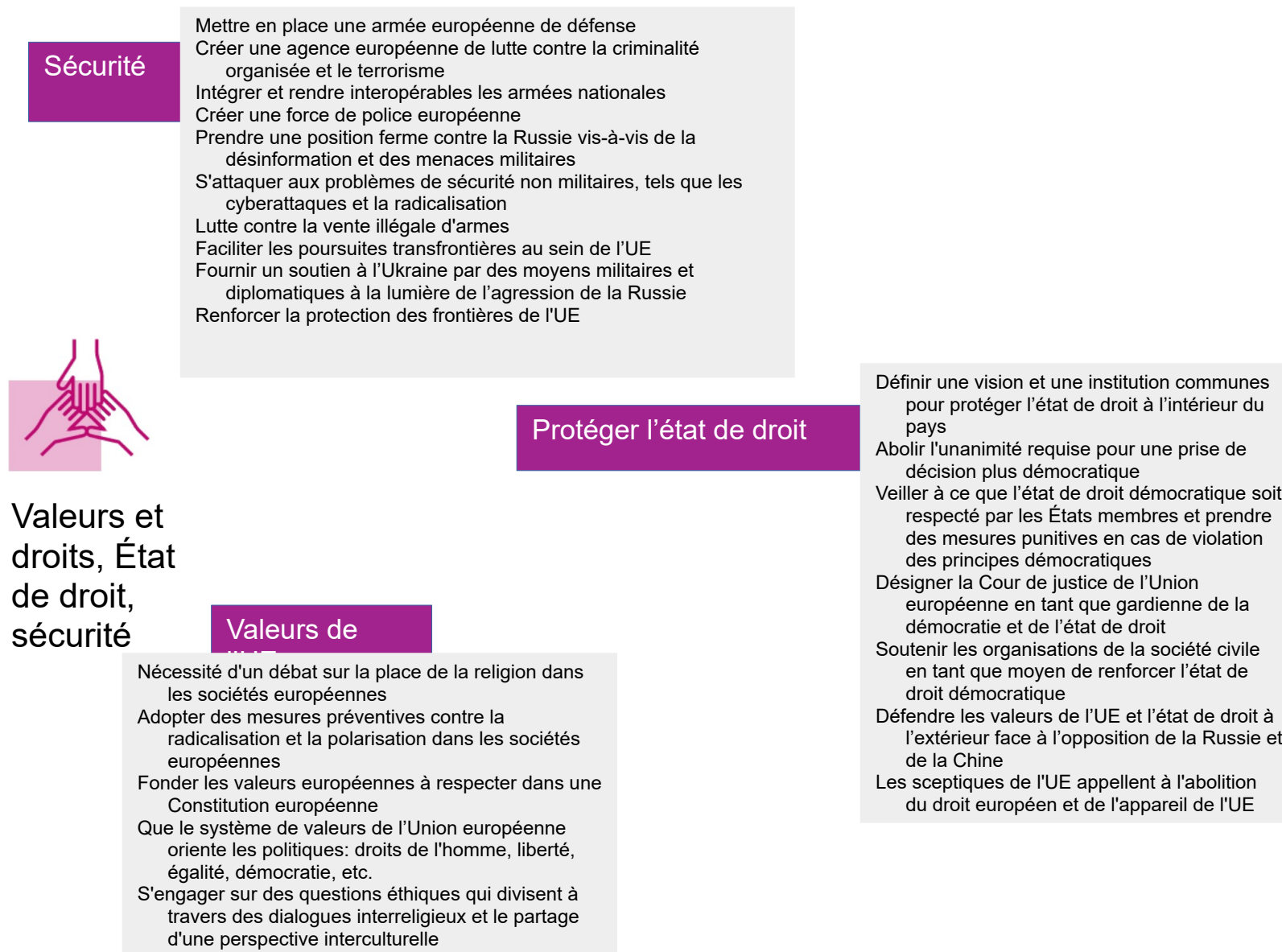


Figure 18 – Thème de la carte mentale «Valeurs et droits, état de droit, sécurité», partie 2



7. Transformation numérique

Le thème de la transformation numérique a généré 1 072 idées, 1 184 commentaires et 390 événements, soit un total de 2 646 contributions. D'une manière générale, les contributions soulignent la nécessité d'une transformation numérique en ce qui concerne l'économie future, la collaboration, la santé et d'autres domaines de la vie. Cependant, ils ont également mis en évidence plusieurs défis liés à la transformation numérique, tels que des considérations éthiques, la fracture numérique croissante, les lacunes du RGPD et les cybermenaces. À cet égard, à travers les thèmes les plus récurrents, les contributeurs ont exprimé la nécessité non seulement d'investir dans l'éducation numérique et de favoriser les compétences numériques, mais aussi d'investir dans l'innovation numérique et de progresser vers une Europe

numériquement souveraine. Les différentes idées peuvent être regroupées selon les thèmes suivants:

- **Éducation et formation: compétences numériques**
- **Souveraineté numérique et éthique**
- **Numérisation globale de la société**
- **Outils numériques européens: numérisation des services publics**
- **Données numériques**
- **Cybersécurité**
- **Droits numériques et inclusion**
- **Pollution, durabilité et durabilité**
- **Numérisation de l'économie**
- **Santé numérique**

Événements

Les récents événements organisés dans le cadre du thème de la transformation numérique ont reflété le débat sur la création d'une transformation numérique équitable et équilibrée dans l'UE. Lors d'un événement organisé en Suède, des lycéens ont discuté du manque d'équipements électroniques modernes dans les écoles, du faible niveau de compréhension des nouvelles technologies chez les personnes âgées et de la nécessité de connexions internet à haut débit partout dans l'UE (voir [cet événement](#)).

Un atelier organisé par l'université locale dans la ville hongroise de Pécs a abordé les dilemmes éthiques liés à la réglementation et à l'utilisation de l'IA. L'atelier a consisté en une première séance de remue-méninges, suivie d'une présentation d'idées et de leur traduction ultérieure en propositions plus concrètes (voir [l'événement](#)).

Un événement consacré à la fracture numérique a été organisé dans la région française de Bretagne (voir [cet événement](#)), tandis que le thème de l'invasion russe de l'Ukraine a été au cœur d'une discussion sur la souveraineté numérique européenne qui a eu lieu dans la ville française d'Agen sous le titre «Digital: le pire et le meilleur des mondes» (voir [événement](#)).

Éducation et formation: compétences numériques

L'une des idées les plus récurrentes sur la plateforme sous le thème de la transformation numérique concerne la nécessité de fournir aux citoyens de l'UE les compétences et les outils nécessaires pour se développer et réussir dans un monde de plus en plus numérique. Un certain nombre d'idées sur la plateforme préconisent des efforts globaux en matière de culture numérique à l'échelle de l'UE dans tous les pays de l'UE, étant donné que le développement et la promotion des compétences numériques sont considérés comme une priorité absolue pour l'économie (voir par exemple [cette idée](#)). Les participants mentionnent en particulier la nécessité de développer les compétences numériques des jeunes dans tous les États membres de l'UE afin d'améliorer leur employabilité (voir par exemple [cette idée](#)). L'amélioration des compétences numériques et la création d'une capacité à naviguer dans la société numérisée sont non seulement perçues comme ayant des avantages économiques, mais elles sont également de plus en plus considérées comme une condition préalable pour garantir un accès plus large à l'éducation, à la culture et à d'importants

services publics (voir par exemple [cette idée](#)). Les idées suggèrent de commencer au niveau de l'école primaire et de poursuivre le parcours éducatif (voir exemple d'idée et [d'événement](#)), y compris parmi la population âgée (voir exemple d'événement, exemple d'idée). Un contributeur fait référence à la stratégie de l'UE en matière de compétences et au plan d'action en matière d'éducation numérique 2021-2027 et demande une mise en œuvre accélérée de celui-ci en ce qui concerne les compétences numériques, en particulier à la lumière de la pandémie de COVID-19 (voir [cette idée](#)). Outre la formation aux compétences numériques, des appels sont lancés pour dispenser une formation sur les dangers de l'internet, tels que les fausses vidéos profondes, et pour informer sur les méthodes de prévention de la fraude en ligne (voir par exemple [cette idée](#)). Certains contributeurs expriment la nécessité d'une législation de l'UE en matière d'éducation numérique afin de protéger les mineurs dans l'espace virtuel et de garantir une éducation de haute qualité (voir [cette idée](#)).

Un thème également abordé dans le domaine de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport, l'apprentissage en ligne dans le contexte de la crise sanitaire, est devenu un thème récurrent parmi les contributions, avec un appel commun en faveur d'investissements et d'efforts accrus pour stimuler la numérisation de l'éducation (voir par exemple [cette idée](#)). Au-delà de l'infrastructure matérielle, les contributeurs proposent de créer une plateforme européenne unique d'apprentissage à distance (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)), de développer des outils pédagogiques virtuels et immersifs (voir [cette idée](#)) ou un portail web commun pour les certificats numériques en ligne (voir par exemple [cette idée](#)). À cet égard, les contributeurs suggèrent également de promouvoir davantage les carrières scientifiques (voir par exemple [l'idée](#) et l'événement) et le développement de programmes de recherche scientifique pour les jeunes étudiants, en investissant dans le domaine du numérique et de l'innovation (voir [l'idée](#)).

Souveraineté numérique et éthique

Le thème de la souveraineté numérique est fréquent et plusieurs idées d'investir dans des logiciels libres, en particulier, ont reçu un grand nombre d'approbations. Les idées présentées sur la plateforme pour renforcer la souveraineté numérique mettent l'accent sur l'indépendance stratégique de l'Europe en ce qui concerne le matériel, les logiciels et les plateformes de médias sociaux, avec plusieurs appels à faire respecter et à promouvoir la résilience et l'indépendance des logiciels ainsi qu'à investir dans l'innovation (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)). Un certain nombre

d'idées plaident en faveur d'investissements dans les logiciels libres européens pour des raisons égalitaires et d'une coopération accrue entre les États membres (voir par exemple une [idée](#) fortement approuvée), mais aussi en faveur d'une plus grande autonomie numérique (voir par exemple [cette idée](#)). Un sous-thème d'idées consiste à faire progresser le développement et la production numériques de l'UE, à prendre des mesures en ce qui concerne les monopoles de l'industrie du web (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)) vis-à-vis d'autres acteurs tels que les États-Unis ou la Chine. Comme pour d'autres sujets, les contributeurs avancent l'idée de plateformes de médias numériques détenues et dirigées par l'Europe, telles qu'une plateforme européenne de diffusion en continu (voir par exemple [cette idée](#)). Dans le même ordre d'idées, un contributeur évoque la nécessité pour la législation sur les services numériques (DSA) et la législation sur les marchés numériques (DMA) d'aller plus loin afin de freiner la position hégémonique des géants du numérique en dehors de l'UE. Pour stimuler la souveraineté numérique de l'UE, le contributeur appelle à encourager l'innovation par des moyens d'investissement dans des start-up à fort potentiel à l'échelle européenne et dans un nuage souverain, entre autres (voir [cette idée](#)). Cet appel à l'autonomie stratégique de l'Union européenne dans le domaine numérique et à un modèle européen de numérisation est également l'une des idées avancées par un programme et un forum de participation civile organisés par l'Observatoire Allemagne-Italie-Europe (voir [cet événement](#)).

Outre la souveraineté en matière de logiciels numériques, d'autres contributeurs soulignent spécifiquement la nécessité pour l'UE d'atteindre la souveraineté en matière de matériel (voir [événement](#)). Par exemple, l'une des idées les plus approuvées suggère de développer et de promouvoir la production de puces électroniques en Europe (voir [cette idée](#)), une autre idée mentionne spécifiquement les dépendances à l'égard des métaux spéciaux (voir [cette idée](#)). Un contributeur décrit un téléphone intelligent européen souverain et vert entièrement fabriqué dans l'UE (voir [cette idée](#)).

Au cœur des appels en faveur de la souveraineté numérique figure la nécessité d'investir dans l'innovation et la recherche, avec plusieurs mentions de pôles européens d'innovation numérique (voir par exemple [cette idée](#)). Pour que la souveraineté et la durabilité numériques deviennent centrales dans une politique numérique européenne, un contributeur suggère de lier étroitement le financement de l'UE aux projets de transformation numérique durable et aux zones européennes de libre-échange numérique (voir [cette idée](#)).

Un autre courant d'idées met fortement l'accent sur l'aspect éthique. Plus précisément, les contributeurs souhaitent renforcer la souveraineté numérique de l'UE afin qu'elle soit pleinement conforme aux valeurs, aux

normes, à la transparence et à l'éthique européennes (voir par exemple [cette idée](#)). Les contributeurs soulignent la nécessité pour l'UE d'être à l'avant-garde en matière de numérisation, y compris en ce qui concerne la législation scientifique et technologique (voir [cette idée](#)). En outre, l'idée la plus largement approuvée dans ce domaine appelle à une numérisation équitable fondée sur les droits de l'homme, y compris les droits du travail et les droits syndicaux (voir [cette idée](#)), ainsi qu'à un appel à préserver la liberté d'expression par des actions contre les formes de discours de haine et la propagation de fausses informations (voir [cet événement](#)).

Numérisation globale de la société

L'orientation générale des contributions sur le thème de la transformation numérique est la numérisation accrue d'une variété de domaines de la société de l'UE, allant de pair avec les efforts d'innovation nécessaires. À cet égard, les contributeurs font référence à la décennie numérique et appellent à une accélération, en suivant de près les progrès des États membres (voir par exemple [cette idée](#)). Divers participants suggèrent en outre une transition numérique avec des idées sur la numérisation des transports publics de l'UE avec un titre de transport électronique commun (voir [cette idée](#)). D'autres discutent de la numérisation en rapport avec l'agriculture (voir exemple d'événement), la justice dans l'UE (voir exemple d'événement) ou dans le cadre de la réalisation d'une économie durable et plus verte (voir exemple d'événement).

Un sous-thème concerne le vote numérique, dans lequel un certain nombre de contributeurs sur la plateforme soulignent les avantages du vote électronique ainsi que des signatures électroniques (voir [cette idée](#)), en particulier dans le contexte de la pandémie (voir par exemple [cette idée](#)). Cette question a été explorée du point de vue de l'efficacité, de la sécurité et de l'innovation, et non du point de vue du renforcement de la démocratie. Il y a cependant des points de vue opposés dans les commentaires qui soulignent un certain nombre d'inconvénients du vote électronique. Les contributeurs suggèrent d'appliquer la technologie de la chaîne de blocs ou de mettre en place le propre système de courrier hautement crypté de l'Europe, comme moyen possible d'assurer la sécurité du vote numérique dans l'UE.

En ce qui concerne l'innovation numérique en particulier, les idées présentées sur la plateforme concernant la croissance numérique préconisent avant tout d'accroître le rôle de l'UE dans la poursuite du développement des outils d'intelligence artificielle (IA). Un appel à un effort concerté de coopération est exprimé dans l'idée d'un département européen de

recherche sur l'IA (voir [cette idée](#)). Pour certains contributeurs, l'IA est un élément essentiel pour stimuler la croissance économique et la richesse dans l'UE (voir par exemple [cette idée](#)).

Un appel commun est lancé en faveur d'une planification et d'une réglementation accrues en ce qui concerne les possibilités actuelles en matière d'IA et les systèmes de prise de décision algorithmique afin de minimiser les risques, d'améliorer la sécurité et l'accessibilité (voir par exemple [cette idée](#), voir par exemple [cet événement](#)). La nécessité d'une action législative est exprimée afin de réduire au minimum les risques liés aux technologies d'intelligence artificielle (voir exemple d'événement) et de respecter les droits fondamentaux. Un exemple de ce dernier est l'appel à l'établissement d'une liste des utilisations interdites de l'IA, telles que la surveillance algorithmique des travailleurs (voir [événement](#)). Une idée largement approuvée dans le cadre de ce thème traite d'une IA éthique et suggère une législation visant à contenir les risques liés à l'IA, à réglementer l'utilisation des données et à éviter les inégalités (voir [cette idée](#)).

Néanmoins, certains contributeurs soulignent les avantages de l'IA, par exemple, pour le secteur public ou les services médicaux d'urgence (voir par exemple [cette idée](#)). D'autres contributeurs, cependant, sont plus hésitants et soulignent le risque futur de créer une IA supérieure au cerveau humain (voir par exemple [cette idée](#)).

Une autre idée largement approuvée porte sur la nécessité de veiller à ce que les grandes plateformes de financement participatif soient accessibles à partir de tous les États membres (voir [cette idée](#)).

Certaines idées abordent également les inconvénients (potentiels) de la numérisation de la société, tels que l'exclusion des personnes moins informées sur le plan numérique, les pressions environnementales, la déshumanisation, la robotisation et le renforcement du suivi et de la surveillance des individus (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)). Les contributeurs souhaitent que ces conséquences négatives de la numérisation soient étudiées. Dans le même ordre d'idées, certaines contributions souhaitent que la législation soit mise à jour à la lumière de la numérisation croissante de la société (voir par exemple [cette idée](#)).



Outils numériques européens – numérisation du secteur public

Un certain nombre de contributeurs suggèrent la numérisation de la gouvernance et du secteur public au

sein de l'UE afin de permettre l'interopérabilité et la gouvernance en ligne (voir par exemple [l'idée](#) et l'idée, voir [l'événement](#)). Une série d'outils technologiques et numériques spécifiques pour les citoyens européens sont proposés par les citoyens. Le sous-thème de l'unification numérique de l'UE fait l'objet d'un large débat (voir [cette idée](#)) et appelle à une plus grande harmonisation au niveau européen grâce à l'adoption d'outils numériques communs: par exemple, un réseau social européen dédié à l'expression de l'opinion publique (voir [cette idée](#)), par exemple en créant un cadre qui aide tous les pays de l'UE à travailler ensemble sur des projets informatiques. Cette idée est développée avec plusieurs suggestions pour tous les portails numériques englobant l'engagement des citoyens et les besoins d'identification de la vie quotidienne (voir [cette idée](#)).

Un large éventail d'idées porte sur la création d'une citoyenneté numérique avec des idées pour une identification à l'échelle européenne au moyen d'un identifiant numérique (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)) ou de systèmes d'identification hautement sécurisés (UE), par exemple sur la base de l'utilisation d'un code dactyloscopique (voir par exemple [cette idée](#)). De même, les contributeurs proposent un portefeuille numérique européen dans lequel tous les documents papier seraient remplacés par des documents numériques (voir [cette idée](#)).

Une autre catégorie de contributions se concentre sur les services en ligne européens: avec, par exemple, un fournisseur européen d'identité à authentification unique pour donner accès aux services publics (voir [cette idée](#)), la nécessité d'harmoniser les normes et de créer un compte d'authentification unique au niveau européen (voir [cette idée](#)). De même, il est proposé d'introduire une «carte de service transfrontalière numérique de l'UE» afin de simplifier l'accès aux services publics et aux services d'urgence pour les citoyens vivant dans des régions transfrontalières (voir [cette idée](#)). Le développement d'outils et de services numériques tels qu'une identité numérique pour l'UE, la création d'une application européenne ou l'introduction d'un passeport numérique européen a également été abordé lors d'événements (voir par exemple [cet événement](#)).



Données numériques

En ce qui concerne le thème des données numériques, les contributeurs soulignent les progrès réalisés jusqu'à présent, en mentionnant que l'UE est un chef de file dans la protection des personnes dans le monde numérique. Néanmoins, il y a un appel à de nouvelles améliorations dans ce domaine (voir exemple d'événement, voir exemple d'idée). Par exemple, les suggestions portent sur la modification des lois RGPD afin de faciliter le refus de la collecte en ligne de

données à caractère personnel (voir par exemple [cette idée](#)). Une autre contribution exige des réglementations plus claires en ce qui concerne le RGPD et les données des employés (voir [cette idée](#)). Simultanément, des contributions multiples appellent une législation plus compréhensible sans imposer aux utilisateurs des demandes constantes de consentement (voir par exemple [cette idée](#)). Il est notamment suggéré d'aller encore plus loin dans l'application du RGPD et d'aller vers une autonomie accrue des données pour les citoyens de l'Union (voir par exemple [cette idée](#)). Plusieurs contributeurs demandent que le blocage géographique soit restreint ou interdit (voir par exemple [l'idée](#)), l'[harmonisation](#) des systèmes de protection des données dans l'ensemble de l'UE et l'introduction d'un nuage personnel pour les citoyens de l'UE (voir [l'idée](#)).



Cybersécurité

Dans l'ensemble, il existe un appel récurrent en faveur d'une coopération au niveau européen, en termes d'infrastructures, de connaissances et de ressources humaines, afin de renforcer la cybersécurité dans l'UE ([voir par exemple cette idée](#) et [cette idée](#)).

Un certain nombre d'idées suggèrent de renforcer la protection contre la cybercriminalité en augmentant d'abord et avant tout la sécurité des réseaux, ce qui, pour de nombreux contributeurs, va de pair avec une souveraineté numérique accrue (voir par exemple [cette idée](#)). En outre, la transparence et la responsabilité des systèmes de données devraient être améliorées (voir par exemple [cette idée](#)). Dans le cadre d'une proposition à cinq piliers, s'appuyant sur les recommandations de l'ENISA concernant les risques liés aux dispositifs connectés à l'internet des objets (IdO), les contributeurs suggèrent de créer un label de l'UE pour tout produit de l'IdO garantissant que le dispositif satisfait aux exigences minimales en matière de sécurité et de performances de l'internet, ainsi qu'aux réglementations relatives à la révision et au contrôle par le fabricant des logiciels tiers (voir [cette idée](#)). Une forme d'inspection visant à garantir la sécurité des applications au moyen d'une autorité européenne d'inspection de sécurité du réseau est également suggérée (voir [cette idée](#)).

Le cyberterrorisme fait également l'objet de discussions, avec plusieurs suggestions en faveur d'une approche centralisée de l'UE pour défendre l'UE, ses citoyens et ses entreprises en cas de menaces en ligne (voir par exemple [cette idée](#)). Les suggestions vont d'une cyberarmée européenne (voir [cette idée](#)) à l'extension du champ d'action de l'ENISA à un centre européen de cyberdéfense (voir [cette idée](#)). Certains contributeurs estiment que l'UE a un rôle à jouer pour ouvrir la voie à un traité mondial sur la cybersécurité, sur la base de l'exemple de la convention de Budapest de 2001 (voir [cette idée](#)).

Outre les stratégies défensives, il existe plusieurs suggestions d'action législative, par exemple en faveur de l'introduction d'une législation à l'échelle de l'UE pour protéger la vie privée des citoyens (voir [cette idée](#)). Un certain nombre de contributions soulignent également la nécessité d'introduire une réglementation sur les plateformes de médias sociaux afin de lutter contre la désinformation, les fausses informations et de parvenir à la souveraineté des données (voir par exemple [cette idée](#)). L'un de ces règlements pourrait consister en des protocoles d'identification des réseaux numériques vérifiés par une autorité européenne afin d'éviter la diffamation, l'intimidation numérique ou la divulgation de fausses informations (voir [cette idée](#)). Un contributeur estime que le Parquet européen a un rôle à jouer dans le renforcement de l'action européenne contre la cybercriminalité et suggère d'étendre ses compétences à la cybercriminalité transfrontière (voir [cette idée](#)).

En outre, il est demandé de renforcer la protection des consommateurs dans un environnement en ligne (voir par exemple [cette idée](#)), par exemple en facilitant à l'avenir le changement d'avis des consommateurs en ce qui concerne les achats.



Droits numériques et inclusion

Il existe plusieurs défis identifiés avec une société numérique accrue selon les contributeurs. L'une des préoccupations qui ressort de ces contributions est la fracture numérique qui touche les groupes vulnérables. Une discussion en ligne, par exemple, a porté sur la numérisation accrue de notre société et, en corollaire, sur l'exclusion croissante de certains groupes de population, les «perdants de la numérisation» (voir [cet événement](#)).

Les contributeurs soulignent donc la nécessité de garantir un accès gratuit et inclusif à l'espace et aux contenus numériques, par exemple au moyen d'appels en faveur de services et d'appareils numériques accessibles et abordables (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)). D'autres suggèrent que l'accès numérique devrait être reconnu comme un besoin fondamental en garantissant un financement systémique au niveau européen ou national pour fournir des services numériques (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)). Comme mentionné précédemment, plusieurs idées suggèrent d'améliorer le niveau de culture et d'éducation numériques des groupes de population jeunes et âgés afin de promouvoir la cohésion numérique (voir par exemple [cette idée](#) et [cet événement](#)). Un contributeur propose l'introduction d'un mécanisme de suivi visant à garantir une numérisation juste et équitable et l'acquisition de compétences numériques (voir [cette idée](#)).

Un autre volet important d'idées met plus particulièrement l'accent sur l'inégalité numérique entre les zones urbaines et rurales: l'amélioration de la connectivité numérique et de l'accès aux services publics et privés essentiels figurent parmi les propositions les plus débattues dans le cadre de ce thème (voir [la manifestation](#)).

En ce qui concerne les droits numériques, certains contributeurs souhaiteraient une limitation ou une réduction de la publicité sur les canaux de médias numériques (voir par exemple [l'idée](#)), tandis que d'autres souhaitent, dans l'intérêt de la liberté d'information, que les paywalls soient supprimés et que les informations soient mises gratuitement à disposition sans qu'aucun paiement ne soit nécessaire (voir [l'idée](#)).

Une contribution plaide en faveur d'une approche de la numérisation tenant compte de la dimension de genre, assortie de suggestions en vue d'un cadre juridique pour lutter contre la violence numérique et d'un appel à promouvoir une conception numérique respectueuse de la dimension de genre (voir [cette idée](#)). En outre, les contributeurs soulignent la nécessité d'accroître l'entrepreneuriat féminin et de favoriser les compétences numériques chez les femmes (voir l'événement). L'appel en faveur d'une plus grande équité entre les hommes et les femmes dans le domaine des technologies a également été abordé lors de l'atelier des jeunes élus (voir [cet événement](#)).

Pollution, durabilité et durabilité

Dans plusieurs cas, les contributeurs lient la numérisation à une société plus durable. Par exemple, il est demandé d'introduire un passeport numérique de produit pour promouvoir la consommation locale et l'économie circulaire, accessible au moyen de codes QR fournissant des informations sur l'origine du produit, sa composition, son incidence sur l'environnement, son recyclage et sa manipulation finale (voir [cette idée](#)).

Cependant, il y a une prise, car la numérisation contribue également à la pollution, entre autres. Pour y remédier, les contributeurs plaident en faveur d'une numérisation durable accompagnée d'une recherche accrue sur les incidences environnementales de la numérisation et d'une information des consommateurs sur l'incidence environnementale des produits numériques (voir par exemple [cette idée](#) et [cet événement](#)). Suggestions pour une fabrication durable avec, par exemple, un appel à rendre les centres de données plus écologiques avec des énergies vertes (voir [cette idée](#)) ou pour que de nouveaux produits soient fabriqués avec des déchets électroniques recyclés ou d'autres alternatives durables (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)). Un autre courant d'idées tourne autour des déchets numériques, appelant, par exemple, à étendre la garantie des

produits numériques (voir [cette idée](#)). En outre, l'accent est mis sur les équipements numériques durables, réparables et produits de manière équitable et éthique, qui pourraient être promus, par exemple, avec des taxes moins élevées (voir [cette idée](#)).

Certains contributeurs se concentrent sur l'extension de la durabilité et de l'accessibilité non seulement aux appareils numériques, mais aussi aux infrastructures numériques et au développement de villes intelligentes (voir par exemple [cette idée](#)). Une autre catégorie d'idées à cet égard propose de favoriser le développement de technologies accessibles et durables en investissant dans les technologies de faible intensité (voir [cette idée](#)).



Numérisation de l'économie

Conformément à un thème également développé sous le thème «Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi», un grand nombre d'idées appellent à l'adoption de l'économie numérique et d'un marché numérique unique (voir par exemple [cette idée](#)). Les contributeurs, par exemple, ont discuté de la mise en œuvre d'une plateforme blockchain de l'UE (voir par exemple [cette idée](#) et [cette idée](#)). L'idée d'un programme pour un marché unique numérique visant à promouvoir le commerce électronique ainsi que les moyens de renforcer la capacité des PME à utiliser les outils numériques et les technologies de pointe est également mentionnée (voir [cette idée](#)).

D'autres contributeurs discutent également des crypto-monnaies en demandant aux gouvernements d'adopter des crypto-monnaies pour bénéficier et développer une société numérique et économiquement active (voir par exemple [cette idée](#)), ou appellent à une crypto-monnaie européenne (voir [cette idée](#)). Des contre-arguments sur la nécessité de réglementer ou d'interdire les crypto-monnaies sont également soulevés sur la plateforme (voir par exemple [cette idée](#)).

En outre, plusieurs idées préconisent l'introduction d'un euro numérique en tant que méthode de paiement sûre et pratique (voir par exemple [cette idée](#)).

Un autre groupe d'idées encourage les investissements et stimule la compétitivité du marché numérique européen, en promouvant une stratégie de numérisation pour les petites et moyennes entreprises (PME) (voir par exemple [cette idée](#)) et en améliorant les conditions du marché pour le développement des jeunes pousses dans le cadre des infrastructures numériques européennes (voir [cette idée](#)). Dans le même ordre d'idées, un contributeur évoque une numérisation renforcée de l'économie avec des recettes numériques, une simplification des transactions

numériques et des services bancaires en ligne rendus plus accessibles par téléphone (voir [cette idée](#)).



Santé numérique

Dans le cadre du thème de la santé numérique, un certain nombre d'idées présentées sur la plateforme proposent des mesures concrètes pour améliorer la santé des citoyens dans le monde numérique, telles que le droit des travailleurs de se déconnecter du travail (voir par exemple [cette idée](#)), l'introduction d'une journée de congé sur les médias sociaux (voir [cette idée](#)), la santé mentale (voir par exemple [cette idée](#)) ou la promotion de la formation numérique des jeunes afin de promouvoir une utilisation saine et consciente de la technologie.

À cet égard, un contributeur appelle à une réglementation accrue des jeux informatiques et vidéo, en particulier ceux destinés aux enfants (et populaires auprès de ceux-ci), car certains d'entre eux pourraient introduire des modèles de jeu parmi d'autres (voir [cette idée](#)).

Également abordé dans le thème de la santé, un appel est lancé en faveur de l'intégration numérique de la santé au sein de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)) ou de l'introduction d'une carte européenne d'assurance maladie numérique (voir par exemple [cette idée](#)). Des idées plus élaborées suggèrent de créer une plateforme unique pour la gestion électronique de la santé, ce qui serait particulièrement intéressant pour les nombreux Européens qui utilisent les possibilités de mobilité transfrontalière (voir par exemple [cette idée](#)). Cette dernière idée a été étendue à la création de certificats électroniques de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)). Cependant, les commentateurs soulèvent souvent des préoccupations concernant la protection de la vie privée et des données. L'idée d'une plateforme européenne de santé numérique est souvent discutée en lien avec les vaccinations contre la COVID-19 et le passeport vert (voir par exemple [cette idée](#)).

comme un moteur essentiel de la numérisation (voir par exemple [cette idée](#)). L'innovation technologique, soutenue par des politiques à l'échelle de l'UE, dans un cadre institutionnel et juridique européen efficace, est généralement considérée comme un moyen de soutenir une numérisation équitable et inclusive de la société européenne (voir par exemple [cette idée](#)).

L'atelier en Hongrie sur l'IA mentionné ci-dessus a donné lieu à un certain nombre de propositions telles que la possibilité d'étendre l'utilisation de l'IA était une autre proposition récurrente (voir [cette idée](#)) et la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel pour réglementer l'utilisation de l'IA a également été mentionnée (voir [cette idée](#)). Un autre événement en Bulgarie a également abordé la nécessité d'une réglementation (voir [cette idée](#)).

Outre les idées soutenant l'innovation technologique, un certain nombre de contributions ont appelé à une plus grande sécurité en ligne, en particulier en ce qui concerne la collecte et l'utilisation des données à caractère personnel (voir par exemple [cette idée](#)). À cet égard, le thème de la souveraineté numérique a été abordé afin de veiller à ce que les valeurs européennes, en particulier le droit à la vie privée, soient respectées (voir [cette idée](#)).

Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022)

Les idées récentes présentées dans le cadre du thème «Transformation numérique» étaient conformes à celles mises en évidence ci-dessus.

L'importance de garantir l'égalité d'accès à l'internet partout en Europe et d'assurer une numérisation démocratique a été l'une des idées les plus fréquemment soulevées. L'éducation est considérée

Souveraineté numérique et éthique

Investir dans l'innovation, le développement et la production de matériel et de logiciels dans l'UE
Développer des plateformes de médias sociaux éthiques conformes aux valeurs européennes & standards
Indépendance accrue de l'UE en matière numérique avec des normes contraignantes pour briser les monopoles numériques
Investir dans des logiciels open source

Numérisation de la société

Assurer le progrès numérique de tous les États membres
Actualiser la législation à la lumière de la numérisation croissante de la société
Encourager le vote numérique avec des systèmes de vote électronique
Mettre en œuvre une plateforme européenne de chaînes de blocs
Enquêter sur les conséquences négatives de la numérisation de notre société
Investir dans la numérisation, telle que l'intelligence artificielle

Éducation & formation:

Stimuler la culture numérique dans l'UE .
Investir dans la numérisation du système éducatif
Développer les compétences numériques tout au long du parcours éducatif
Faciliter l'apprentissage en ligne grâce à une plateforme européenne d'apprentissage à distance



Transformation numérique

Cybersécurité

Coopérer au niveau de l'UE pour renforcer la cybersécurité
Adopter des réseaux publics indépendants et plus sûrs
Garantir la sécurité des réseaux dans l'UE
Adopter des exigences minimales de sécurité et de performance Internet pour les appareils IoT
Créer une cyberarmée européenne
Lutte contre le cyberterrorisme par des mesures législatives
Position plus affirmée de l'UE en matière de réglementation des plateformes en ligne
Protection accrue des consommateurs dans un environnement en ligne

Unification numérique de l'UE
Numériser la gouvernance et les institutions publiques
Créer des portails de médias sociaux numériques pour la participation des citoyens
Créer une identité numérique pour l'UE
Harmoniser les normes et les services en ligne avec l'adoption d'outils numériques communs tels qu'un fournisseur européen de signes uniques sur l'identité
Mettre en place une plateforme unique de financement participatif pour les citoyens et les entreprises de l'UE
Développer la citoyenneté numérique grâce à l'innovation numérique dans l'UE

Outils numériques européens

Figure 19 – Thème 1 de la carte mentale «Transformation numérique»

Données

Améliorer la sécurité des données
Fournir une législation compréhensible sur les données numériques
Garantir davantage la confidentialité des données avec une modification du RGPD
Restreindre ou interdire le blocage géographique

Économie numérique

Promouvoir le commerce électronique grâce à un marché unique numérique
Réglementer ou adopter les crypto-monnaies
Promouvoir une stratégie de numérisation pour les PME
Introduire un euro numérique

Pollution, durabilité et durabilité

Encourager la numérisation pour réduire la pollution
Étudier et soutenir des moyens durables de produire des équipements numériques
Promouvoir des équipements numériques respectueux de l'environnement et produits de manière éthique
Réduire le gaspillage numérique
Favoriser le développement des infrastructures numériques, des villes intelligentes et des technologies de faible intensité

Droits numériques et inclusion

Remédier à la fracture numérique et aux inégalités
Garantir des services et appareils numériques accessibles et abordables dans l'ensemble de l'UE
Investir dans la littératie et l'éducation numériques dans l'ensemble de la population
Garantir un accès gratuit et inclusif à l'espace et aux contenus numériques
Garantir la connectivité numérique des zones rurales
Garantir l'égalité entre les hommes et les femmes dans le domaine du numérique et de la technologie

Santé

Garantir le droit à la déconnexion
Introduire le concept d'un jour de congé sur les médias sociaux
Assurer la sécurité des enfants en ligne et dans les jeux informatiques
Intégrer la santé numériquement dans l'UE avec, par exemple, un identifiant de santé numérique



Transformation numérique

Figure 20 – Thème 2 de la carte mentale «Transformation numérique»



8. Démocratie européenne

Le thème de la démocratie européenne a généré au total 2 539 idées, 4 606 commentaires et 1 060 événements sur la plateforme numérique. Les thèmes les plus fréquemment abordés sont les élections au Parlement européen et la restructuration des institutions européennes (voire la fédéralisation de l'UE), suivies d'un large éventail de suggestions visant à accroître la participation et la connaissance des citoyens sur les questions européennes et à favoriser une identité européenne commune. Dans l'ensemble, les interactions sur ce sujet sont constructives et tournées vers l'avenir, même si certaines d'entre elles ont exprimé la crainte que l'UE ne soit exposée à un risque d'implosion en raison des tensions, du populisme et du nationalisme. Tout en notant un certain nombre de chevauchements entre les différents thèmes et des niveaux d'engagement globalement comparables, les contributions ont couvert les aspects suivants:

- **Parlement européen élections**
- **Fédéralisation de l'Union européenne**
- **Participation et consultation des citoyens**
- **Réformes institutionnelles**
- **Favoriser une identité et un espace public européens communs**
- **Protéger et renforcer la démocratie**

Événements

Dans le cadre de ce thème, plus d'un tiers du nombre total d'événements clôturés depuis le 21 février ont eu lieu en Italie. Une écrasante majorité de ces événements ont abordé le thème de la fédéralisation de l'UE, comme l'assemblée des citoyens organisée dans la ville de Pavie, avec des représentants d'organisations de la société civile, de partis politiques, du secteur à but non lucratif et de l'industrie (voir [cet événement](#)).

D'autres événements ont porté sur des questions relatives à la démocratie européenne du point de vue des jeunes. Lors d'un tel événement organisé dans la ville de Montpellier, en France, les jeunes participants ont présenté diverses propositions visant à améliorer concrètement l'UE du point de vue des jeunes (voir [cet événement](#)). Un événement d'information et de communication organisé en Roumanie a réuni des lycéens qui ont été initiés aux possibilités offertes par le plan Next Generation EU et la plateforme en ligne sur la conférence sur l'avenir de l'Europe (voir [cet événement](#)). Un dialogue entre étudiants, professeurs et organisateurs a été établi au cours de l'événement, au cours duquel les étudiants se sont concentrés sur leur vision de l'UE et de son avenir en ce qui concerne également la guerre en Ukraine.

Une conférence sur les droits de l'homme et la démocratie en tant que bases de la coopération européenne a été organisée en Suède à l'intention d'un public composé de migrants originaires de pays de l'UE et de pays tiers (voir [cet événement](#)). Au cours de la conférence, les participants ont également échangé avec les orateurs, en particulier sur l'importance de voter aux élections européennes et d'être informés de la manière dont les citoyens de l'UE peuvent contribuer à l'UE.

Une attention particulière accordée au journalisme et à la manière de rendre compte des affaires européennes a été la principale caractéristique des multiples événements organisés en Croatie. Une discussion avec des étudiants a eu lieu à Zagreb et a porté spécifiquement sur le thème «Comment accroître l'intérêt des étudiants en journalisme pour les reportages sur l'UE?» (voir [l'événement](#)).

Élections au Parlement européen

Un groupe d'idées sous le thème «Démocratie européenne» examine les modifications apportées à la manière dont les élections au Parlement européen sont organisées afin de renforcer l'engagement des citoyens dans les processus démocratiques de l'Union. Une idée

largement approuvée, qui a suscité différentes réactions, concerne la création de listes électorales transnationales à l'échelle de l'UE ([voir cette idée](#)). La création d'une nouvelle circonscription électorale pour les Européens vivant dans un autre État membre afin d'encourager les candidats à se concentrer sur les questions européennes plutôt que nationales a également été proposée (voir [cette idée](#)). D'autres idées de réforme électorale visant à promouvoir le débat paneuropéen, tout en rapprochant les membres du Parlement européen des citoyens, ont également été proposées (voir par exemple [cette idée](#)). Un type spécifique de réforme électorale, parmi ceux proposés, vise à modifier la redistribution des sièges au sein du Parlement, afin de remplacer le système proportionnel actuel par un système majoritaire, fondé sur des coalitions (voir [cette idée](#)). Une idée préconise que les députés au Parlement européen soient nommés par les législatures nationales, au lieu d'être élus directement (voir [cette idée](#)).

Certaines propositions portent sur des moyens plus spécifiques d'accroître le taux de participation aux élections européennes. Des appels sont lancés en faveur de l'introduction du vote obligatoire (voir [cette idée](#)), ainsi que des suggestions visant à faciliter la participation, par exemple en autorisant les bulletins de vote postaux (voir [cette idée](#)) et l'inscription des électeurs le jour même, en faisant du jour du scrutin un jour férié (voir [cette idée](#)) et même en votant le jour même pour plusieurs types d'élections (voir [cette idée](#)). Certains contributeurs discutent également du vote numérique, notamment de l'idée de créer un pool d'électeurs numériques paneuropéens (voir [cette idée](#)). La question du vote numérique est également abordée sous le thème «Transformation numérique».

Il est également suggéré d'harmoniser l'âge minimum pour pouvoir voter aux élections au Parlement européen (voir par exemple [cette idée](#)) et de le fixer de préférence à 16 ans (voir [cette idée](#)). Ces idées, entre autres, visent à encourager les jeunes à s'engager en politique, une question souvent considérée comme essentielle par les participants. Un atelier organisé à Vienne a examiné, entre autres, les moyens d'accroître la participation des jeunes citoyens aux élections européennes (voir [cet événement](#)). Les propositions avancées lors de l'atelier soulignent la nécessité d'augmenter le nombre de jeunes députés au Parlement européen, en permettant à des candidats âgés de moins de 16 ans de se présenter aux élections. Les participants à un [événement](#) organisé à Malte ont discuté des résultats du projet Eurovoters, une initiative visant à former les jeunes électeurs du pays. De nombreuses suggestions ont été avancées au cours de cet événement, notamment la nécessité de ne plus considérer les «jeunes» comme un seul groupe, ce qui risque d'écarter les besoins spécifiques au sein de communautés spécifiques. Il est demandé à la plateforme de donner aux jeunes la possibilité de

présenter régulièrement leurs points de vue au Parlement européen (voir [cette idée](#)); une autre idée envisage plutôt un autre type de plateforme, où les jeunes utilisateurs sont familiarisés avec les députés au Parlement européen et leurs propositions politiques (voir [cette idée](#)). Une contribution connexe suggère d'établir un quota pour les députés au Parlement européen âgés de moins de 35 ans (voir [cette idée](#)).

D'autres participants abordent la question du droit de vote du point de vue des personnes handicapées ou ayant des problèmes de santé qui limitent leur capacité de voter. Ces contributions préconisent des élections au Parlement européen plus inclusives pour ces catégories (voir par exemple [cette idée](#)).

Un participant suggère d'établir une liste de parité hommes-femmes pour les élections au Parlement européen (voir [cette idée](#)). Certaines idées abordent des questions spécifiques concernant les partis politiques. Un contributeur, par exemple, suggère d'utiliser uniquement les symboles des partis européens plutôt que ceux des partis nationaux (voir [cette idée](#)), afin de renforcer une fois de plus le caractère transnational de l'élection. Selon une autre contribution, les partis devraient devenir plus accessibles aux personnes issues de milieux culturels ou socio-économiques différents (voir [cette idée](#)).

Fédéralisation de l'Union européenne

Un grand nombre de contributions sur le thème de la démocratie européenne appellent à une fédéralisation de l'Union européenne, avec des conceptions différentes de cette notion. Il s'agit d'un sujet récurrent d'événements liés à ce sujet (voir exemple d'événement). La «Fédéralisation» a également généré certaines des idées les plus approuvées sur la plateforme (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)), ainsi que différents commentaires des participants.

Certains contributeurs considèrent la fédéralisation comme la meilleure voie à suivre pour que l'UE atteigne son plein potentiel (voir par exemple [cette idée](#) et [cet événement](#)), mais aussi comme un moyen de donner à l'UE plus de crédibilité et d'influence sur la scène politique mondiale et le pouvoir de faire face aux problèmes transnationaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, tels que le changement climatique et la pandémie de COVID-19 (voir [cette idée](#)). En outre, il est considéré comme un moyen de surmonter l'euro-scepticisme et les sentiments nationalistes selon les participants qui soutiennent l'idée.

À titre d'exemple, une idée fortement approuvée et débattue préconise la création d'une assemblée constituante chargée d'élaborer une constitution

européenne définissant les éléments et principes clés d'une fédération européenne démocratique (voir [cette idée](#)). La discussion comprend également des appels plus spécifiques en faveur d'une politique budgétaire et économique commune (voir [cette idée](#)), y compris l'idée d'une «Union européenne des contribuables» (voir [cette idée](#)), d'une armée européenne et de la fédéralisation de la politique étrangère, parallèlement à une refonte des institutions de l'UE selon des principes fédéralistes.

Néanmoins, certains contributeurs sont sceptiques quant à la fédéralisation. Certains participants craignent que cela ne conduise à une centralisation excessive des pouvoirs ou ne crée des déséquilibres entre les États membres. D'autres considèrent qu'il y a beaucoup de problèmes à surmonter pour qu'une telle idée puisse devenir une réalité. Certains participants sont favorables à une décentralisation avec davantage de pouvoir pour les États membres qu'à une fédéralisation (voir par exemple une [idée](#)), avec plus de liberté et de respect pour l'identité des États membres et une libre coopération dans les domaines où elle est utile (voir par exemple une [idée](#)). L'une de ces idées exprime des inquiétudes quant à l'idée d'«une Union toujours plus étroite» et au pouvoir potentiel des tribunaux fédéraux, qui plaident en faveur d'une confédération plutôt que d'une Union fédérale (voir [cette idée](#)).

Compte tenu des contextes nationaux distincts et du degré de préparation des États membres à faire partie d'une union fédérale, certains participants avancent l'idée d'une fédéralisation progressive, avec un système de «zones de transition» (voir [cette idée](#)). Ce type de contributeurs soutient l'idée d'une Europe fédérale, mais ils pourraient la considérer comme irréaliste au stade actuel et, par conséquent, ils préconisent une Union à plusieurs vitesses qui améliorerait l'autonomie stratégique de l'UE à court terme et la perspective du fédéralisme (voir [cette idée](#)).

Participation et consultation des citoyens

Les contributions à la plateforme comprennent un certain nombre de suggestions visant à renforcer la participation des citoyens et le sentiment d'appropriation en ce qui concerne le processus décisionnel de l'UE.

Un groupe d'idées et d'événements examine la mise en place de mécanismes plus permanents fondés sur la démocratie participative et l'interaction entre les citoyens afin de renforcer et de compléter la démocratie représentative, notamment en s'appuyant sur l'expérience de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Les participants proposent, par exemple, un recours

plus systématique aux assemblées et aux panels de citoyens pour préparer les décisions politiques les plus importantes et les plus difficiles dans l'UE (voir par exemple [cette idée](#)). Un participant propose que ces assemblées soient convoquées directement par les citoyens à la suite d'une initiative citoyenne européenne réussie (voir [cette idée](#)). Certains contributeurs proposent un «Parlement citoyen», une «Assemblée dédiée aux organisations de la société civile» (voir [cette idée](#)) ou une «Assemblée constituante» (voir [cette idée](#)) pour conseiller le Parlement européen. Les participants discutent également de l'idée de référendums à l'échelle de l'UE sur des sujets institutionnels et politiques de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)). Certains participants y voient une alternative à la tenue d'un référendum national sur les questions européennes, dont les résultats risquent de bloquer des initiatives politiques déterminées de l'UE, quel que soit le niveau de soutien diffus de l'UE à ces initiatives (voir par exemple [cette idée](#)).

Certaines de ces contributions abordent spécifiquement les mérites de la plateforme numérique multilingue, en suscitant des éloges et des critiques, mais aussi en formulant des suggestions d'amélioration. Par exemple, divers participants soulignent la nécessité de mettre en place un système de retour d'information pour assurer le suivi des propositions des citoyens au cours de la conférence (voir par exemple [cette idée](#)). Un autre participant répond à une idée proposant de rendre la conférence permanente en soulignant la nécessité de résumer le contenu de la plateforme de temps à autre et de créer une discussion autour de celle-ci (voir [cette idée](#)).

Les contributions comprennent également une proposition visant à concevoir une plateforme de guichet unique en ligne centralisant toutes les contributions du public, qu'il s'agisse d'initiatives citoyennes européennes, de plaintes ou de pétitions, dans l'architecture participative institutionnelle de l'UE (voir [cette idée](#)), tandis qu'un autre contributeur soulève l'idée d'une plateforme exclusivement dédiée aux associations (voir [cette idée](#)).

Parmi les types de plateformes en ligne proposées par les participants pour renforcer la participation démocratique, l'une vise à mettre en place un système de lobbying ascendant, financé par des citoyens européens communs au moyen de dons individuels, et le partage d'idées via le même portail (voir [cette idée](#)). Cette plate-forme vise à résoudre le problème de l'inégalité des capacités d'influence entre les citoyens et les grandes organisations.

D'autres contributeurs proposent un forum numérique en ligne où les citoyens de l'UE pourraient discuter de la législation de l'UE, en utilisant un système de votes positifs et de commentaires dérivé des médias sociaux (voir [cette idée](#)). Une idée connexe implique une plateforme de lobbying des citoyens en tant que moyen alternatif pour les citoyens ordinaires de l'UE et les

petites entreprises de canaliser leur expertise et leur point de vue sur la législation dans le processus décisionnel de l'UE (voir [cette idée](#)).

L'importance de la technologie civique, en particulier à l'ère actuelle de la méfiance croissante à l'égard des partis politiques, est discutée par de nombreux participants (voir [cette idée](#)). Selon cette idée, les technologies civiques permettraient de comprendre la complexité accrue de la gouvernance publique à notre époque et d'améliorer l'engagement et la participation actifs.

Un [événement](#) organisé dans la ville italienne de Brindisi a avancé un large éventail d'idées pour améliorer les mécanismes de démocratie directe au niveau de l'UE, notamment en renforçant la connaissance publique de certains instruments déjà existants, tels que les pétitions de l'UE, les commissions temporaires, les médiateurs européens et la plateforme Solvit.

La réduction de la distance entre les députés européens et les citoyens est également considérée comme un moyen d'améliorer la démocratie européenne. Un participant avance diverses stratégies pour améliorer la communication et favoriser l'échange direct d'idées entre les députés et leurs électeurs (voir [cette idée](#)). Parmi les idées proposées, il y a la création par les députés européens de bureaux locaux dans leurs propres collèges électoraux. Cette idée ressemble en partie à la proposition d'un autre participant de créer un système de conseillers locaux de l'UE (voir [cette idée](#)) afin de réduire une fois de plus la distance entre les institutions de l'UE et les citoyens européens.



Réformes institutionnelles

Un volume important d'idées traite également plus spécifiquement des réformes des institutions européennes, dans le but de les rendre plus efficaces et transparentes et de les rapprocher des citoyens. Les idées de réforme institutionnelle avancées peuvent inclure des propositions de refonte plus large de la structure institutionnelle (voir par exemple une [idée](#)), mais aussi des stratégies visant à responsabiliser davantage les décideurs politiques quant à l'efficacité des initiatives politiques. Par exemple, un participant avance l'idée de rendre les analyses d'impact obligatoires à toutes les étapes du processus législatif (voir [cette idée](#)).

En ce qui concerne le Parlement européen, les contributeurs demandent le plus souvent qu'il dispose de véritables pouvoirs d'initiative législative (voir par exemple [cette idée](#)). Il est également demandé que des pouvoirs fiscaux lui soient accordés (voir [cette idée](#)). Le siège du Parlement européen fait également l'objet de

discussions, les contributeurs demandant un choix entre Strasbourg et Bruxelles (voir par exemple [cette idée](#)), ainsi qu'un moyen de réduire les coûts logistiques (voir [cette idée](#)).

En discutant du Conseil européen et du Conseil de l'Union européenne, une idée récurrente sur la plateforme et dans le cadre du thème de la démocratie européenne est le passage au vote à la majorité qualifiée, du moins dans certains domaines d'action (voir exemple d'idée), et à l'arrêt du droit de veto (voir exemple d'idée). Il y a également des discussions sur le rôle du Conseil dans la structure institutionnelle de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)) et des suggestions pour approfondir la législature bicamérale dans l'UE ([voir par exemple cette idée](#)).

En ce qui concerne la Commission européenne, un groupe de contributions examine l'élection du président de la Commission et la nomination des commissaires, y compris le système des Spitzenkandidaten (voir par exemple une [idée](#)), et l'élection directe du président de la Commission par les citoyens (voir par exemple une [idée](#)). Les participants ont également soulevé la question du nombre de commissaires (voir par exemple [cette idée](#)).

L'une des idées les plus discutées est d'avoir un président de l'UE directement élu, par exemple en fusionnant les rôles du président de la Commission européenne et du Conseil européen (voir par exemple [cette idée](#)). Il est également demandé que l'UE dispose d'un point de contact unique pour parler d'une seule voix dans les relations extérieures (voir par exemple [cette idée](#)). Un participant propose de fusionner le rôle du président de l'Eurogroupe et du vice-président de la Commission européenne, chargé de l'euro, pour créer un ministère de l'économie et des finances, afin d'accroître la coordination (voir [cette idée](#)). En outre, les réformes du Comité des régions et du Comité économique et social sont mentionnées, par exemple pour les rendre plus efficaces. Il est notamment suggéré de réformer le Comité des régions afin d'englober des canaux de dialogue adéquats pour les régions ainsi que pour les villes et les municipalités (voir [cette idée](#)), ou de lui donner un rôle accru (voir [cette idée](#)). Dans ce contexte, un autre participant propose de reconnaître les eurorégions comme des entités institutionnelles (voir [cette idée](#)).

Une idée fortement approuvée demande à l'UE d'établir un mécanisme clair sur le droit des nations apatrides à l'autodétermination (voir [cette idée](#)).

Le rôle de la Cour de justice de l'Union européenne est également un sujet de discussion commun (voir par exemple [l'idée](#)), avec des appels à clarifier ou même à renforcer ses pouvoirs (voir par exemple [l'idée](#)) et d'autres à les réduire (voir par exemple [l'idée](#)).

Certains contributeurs se concentrent sur le rôle de la Banque centrale européenne (voir [cette idée](#)) et de l'Eurogroupe (voir [cette idée](#)), proposant des moyens de

réformer ces institutions. Une idée préconise l'achèvement de l'union bancaire par un système européen de garantie des dépôts (voir [cette idée](#)).

Diverses idées de réformes affichent une orientation générationnelle. Par exemple, un participant propose d'introduire une analyse d'impact pour les politiques et la législation de l'UE, afin de mesurer leur impact spécifique sur la jeunesse (voir [cette idée](#)). Ainsi, le «test de la jeunesse» contribuerait à intégrer le point de vue des jeunes au sein des institutions et à rendre les politiques de l'UE plus inclusives pour les jeunes. Passer de la jeunesse à la vieillesse, un autre participant, suggère d'avoir un commissaire européen dédié aux personnes âgées (voir [cette idée](#)).



Favoriser une identité et un espace public européens communs

Dans le cadre de ce thème, les contributeurs discutent d'une identité européenne commune, sur la base des valeurs européennes communes de démocratie (voir [cet événement](#)), comme cela a été discuté dans le cadre d'autres thèmes. Toutefois, ils avancent également des idées pratiques pour promouvoir une telle identité européenne commune, ainsi qu'un espace public européen commun, y compris grâce à la contribution des médias.

Le thème de la langue est le plus discuté. Une langue commune est considérée comme un moyen efficace (et parfois unique) de créer une identité européenne forte (voir par exemple [cette idée](#)). L'espéranto est souvent présenté comme une langue unificatrice (voir par exemple [cette idée](#)), également pour contourner les divisions entre les partisans de chaque langue nationale. Bien que les contributeurs puissent être en désaccord sur la langue à privilégier pour les Européens, ils conviennent tous de la nécessité de favoriser la formation linguistique pour parvenir à une langue commune (voir par exemple [cette idée](#)). D'autres contributions demandent que le principe du multilinguisme soit mieux respecté (voir par exemple une [idée](#)), par exemple en faisant traduire toute publication officielle de l'UE dans toutes les langues de l'UE (voir [cette idée](#)).

En outre, il est envisagé de créer une équipe sportive de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)), de faire du 9 mai un jour férié dans tous les États membres (voir [cette idée](#)), ou de créer un passeport de l'UE (voir [cette idée](#)) pour promouvoir un esprit européen.

Un participant propose également de mettre en place des programmes de jumelage entre salariés afin de permettre aux Européens en dehors de l'âge scolaire de découvrir la culture d'un autre pays de l'UE, par exemple en suivant une formation à l'étranger (voir

[cette idée](#)). Les générations futures étant considérées comme les principaux moteurs d'une identité européenne commune, de nombreux participants soulignent l'importance d'éduquer les jeunes aux questions politiques européennes (voir [cette idée](#)), thème qui est également largement abordé dans le chapitre consacré à l'éducation, à la culture, à la jeunesse et au sport.

Outre les langues, les produits culturels sont également considérés comme capables de lier les Européens entre eux. Par conséquent, l'appel d'un participant à favoriser la diffusion de la production culturelle à l'intérieur des frontières européennes en créant un espace de «libre circulation de l'information», c'est-à-dire en réduisant les droits d'auteur et les contraintes en matière de licences au sein de l'UE (voir [cette idée](#)).

Un certain nombre de contributions sur le thème de l'identité européenne abordent le sujet des médias et la manière dont ils peuvent contribuer à diffuser les connaissances sur l'UE et à créer un esprit européen (voir par exemple [cette idée](#)). Une suggestion récurrente, qui a reçu un nombre relativement plus élevé d'approbations, est la création de médias ou de réseaux paneuropéens (voir par exemple [cette idée](#)) ou la création d'un radiodiffuseur public unique de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)). Il est principalement proposé d'accroître les connaissances des citoyens sur les questions européennes, par exemple en diffusant en direct les discussions et les événements, mais aussi de promouvoir un esprit européen commun célébrant les valeurs et les cultures européennes, avec des documentaires sur les pays de l'UE. Certains contributeurs demandent également qu'une chaîne de télévision et de radio de l'UE diffuse ses valeurs au-delà des frontières de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)).

D'autres participants suggèrent de former les journalistes aux reportages de l'UE ou d'imposer aux radiodiffuseurs publics l'obligation de consacrer un pourcentage du temps de diffusion aux questions européennes (voir [cette idée](#)).



Protéger et renforcer la démocratie

Un certain nombre d'idées sous ce thème concernent la protection de la démocratie dans l'UE, avec des appels à une action forte contre les gouvernements qui violent les principes démocratiques, en référence en particulier à la Hongrie et à la Pologne (voir exemple d'ID [ea](#)). Cette question est traitée plus en détail sous le thème «Valeurs et droits, état de droit, sécurité».

Les contributeurs reconnaissent également le danger que la désinformation et les fausses informations peuvent représenter pour les démocraties. Des appels

sont lancés en faveur d'une approche plus forte pour lutter contre la diffusion d'informations trompeuses, y compris des propositions visant à créer une application mobile de vérification des faits (voir [cette idée](#)) ou un institut européen indépendant de vérification des faits dans les médias (voir [cette idée](#)). Certains contributeurs préconisent également un règlement spécifique de l'UE sur le contenu pouvant être publié sur les médias sociaux (voir par exemple [cette idée](#)).

Un certain nombre d'idées et de commentaires abordent la nécessité de réglementer le lobbying, avec des appels en faveur d'un code de conduite pour les responsables politiques ou de la création d'un organe européen indépendant doté des moyens de lutter contre la corruption et l'influence indésirable des lobbies (voir par exemple [cette idée](#)). Un participant demande l'interdiction de l'utilisation de parrainages pendant les présidences du Conseil de l'UE, une pratique par laquelle le gouvernement de l'État membre de l'UE exerçant la présidence reçoit un soutien financier pour afficher des logos de marque sur du matériel officiel en ligne ou physique (voir [cette idée](#)).

Il est également demandé que des mesures générales soient prises pour lutter contre la corruption, par exemple dans l'attribution d'appels d'offres au niveau local (voir par exemple [cette idée](#)). Un participant propose l'introduction d'une base de données unique combinant les multiples systèmes actuels de déclaration de l'UE (voir [cette idée](#)). Un autre suggère d'interdire aux responsables politiques et aux fonctionnaires européens qui occupent des postes importants, tels que les députés au Parlement européen ou les commissaires, de détenir des stocks (voir [cette idée](#)).

Un participant s'inquiète de l'influence étrangère indésirable sur la démocratie européenne, réclame un examen de la part des infrastructures essentielles de l'UE détenue par la Chine et demande à l'UE de privilégier l'Inde par rapport à la Chine en tant que partenaire économique stratégique dans les accords commerciaux (voir [cette idée](#)).

Un [événement](#) organisé à Bruxelles a mis en évidence le rôle clé des villes et des communautés locales dans le renforcement de la démocratie et le progrès social pionnier. En cette période de forte déconnexion entre le centre institutionnel et les périphéries, le rôle des villes et des municipalités pourrait être essentiel pour renforcer la confiance des citoyens dans les institutions démocratiques.

Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022)

La majorité des contributions au cours de la période écoulée ont consolidé les thèmes précédemment mentionnés. Toutefois, un nouveau volet d'idées a été discuté, qui consiste à associer davantage les gouvernements et les parlements nationaux à l'élaboration des politiques de l'UE et à les responsabiliser davantage, abordant ainsi le thème de la démocratie européenne d'un point de vue national. Parmi ce volet d'idées, une proposition prévoyait l'établissement d'un nombre minimal de sessions consacrées aux questions politiques de l'UE dans chaque parlement national (voir [cette idée](#)). Un autre, axé sur le rôle des parlements nationaux dans la ratification des traités de l'UE, a introduit l'idée de sessions conjointes entre le Parlement européen, ou ses commissions spécifiques, et les parlements nationaux, notamment par vidéoconférence (voir [cette](#)

[idée](#)). Conformément aux conclusions présentées dans le dernier rapport, le thème le plus fréquemment abordé dans les récentes contributions était l'appel global à protéger et à renforcer la démocratie au sein de l'UE, suivi de la nécessité exprimée de réformes institutionnelles (voir par exemple [cette idée](#)). De nombreuses idées ont été débattues sur les propositions de réforme du système électoral européen (voir par exemple [cette idée](#)).

La nécessité de déployer des efforts pour accroître la participation et les consultations des citoyens a également été soulignée (voir par exemple [cette idée](#)). En fait, l'engagement des citoyens a parfois été discuté en ce qui concerne la protection de la démocratie elle-même, par exemple par des contributeurs qui ont appelé à la création d'une plateforme numérique en ligne permanente pour les consultations des citoyens (voir par exemple [cette idée](#)). La création d'une plateforme médiatique unique diffusant du contenu européen en plusieurs langues a été proposée, conformément à l'importance accordée au journalisme et à la liberté de la presse par les participants sur la plateforme (voir [cette idée](#)).

Créer des listes transnationales pour les élections au Parlement européen
 Réformer le système électoral de l'UE
 Abaisser et/ou unifier l'âge de vote
 Faciliter le vote numérique
 Faciliter le vote des Européens mobiles et des citoyens de pays tiers aux élections européennes
 Garantir le droit de vote pour les personnes handicapées et malades

Élections au Parlement européen



Démocratie européenne

Vers une politique budgétaire et économique commune
 Création d'une armée européenne
 Élaborer une Constitution européenne
 Voix contre la fédéralisation: demande un renforcement du pouvoir et de la liberté de coopération uniquement dans les domaines où ils sont utiles aux États membres;
 Approche transitoire de la fédéralisation

Fédéralisation de l'Union européenne

Utiliser l'élaboration participative des politiques
 Investir dans l'engagement des jeunes & interactions
 Veiller à ce que les représentants des citoyens participent à l'élaboration des politiques par l'intermédiaire d'un parlement ou d'une assemblée des citoyens
 Organiser des consultations longitudinales
 Mettre l'accent sur les générations: les jeunes et les populations vieillissantes
 Réduire la distance entre les députés et leurs circonscriptions
 Organiser des référendums plus obligatoires à l'échelle de l'UE
 Suggestions et/ou critiques pour améliorer la plateforme multilingue, c'est-à-dire mettre en place un système de suivi, la rendre permanente.

Participation et consultation des citoyens

Figure 21 – Carte mentale du thème «Démocratie européenne», partie 1

Réformes institutionnelles

Revoir le rôle du Parlement européen pour lui conférer plus de pouvoir législatif et fiscal
 Réformer la prise de décision (unanimité par rapport aux règles de la majorité)
 Revoir le rôle du Conseil européen
 Réformer la procédure d'élection du président de la Commission et des commissaires (par exemple, élection directe du président de la Commission)
 Réévaluer les rôles du Comité des régions (y compris l'institutionnalisation des eurorégions) et du Comité économique et social
 Réduire le nombre de commissaires et limiter les mandats politiques
 Rôle de réforme de la Banque centrale européenne et de l'Eurogroupe
 Rendre obligatoire l'analyse d'impact des politiques
 Renforcer les pouvoirs de la Cour de justice de l'Union européenne par opposition à les réduire
 Rendre les politiques plus responsables envers les générations futures



Démocratie européenne

Favoriser une identité et un espace public européens communs

Avoir une langue commune de l'UE ou favoriser le multilinguisme
 Mettre en place des équipes sportives de l'UE
 Établir une fête nationale de l'UE
 Créer un passeport européen
 Établir des programmes de jumelage et d'échange pour les employés
 Mettre en place des portails médiatiques de l'UE consacrés aux thèmes de l'UE
 Mettre en place un radiodiffuseur public unique de l'UE afin de promouvoir l'engagement des citoyens auprès de l'UE
 Veiller à ce que les radiodiffuseurs publics nationaux consacrent du temps aux reportages de l'UE
 Établir des sessions de débat obligatoires sur les affaires européennes dans chaque parlement national avec la participation des commissaires européens

Protéger et renforcer la démocratie

Modifier la manière dont les fonds de l'UE sont alloués
 Lutter contre la désinformation
 Réglementer le lobbying
 Lutte contre la corruption
 Créer un code de conduite pour les politiciens
 Prendre des mesures énergiques contre les gouvernements qui violent les principes démocratiques
 Contrôler et limiter la propriété des actifs stratégiques par les puissances mondiales antidémocratiques

Figure 22 – Carte mentale du thème «Démocratie européenne», partie 2



9. Migration

Depuis le lancement de la plateforme, le thème de la migration a généré un total de 2 700 contributions, dont 955 idées, 1 539 commentaires et 206 événements. Les contributions les plus récurrentes à ce sujet révèlent trois tendances générales. D'une part, un groupe d'interactions appelle à une plus grande solidarité et à de meilleures procédures d'intégration, tandis que d'autre part, d'autres contributions souhaitent davantage d'actions pour contrôler et réduire les migrations. Prenant une position intermédiaire, un autre groupe de participants souhaiterait favoriser la mobilité internationale, mais uniquement entre les démocraties économiquement développées. L'afflux de réfugiés ukrainiens a également été discuté par les participants. Les thèmes suivants sont analysés en conséquence:

- **Politique commune de l'UE en matière de migration**
- **Position humaniste sur la migration**
- **Intégration**
- **La migration hors UE en tant que menace**
- **Contrôle aux frontières**
- **S'attaquer aux causes profondes de la migration**

Événements

Les récents événements traitant de la migration dans une perspective politique européenne ont porté sur la politique de l'UE en matière de réfugiés, indiquant la nécessité de repenser les politiques en matière de réfugiés et d'asile et la nécessité d'un cadre pour la répartition commune des migrants dans l'ensemble de l'UE. Lors d'un événement organisé au Parlement des îles Canaries, les participants ont discuté de la négociation du pacte sur la migration et l'asile et ont appelé à une meilleure protection des enfants migrants non accompagnés (voir [cet événement](#)). Lors d'un événement en ligne organisé par une organisation catholique italienne, le prochain pacte européen sur la migration et l'asile a été examiné (voir [cet événement](#)).

Un débat danois a également porté sur la question de savoir si l'Europe devrait ouvrir ou fermer ses frontières extérieures. Cet événement a suscité un engagement important auprès d'un public diversifié et a soulevé des questions telles que les conséquences de l'externalisation des frontières de l'Europe, de l'établissement de centres d'asile dans des pays tiers et de la coopération de l'UE avec des pays tels que la Turquie et la Libye. (voir [événement](#)).

Un autre événement participatif a porté sur la question de savoir si la migration constitue une opportunité ou une menace, en exploitant des questions telles que la migration régulière par rapport à la migration irrégulière et la différenciation en termes d'origine ethnique et de culture, comme dans le cas des réfugiés ukrainiens (voir [événement](#)). Ces questions ont également été examinées lors d'une manifestation organisée en Lituanie (voir [l'événement](#)).

En ce qui concerne le thème de l'intégration, la nécessité d'améliorer les infrastructures et les programmes d'intégration pour lutter contre la haine et la discrimination raciales a été soulevée lors d'une manifestation en France (voir [cet événement](#)).

En ce qui concerne la guerre en Ukraine, un événement a été organisé pour discuter de la solidarité internationale et de la réponse de l'UE à la guerre en Ukraine à ce jour, avec les implications migratoires qui en résultent (voir [cet événement](#)).

Un événement récent a également eu lieu en Pologne, au cours duquel de jeunes Ukrainiens ont participé à des débats sur l'intégration européenne, les migrations et les préoccupations pour l'avenir (voir [cet événement](#)).



Politique commune de l'UE en matière de migration

De nombreuses idées sous ce thème exigent une politique migratoire commune de l'UE. Celles-ci s'accompagnent souvent d'appels en faveur d'un plus grand respect des droits de l'homme et d'un système de redistribution efficace. La nécessité de réformer le système de Dublin est également fréquemment évoquée.

Dans le cadre du sous-thème de la migration légale, ceux qui préconisent des politiques migratoires plus strictes appellent à une politique commune de l'UE en matière de migration sélective, avec des quotas, des procédures de sélection et d'acceptation plus strictes (voir par exemple [cette idée](#)). D'autres approches de la migration légale sont suggérées, telles qu'un système européen d'immigration par points, qui est parfois considéré comme nécessaire pour réguler plus efficacement les flux migratoires (voir [cette idée](#)). Les contributeurs souhaitent également explorer un modèle permettant aux demandeurs d'asile d'être transférés dans des centres d'un pays partenaire pour y être examinés (voir [l'événement](#)).

Des contributions plus ouvertes à la migration appellent également une approche unifiée et plus efficace, plus conforme toutefois aux valeurs (sociales) européennes. Par exemple, les contributions traitent spécifiquement d'une procédure d'asile unique et efficace de l'UE (voir [cette idée](#)), soulignant également la nécessité de réformer le règlement de Dublin afin d'éviter une répartition inégale des demandeurs d'asile et des migrants (voir par exemple [cette idée](#)). Parmi ces contributions, certaines proposent que les migrants se voient accorder un passeport temporaire de l'UE pour accéder aux droits de travail et de séjour (voir par exemple [cette idée](#)). Une idée largement approuvée dans le cadre du thème «Migration» plaide également en faveur d'une politique européenne plus concrète et plus équitable en matière de migration économique, avec des voies d'entrée légales et une politique d'intégration fondée sur l'égalité de traitement et le plein respect des droits de l'homme (voir [cette idée](#)).

Une contribution avance l'idée de créer un poste de commissaire européen chargé de l'asile et de la migration, qui devrait agir en coordination avec les autres institutions pour superviser un régime d'asile **commun de l'UE** (voir [cette idée](#)).

Une politique de l'UE en matière de migration de main-d'œuvre ou des stratégies de recrutement de l'UE pour les étudiants et les employés qualifiés provenant de pays du tiers monde sont également préconisées par les citoyens. À cet égard, un contributeur souligne la nécessité d'accroître les compétences de l'UE en

matière de migration afin qu'elle puisse gérer les migrations conformément aux principes et aux valeurs de l'Union (voir [cette idée](#)). Un groupe de contributeurs avance l'idée de favoriser un type sélectif d'immigration. Ces participants voient généralement la migration sous un jour positif en raison des avantages économiques qu'elle crée. Ils proposent de cibler des pays spécifiques pour attirer leurs talents (voir [cette idée](#)) ou d'assouplir les critères de mobilité entre les démocraties économiquement avancées, tant en Occident qu'en Asie, en particulier dans le cadre des accords de libre-échange (voir [cette idée](#)).



Position humaniste sur la migration

Les contributeurs adhérant à une vision humaniste de la migration préconisent un changement de discours concernant les migrants, en particulier à la lumière de leurs contributions en tant que professionnels de la santé pendant la pandémie (voir [événement](#)).

Certaines contributions préconisent la création de corridors humanitaires ou une véritable politique d'ouverture des frontières et critiquent le manque de solidarité à l'égard des migrants (voir par exemple [cette idée](#)). Parmi les participants partageant ces idées, les initiatives visant à patrouiller en Méditerranée pour repousser les migrants ou les accords visant à contrôler les flux migratoires, tels que celui entre l'UE et la Turquie, sont généralement considérés comme un échec du système migratoire de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)).

Les contributeurs demandent que les droits de l'homme soient respectés grâce à des solutions pour lutter contre la migration non réglementée et à une politique d'immigration de l'UE prévoyant des procédures d'asile plus faciles et plus accessibles dans les pays d'origine, des routes migratoires légales et sûres et une répression de la traite des êtres humains afin d'éviter la mort de réfugiés aux frontières de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)).

Certains contributeurs proposent un cadre juridique pour mettre un terme au retour forcé de personnes et de familles intégrées dans des pays d'origine peu sûrs (voir [cette idée](#)). D'autres participants soutiennent une stratégie de retour volontaire plutôt que forcé, au motif que le premier, s'il est mis en œuvre en concertation avec les pays d'origine, s'est révélé beaucoup plus efficace (voir [cette idée](#)).

Certaines de ces contributions abordent également des questions d'inégalité affectant le processus de demande d'asile existant. Par exemple, ils soulignent le fait que la part des demandeurs d'asile de sexe masculin est nettement plus élevée que celle des demandeurs d'asile ou des familles de sexe féminin

(voir [cette idée](#)). D'autres font état des difficultés rencontrées par les demandeurs d'asile LGBTIQ, réclamant une plus grande protection et un meilleur soutien à ce groupe (voir [cette idée](#)).



Intégration

De nombreuses propositions sont liées à l'intégration des migrants. Les participants reconnaissent la nécessité de créer des programmes d'intégration plus efficaces, en accordant une attention particulière à la formation linguistique. Un certain nombre de participants discutent et approuvent une idée demandant à l'UE de créer des programmes d'intégration, des points de vue différents étant avancés (voir [cette idée](#)).

Parmi les idées concernant l'intégration, beaucoup préconisent un parcours de suivi contrôlé pour les migrants afin de garantir la pleine intégration dans les États membres de l'UE. Une idée voit un grand potentiel pour reconnaître et activer davantage les migrants et les membres des communautés d'accueil en tant qu'acteurs du changement (voir [cette idée](#)). L'importance d'associer les migrants à des projets locaux et à des activités de volontariat est soulignée à de nombreuses reprises (voir par exemple [cette idée](#)). Un répondant souligne l'importance d'adopter une approche transversale de l'intégration, axée sur la transférabilité des politiques adoptées au niveau local, et une approche allant des institutions aux associations locales, l'UE étant chargée de fournir ce type de cadre (voir [cette idée](#)). L'éducation est considérée comme la clé de l'intégration, la langue et les valeurs européennes jouant un rôle central. À cet égard, les contributeurs estiment qu'il est nécessaire de mettre en place des programmes suffisamment financés pour soutenir l'inclusion des enfants migrants d'âge scolaire dans le système éducatif public (voir [cette idée](#)). D'autres idées mettent l'accent sur l'enseignement supérieur en tant que levier essentiel d'une plus grande intégration. À cet égard, un participant plaide en faveur d'un meilleur accès des jeunes réfugiés aux programmes universitaires (voir [cette idée](#)). Une proposition spécifique aborde la question des barrières linguistiques, faisant progresser l'idée d'utiliser l'intelligence artificielle pour surmonter la fracture linguistique (voir [cette idée](#)).

L'intégration réussie des migrants sur le marché du travail local est considérée comme bénéfique pour l'économie européenne. Cela est particulièrement vrai dans la situation d'après-pandémie, comme cela a été souligné lors d'un événement de deux jours organisé conjointement par la Commission européenne et le Comité économique et social européen à Bruxelles (voir [événement](#)). Un participant souligne en particulier les effets bénéfiques de l'immigration dans les zones économiquement déprimées (voir par exemple [cette](#)

[idée](#)). Des appels sont lancés en faveur de campagnes et de programmes d'information visant à sensibiliser les citoyens de l'UE à la lutte contre le racisme et à l'évolution vers une société plus forte. Un contributeur plaide en faveur d'une plus grande diversité parmi le personnel travaillant dans les organes d'élaboration des politiques et les services publics liés à la migration (voir [cette idée](#)). En ce qui concerne les avis relatifs au racisme et à l'exclusion du marché du travail, des appels sont lancés en faveur d'un traitement égal et équitable des ressortissants de pays tiers en séjour régulier (voir [cette idée](#)). En ce qui concerne la discrimination sur le marché du travail, un participant souligne la nécessité de données (de recensement) sur l'origine ethnique des migrants pour éclairer efficacement l'élaboration des politiques (voir [cette idée](#)).

Certains participants regrettent la limitation des droits des résidents permanents dans l'UE. Ils notent que l'Union n'accorde pas le droit de vote à ses résidents permanents et exigent que les droits de vote soient fondés sur la résidence (voir [cette idée](#)).

Cette question est considérée par certains contributeurs comme particulièrement urgente en ce qui concerne les citoyens britanniques qui vivaient dans l'UE avant le Brexit. L'une des idées à l'origine d'un débat controversé est l'introduction d'une procédure accélérée visant à obtenir des droits à l'échelle de l'UE pour les citoyens britanniques qui vivaient dans l'UE avant le Brexit (voir [cette idée](#)).

La migration hors UE en tant que menace

Malgré l'opposition exprimée par certains contributeurs à la migration, les idées qui définissent ouvertement la migration comme une menace pour la civilisation européenne ou la stabilité politique sont relativement moins approuvées que les idées liées à l'intégration et au respect des droits de l'homme. Lorsqu'elles sont précisées, les préoccupations relatives à la civilisation européenne et à la stabilité politique sont mises en avant et sont largement approuvées par les participants (voir par exemple l'idée [fortement approuvée](#)).

Un événement organisé en Hongrie a permis de débattre de certaines questions juridiques fondamentales liées à la migration. Parmi les questions auxquelles cet événement prétendait répondre, il y avait également «le droit (d'une société) de préserver sa propre culture nationale, son identité et son mode de vie» face à la migration de masse (voir [événement](#)).

Les commentateurs de ce type de contributions sont francs dans leurs idées et leurs contributions sur le thème de la migration. L'un des thèmes observés est le sentiment que la migration en provenance de pays tiers

constitue une menace pour la civilisation, l'identité, les valeurs et la culture de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)). Ces contributeurs appellent à des mesures visant à restreindre la migration vers des pays tiers, à une politique de rapatriement plus stricte et à des stratégies entravant la mobilité des migrants, telles que le renforcement des contrôles aux frontières (voir par exemple [cette idée](#)).

Plusieurs participants mettent en garde contre l'utilisation de la migration illégale comme arme (politique), en faisant notamment référence à l'afflux important de migrants en provenance de Biélorussie vers les frontières lituanienne et polonaise (voir par exemple [cette idée](#)). En ce qui concerne la crise des migrants à la frontière avec la Biélorussie, les avis des contributeurs divergent.



Contrôle aux frontières

Un nombre relativement élevé d'idées soutiennent une position ferme sur l'immigration. Les participants qui adoptent cette ligne s'opposent à la régularisation des immigrants illégaux et appellent à une nouvelle autonomisation des autorités européennes de contrôle des frontières, telles que Frontex. Cependant, certains d'entre eux sont favorables à une approche nationale plutôt qu'européenne du contrôle de l'immigration, craignant que l'UE ne soit trop permissive à l'égard des demandeurs d'asile.

D'une manière générale, il existe un soutien en faveur d'efforts plus organisés et coordonnés en matière de contrôle aux frontières, avec des appels en faveur de contrôles aux frontières plus complets, y compris d'une autorité de renvoi (voir par exemple [cette idée](#)), d'un soutien accru à Frontex, avec une meilleure définition de ses fonctions (voir [cette idée](#)) et d'une approche juridiquement contraignante des efforts de recherche et de sauvetage (SAR) en Méditerranée (voir [cette idée](#)). Toutefois, le rôle de Frontex et des initiatives de patrouille en mer est souvent discuté sur la plateforme, d'autres participants demandant un contrôle accru de leur fonctionnement, afin de garantir le respect des droits de l'homme (voir [cette idée](#)). Une idée plus approuvée exige une expulsion rapide de l'UE pour les migrants qui commettent une infraction grave (voir par exemple [cette idée](#)). Une idée similaire demandant le retour des migrants en situation irrégulière suscite un débat entre les contributeurs en faveur des rapatriements immédiats et ceux qui s'y opposent (voir [cette idée](#)). Un répondant propose d'interrompre l'aide étrangère aux pays qui n'acceptent pas de rapatrier leurs ressortissants (voir [cette idée](#)).

D'autres contributions appellent à plus de solidarité et de respect des droits de l'homme. Les idées discutées ici sont, par exemple, un système de distribution centralisé de l'UE fondé sur la solidarité, un financement pour améliorer les infrastructures d'accueil

aux frontières (logement et alimentation) ou une agence supranationale gérant des camps de réfugiés européens, cogérée par différents pays et financée par des ressources de l'UE (voir par exemple [cette idée](#)).

Le récent débat sur l'extension du financement de l'UE pour financer la construction d'obstacles nationaux à l'encontre des migrants se reflète en partie dans certaines contributions exigeant un soutien financier accru de l'UE à ses États membres afin de renforcer la protection physique des frontières (voir [cette idée](#)).

Toutefois, lorsque les participants demandent un soutien financier accru de la part de l'UE pour lutter contre les migrations aux frontières, ils ne préconisent pas toujours la construction de nouveaux obstacles. Certains d'entre eux reconnaissent le rôle clé des collectivités locales et régionales opérant aux frontières nationales et souhaitent un financement accru des projets liés à l'accueil et à l'intégration des migrants (voir par exemple [cette idée](#)).

Lors d'une manifestation intitulée «Des frontières plus fortes, une Europe plus forte», qui s'est tenue à Budapest, les participants ont plaidé en faveur d'une politique frontalière plus pragmatique et plus stricte (voir [cet événement](#)).

S'attaquer aux causes profondes de la migration

Une petite section d'idées approfondit la question de la migration et considère la nécessité, parallèlement aux mesures politiques de gestion de la migration dans l'UE, de prendre des mesures pour s'attaquer aux causes profondes de la migration ailleurs. La coopération entre les pays européens et les pays du tiers monde, en particulier les pays africains, est considérée comme essentielle pour s'attaquer aux causes profondes des migrations (voir par exemple [cette idée](#)). En ce qui concerne l'avenir de l'Europe, les contributeurs soulignent la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la migration afin de s'attaquer aux problèmes migratoires auxquels l'UE est actuellement confrontée. Le rôle des partenariats internationaux, y compris les accords avec les pays du tiers monde, dans la gestion des flux d'immigration a fait l'objet d'un événement au Portugal (voir [cet événement](#)).

Les suggestions à cet égard vont de l'établissement de relations commerciales équitables à l'investissement dans davantage de plans d'aide au développement et de formation universitaire, en passant par le développement professionnel des personnes vivant dans des pays du tiers monde (voir [cette idée](#)). Une préoccupation commune est que l'aide au développement est utilisée à mauvais escient par les pays d'accueil, ce qui la rend inefficace. À cet égard, un participant a proposé d'améliorer la traçabilité des fonds

et donc de surveiller leur utilisation en utilisant les technologies de la chaîne de blocs et les certificats intelligents (voir [cette idée](#)).

Un groupe particulier de contributions amène l'UE à agir sur la base du fait qu'elle a joué un rôle dans la déstabilisation régionale par le biais, par exemple, d'exportations agricoles subventionnées vers les pays en développement (voir [cette idée](#)). En outre, afin de remédier aux inégalités économiques entre les pays développés et les pays en développement, certains participants préconisent la promotion d'une agriculture durable et à l'épreuve du changement climatique dans les pays du tiers monde (voir [cette idée](#)). Cela contribuerait également à lutter contre la «migration climatique» (voir par exemple [cette idée](#) et [cet événement](#)). Le phénomène de la «migration climatique» est en effet largement abordé par les participants, qui souhaitent que le public se concentre davantage sur cette question et sur la reconnaissance du statut de réfugié climatique en droit international (voir [cette idée](#)).

Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022)

Les contributions sur le thème de la migration au cours de la période écoulée ont renforcé les thèmes et sous-thèmes précédemment observés.

De nombreuses propositions préconisaient d'améliorer les régimes de migration et d'asile existants. À cet égard, un cadre européen commun pour le traitement des demandes d'asile est considéré comme essentiel (voir [cette idée](#)), y compris une réforme du système de Dublin (voir par exemple [cette idée](#)).

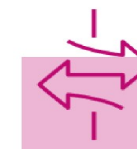
Quelques idées ont suggéré de mettre en relation chaque nouveau venu avec un «référént» déjà établi dans le pays d'arrivée (voir par exemple [cette idée](#)). D'autres participants ont souligné l'importance des voies légales de migration, afin de faciliter les processus d'intégration (voir [cette idée](#)) et ont plaidé en faveur de l'octroi de visas de travail (voir [cette idée](#)) ou de la création de voies de migration plus sûres afin de limiter les victimes de migrants sur la route vers l'Europe, en particulier en mer (voir par exemple [cette idée](#)).

Les entrées récentes sur la migration sont largement polarisées, comme indiqué précédemment. D'une part, certains participants considèrent la migration comme une ressource pour la société (voir par exemple [cette idée](#)). D'autre part, certains participants s'opposent à la poursuite de la migration, étant donné que de nombreux migrants sont perçus comme ne

s'intégrant pas (voir [cette idée](#)). Pour faciliter et encourager l'intégration, un participant a appelé à une réduction de la bureaucratie afin de réduire les obstacles pour les migrants à la recherche d'un emploi (voir [cette idée](#)). Une communication plus positive sur l'immigration a également été préconisée afin de faciliter une intégration plus harmonieuse du côté du pays d'accueil (voir [cette idée](#)).

Établir une politique européenne unique en matière de migration sélective: quotas et procédures de sélection plus strictes
 Réformer la Convention de Dublin pour une répartition plus équitable des demandeurs d'asile et des migrants
 Appel en faveur d'un système migratoire respectueux des droits de l'homme, conforme aux valeurs de l'UE
 Compétences accrues de l'UE en matière de migration
 Développer la politique de l'UE en matière de migration de main-d'œuvre
 Appel à des procédures d'acceptation plus strictes pour la migration légale
 Établir une politique commune de l'UE en matière d'immigration avec un organe et une procédure de demande centralisés
 Établir un système de partenariats permettant aux migrants de demander l'asile dans leur pays d'origine
 Autoriser un type d'immigration sélectif, ciblant uniquement les migrants éduqués, et favorisant la mobilité entre les démocraties économiquement avancées
 Créer un commissaire européen chargé de l'asile et de l'intégration

Politique commune de l'UE en matière de migration



Migration

Des procédures d'asile plus faciles et plus accessibles dans les pays d'origine et la création de couloirs humanitaires
 Lutte contre la migration illégale, répression de la traite des êtres humains et des passeurs
 Créer des routes et des canaux migratoires légaux et sûrs pour éviter les décès
 Établir un cadre juridique pour mettre fin à l'expulsion de personnes intégrées vers des pays d'origine peu sûrs
 Favoriser les rapatriements volontaires par le biais de partenariats avec les pays d'origine, plutôt que les retours forcés

Position humaniste sur la migration

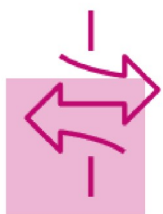
Réduire les procédures bureaucratiques pour les immigrants
 Créer des programmes d'intégration au niveau de l'UE dans leur recherche d'emploi
 Sensibilisation des citoyens de l'UE: investir dans l'éducation liée à l'inclusion
 Établir une trajectoire de suivi pour les migrants et les demandeurs d'asile
 Établir un système éducatif pour soutenir l'inclusion des enfants migrants d'âge scolaire et donner la priorité à l'éducation à la langue et aux valeurs
 Lutter contre la discrimination et traiter les migrants et les ressortissants de pays tiers en séjour régulier de manière égale et équitable, par exemple sur le marché du travail
 Améliorer l'accès des migrants aux activités de volontariat
 Accroître la diversité du personnel des services de migration et des organes politiques
 Aider les citoyens britanniques résidant dans l'UE bien avant le Brexit à obtenir des droits à l'échelle de l'UE grâce à une procédure accélérée
 Accorder le droit de vote aux résidents permanents dans l'UE
 Favoriser la transférabilité des politiques et des bonnes pratiques liées à l'intégration entre les pays de l'UE
 Connecter chaque nouveau venu à un immigrant «référént» déjà établi

Intégration

Figure 23 – Thème «Migration» de la carte mentale, partie 1

La migration
hors UE en
tant que
menace

Restreindre la migration vers des pays tiers
Prendre des mesures pour réglementer la
migration vers des pays tiers
L'UE développera une position plus défensive
contre l'utilisation de la migration illégale
comme arme politique



Migration

Contrôle aux
frontières

Contrôles aux frontières plus complets, octroi d'une autorité de renvoi
Donner la priorité au respect des droits de l'homme dans la gestion des flux migratoires
Financement des infrastructures d'accueil aux frontières (logement et alimentation)
Coordonner les efforts de recherche et de sauvetage (SAR) en Méditerranée
Créer une agence supranationale de gestion des camps de réfugiés européens
Préserver un système de répartition centralisé des demandeurs d'asile dans l'UE, fondé
sur la solidarité
Soutien financier accru aux États membres pour renforcer la protection physique des
frontières ou financer des projets d'accueil aux frontières
Mesures visant à expulser immédiatement les migrants qui commettent une infraction
et/ou les migrants en situation irrégulière

S'attaquer
aux causes
profondes de
la migration

Favoriser la conclusion d'accords et de partenariats spécifiques avec les pays
d'origine
Combattre le changement climatique dans les pays d'origine pour contrer la migration
climatique et reconnaître le statut de réfugié climatique
Établir des relations commerciales équitables
Investir dans davantage de plans d'aide au développement
Cesser l'engagement militaire européen dans les pays en développement et mettre
fin aux pratiques déstabilisatrices telles que les exportations agricoles
subventionnées

Figure 24 – Thème «Migration» de la carte mentale, partie 2



10. Éducation, culture, jeunesse et sport

Les idées publiées sous le thème de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport couvrent une variété de thèmes, compte tenu de leur nature multithématique. Comme ailleurs sur la plateforme, l'appel à promouvoir une identité européenne commune est un sentiment sous-jacent récurrent pour les thèmes recensés dans ce thème, avec des contributions liées, entre autres, aux échanges, à l'exposition à différentes cultures et à la mobilité. Ce sujet a généré un volume global de 4 976 contributions, comprenant 2 063 idées, 1 757 commentaires et 1 156 événements. Les différentes idées peuvent être regroupées dans les thèmes suivants:

- Favoriser une identité européenne commune
- Mobilité intra-UE
- Éducation à l'épreuve du temps
- Précarité du travail et chômage des jeunes
- Patrimoine européen
- Accès à l'éducation et à la culture
- Professionnels créatifs et universitaires
- Inclusivité dans le sport

Événements

Au cours de la période écoulée, les événements ont abordé une série de thèmes, tels que l'accès à l'enseignement supérieur, la mobilité et l'harmonisation des systèmes et des titres éducatifs. À titre d'exemple, un atelier participatif réunissant 30 jeunes participants a été organisé dans une ville rurale de France, dans le but de discuter des moyens d'améliorer la mobilité des jeunes dans les zones rurales (voir cet événement).

En Pologne, l'un des pays ayant enregistré le plus grand nombre d'événements sur ce sujet, les participants ont également discuté du rôle des jeunes migrants ukrainiens, y compris des moyens de renforcer leur intégration (voir cet événement). Lors de cet événement, qui a pris la forme d'un débat, les participants ont notamment discuté de solutions pour aider les enfants qui ne connaissaient pas la langue à s'adapter rapidement à la nouvelle situation.

En Espagne, un autre pays où le nombre d'événements liés à ce thème est élevé, les thèmes abordés concernaient en particulier les possibilités et les perspectives d'emploi pour les jeunes. Lors d'un événement organisé dans la région de Navarre, le sentiment général des jeunes participants à l'événement était assez pessimiste, la plupart d'entre eux se plaignant du manque de possibilités de s'émanciper et appelant à l'amélioration des transports scolaires, à une plus grande disponibilité des bourses et à une plus grande assistance dans les demandes de programmes de mobilité (voir l'événement).



Favoriser une identité européenne commune

En ce qui concerne le thème de l'identité européenne, l'un des sujets les plus discutés est celui de l'apprentissage des langues.

Dans le cadre de la notion d'enseignement des langues en tant que moyen de favoriser les échanges interculturels et de la manière dont il contribue à une identité européenne commune, plusieurs contributions soulignent la nécessité de surmonter la monolinguité de l'enseignement et appellent à la reconnaissance du caractère hétérogène et multilingue de l'Europe en tant que ressource (voir par exemple cette idée). De même, une table ronde organisée à Berlin a exploré le multilinguisme européen et les moyens de reconnaître et d'encourager la diversité multilingue (voir la manifestation). Un autre participant plaçant en faveur du multilinguisme demande un soutien accru à l'enseignement des langues minoritaires à l'école (voir cette idée). Un contributeur suggère d'introduire des

bons de voyage financés par l'UE pour les échanges linguistiques (voir cette idée).

Selon de nombreux participants, la création d'une langue européenne commune pourrait favoriser l'intégration européenne (voir par exemple cette idée). Cette question est également largement débattue sous le thème «Autres idées» (voir par exemple cette idée). La discussion porte sur les différents avantages et inconvénients d'une telle langue européenne commune et sur les différentes langues possibles, y compris l'espéranto (voir idée et idée, toutes deux fortement approuvées), le latin (voir exemple d'idée) ou l'anglais (voir exemple d'idée). Une conversation sur l'espéranto en particulier a suscité un certain intérêt en ligne, reflétant le dynamisme du débat autour d'une langue neutre pour tous les pays de l'UE (voir cet événement).

Une autre idée parmi les idées les plus approuvées concerne la création d'un radiodiffuseur public européen (voir cette idée). Plusieurs idées portent sur la création d'un plus grand nombre de portails médiatiques de l'UE (télévision, radio et médias sociaux) afin de mieux associer les citoyens européens aux questions et enjeux de l'UE, dans le but ultime de renforcer l'identité et les valeurs fondamentales européennes (voir par exemple cette idée). Favoriser la circulation des productions médiatiques européennes, par exemple en établissant un marché européen commun des médias, est également une idée avancée par de nombreux participants (voir par exemple cette idée). L'une des idées est la création d'une plateforme médiatique spécifique de l'UE adaptée à l'apprentissage des langues (voir cette idée).

Un sous-thème d'idées concerne l'éducation, où les contributeurs suggèrent l'introduction d'un cours obligatoire sur l'histoire et les institutions de l'UE dans toutes les écoles secondaires européennes en tant qu'outil permettant aux jeunes générations de susciter un intérêt et un sentiment d'appropriation à l'égard de l'UE, renforçant ainsi le processus de construction de l'identité de l'UE (voir par exemple cette idée). La connaissance de l'histoire européenne est également considérée comme essentielle par un autre participant, qui propose de lancer une enquête européenne pour mesurer la conscience historique des jeunes (voir cette idée), tandis qu'un autre avance l'idée de créer un manuel officiel d'histoire européenne (voir cette idée).

L'existence d'événements scolaires liés à l'UE est considérée comme essentielle par de nombreux participants (voir par exemple cette idée). l'un d'entre eux proposant la création d'un enseignant chargé de coordonner les événements et les programmes liés à l'UE (voir cette idée). De nombreuses idées liées à la promotion d'une identité européenne commune suggèrent diverses formes d'échange ou de jumelage entre les écoles de différents États membres afin de favoriser l'amitié par-delà les frontières des États membres (voir cette idée). Une idée propose de

promouvoir l'étude de l'histoire européenne dans les programmes scolaires, y compris l'histoire de chaque pays européen (voir [cette idée](#)).

Le sous-thème du sport en relation avec la promotion d'une identité européenne commune traite de l'organisation d'événements sportifs plus transnationaux et intereuropéens (voir par exemple une [idée](#)) et de la possibilité de créer une équipe sportive européenne qui pourrait participer à des événements internationaux (voir par exemple [une idée](#)). En outre, l'importance des symboles communs de l'UE a été soulignée en ce qui concerne la création d'une identité commune de l'UE, avec, entre autres, l'idée d'incorporer des drapeaux de l'UE sur les équipements sportifs et les uniformes des athlètes des États membres de l'UE (voir [cette idée](#)).

Une autre idée, qui est davantage soutenue et également largement mentionnée dans d'autres sujets, préconise la mise en place d'un jour férié européen le 9 mai afin de favoriser un esprit européen commun (voir par exemple [cette idée](#)).

La promotion de la culture européenne, telle que la musique dans différentes langues européennes, est mentionnée par un participant qui souhaite que les radios soient tenues de diffuser au moins 20 % de musique non anglaise (voir [cette idée](#)).

L'alimentation est également considérée comme un moyen de jeter des ponts entre les pays et les cultures européens (voir [cette idée](#)), ce qui a amené un participant à proposer la création d'une application de recettes européennes financée par l'UE (voir [cette idée](#)).



Mobilité intra-UE

Le thème de la mobilité intra-UE génère un nombre relativement élevé de contributions.

Soit ils avancent des idées pour améliorer les programmes de mobilité existants, soit ils présentent de nouvelles propositions originales.

Certains participants proposent la création d'un portail en ligne dirigé par l'UE pour postuler à des cours d'enseignement supérieur dans l'UE. Ce portail pourrait également permettre aux étudiants de postuler simultanément à différents programmes au sein de l'Union européenne (voir par exemple [cette idée](#)).

Un autre sous-thème soulevé par plusieurs contributeurs concerne l'extension du programme Erasmus aux jeunes non universitaires, par exemple en l'étendant aux étudiants du secondaire, y compris ceux de l'enseignement professionnel. Cela donnerait à ceux qui ne sont pas allés dans l'enseignement supérieur la possibilité de vivre à l'étranger, d'échanger de bonnes pratiques, d'apprendre de nouvelles langues et cultures

et d'élargir leurs compétences en général (voir par exemple [cette idée](#)).

En outre, les participants ont souligné la nécessité de rendre le programme Erasmus plus inclusif pour les étudiants à faible revenu. Une idée est d'améliorer l'adaptation des bourses Erasmus au coût de la vie dans chaque pays (voir [cette idée](#)). À cet égard, un participant propose de confier à l'université du pays de destination la tâche d'attribuer des bourses Erasmus, afin que les candidats puissent postuler directement auprès de leur université de destination préférée, plutôt que par l'intermédiaire de leur université d'origine (voir [cette idée](#)). La volonté d'améliorer la forme actuelle du programme met en évidence la prise de conscience de l'importance des programmes de mobilité éducative. Cela est également démontré par l'existence de divers événements liés à ce sujet et liés aux deux idées rapportées ci-dessus (voir [événement](#)).

Un participant demande que les étudiants britanniques soient réintégrés dans le programme Erasmus+ (voir [cette idée](#)).

En général, les idées concernant l'accessibilité et l'inclusivité du programme Erasmus réapparaissent fréquemment. À titre d'exemple, les dernières contributions suggèrent d'étendre le programme Erasmus à d'autres catégories de formation, telles que l'agriculture et l'artisanat (voir [cette idée](#)).

Un autre domaine d'intérêt est l'initiative «DiscoverEU». Certains participants proposent d'étendre l'initiative DiscoverEU à tous les jeunes Européens dès l'âge de 18 ans (voir par exemple [cette idée](#)).

Enfin, une idée relative à la mobilité universitaire concerne la ratification du traité de la convention de Lisbonne sur la reconnaissance afin de faciliter la mobilité professionnelle et universitaire en Grèce (voir [cette idée](#)).

Une idée unique concernant la mobilité, potentiellement de pays tiers, concerne la création d'un programme européen de bourses d'études «Étudiant à risque» pour les étudiants poursuivis dans leur propre pays afin de protéger la liberté académique (voir [cette idée](#)).



Éducation à l'épreuve du temps

De nombreuses idées expriment la nécessité de repenser l'éducation à l'ère numérique actuelle, en particulier après que la pandémie de COVID-19 a modifié les pratiques pédagogiques dans les écoles et les universités. Selon de nombreux contributeurs, repenser l'éducation à l'ère numérique est une condition préalable à la compétitivité et à la modernisation futures de l'Europe à l'échelle mondiale (voir par exemple [cette idée](#)).

Afin de faciliter l'accès aux cours, les participants proposent des justificatifs numériques et du matériel de recherche, ainsi que la création d'un répertoire unique de toutes les ressources universitaires ou d'une plateforme numérique européenne unique ouverte à tous les établissements d'enseignement supérieur accrédités de l'UE (voir [cette idée](#)). Cet appel va de pair avec la nécessité de promouvoir les TIC dans les écoles et les universités, notamment en subventionnant les écoles pour acheter du matériel (voir par exemple [cette idée](#)).

En ce qui concerne la question des équipements et des espaces adéquats pour l'éducation, une proposition qui a été fortement approuvée par les utilisateurs de la plateforme est celle d'un plan européen pour l'éducation. Il s'agirait d'«une stratégie européenne axée sur le soutien aux investissements directs dans les infrastructures éducatives et sur l'amélioration de l'accessibilité, de la connectivité et de la qualité de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie» (voir [cette idée](#)). Une autre idée fortement approuvée propose d'établir le droit à l'apprentissage et à la formation tout au long de la vie (voir [cette idée](#)).

La promotion des compétences non techniques, et en particulier des activités artistiques, est souvent considérée par les contributeurs comme une autre étape clé dans le développement de l'esprit critique des étudiants de l'UE et dans le renforcement de leurs valeurs mondiales, en particulier à un jeune âge (voir par exemple [cette idée](#)).

La mise en œuvre de méthodes éducatives inclusives, et plus généralement la promotion de la diversité dans l'éducation, est considérée comme un objectif important pour l'avenir de l'éducation dans l'UE (voir [cette idée](#)). Cela reflète également les idées concernant la nécessité de lutter contre les féminicides (voir [cette idée](#)) et l'antisémitisme par l'éducation (voir [cette idée](#)).

Un sous-thème d'idées aborde la nécessité de réformer les pratiques éducatives pour produire des adultes capables d'être des citoyens actifs de l'UE. Outre les échanges et l'éducation sur l'UE, comme indiqué ci-dessus, ce sous-thème comprend des idées abordant la nécessité d'encourager la participation sociale active des jeunes élèves dans les écoles (voir [cette idée](#)) ou d'inculquer des compétences interculturelles, par exemple, avec davantage de pratiques d'apprentissage des langues étrangères (voir [cette idée](#)). Une idée connexe, à savoir la diversité des langues et le rôle que leur exposition aux médias peut jouer pour faciliter l'apprentissage et la création d'une identité européenne commune, a été explorée lors d'un certain nombre d'événements (voir par exemple un [événement](#)). Un groupe de contributeurs a attiré l'attention sur la nécessité de repenser le système éducatif actuel afin de préparer les jeunes au monde de demain. Les contributeurs appellent à une éducation à l'économie et à la finance (voir [cette idée](#)) et au changement climatique (voir par exemple [cette idée](#)), y compris à la

création d'un corps européen pour le climat (voir [cette idée](#)). En outre, ils demandent la mise en place de mécanismes visant à améliorer les compétences des jeunes dans le domaine des STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques), par exemple au moyen d'un programme de compétences de base en STIM à l'échelle de l'UE (voir [cette idée](#)). En outre, comme indiqué dans le thème de la transformation numérique, les contributeurs demandent que les jeunes soient formés au bien-être numérique (voir par exemple [cette idée](#)). La question du bien-être numérique peut également relever de l'appel plus général en faveur d'un soutien accru en matière de santé mentale dans les écoles (voir [cette idée](#)). Dans l'idée d'une éducation à l'épreuve du temps conçue par certains participants, les programmes scolaires sont flexibles (voir [cette idée](#)) et les écoles soutiennent les associations d'étudiants et les activités formant les étudiants à être des adultes autonomes (voir [cette idée](#)). À cet égard, la proposition visant à accroître l'influence des organisations de la société civile dans les écoles pourrait aller de pair avec ce concept d'école plus «participatif» (voir [cette idée](#)). L'idée d'encourager la pratique du sport et d'augmenter les cours de sport à l'école est également conforme à ce point de vue (voir [cette idée](#)). Les évaluations des enseignants, idéalement coordonnées par l'Union européenne, sont également préconisées par d'autres participants (voir [cette idée](#)).

Un volet d'idées traite également de l'alignement de l'éducation (professionnelle) sur le monde du travail (voir par exemple [cette idée](#)) et de la nécessité d'encourager les compétences entrepreneuriales dans l'éducation (voir [cette idée](#)). Certaines idées ajoutées sur la plateforme mettent l'accent sur la formation à l'innovation et à l'esprit d'entreprise (voir par exemple [cette idée](#)) et sur la nécessité d'une meilleure reconnaissance de l'apprentissage informel (voir par exemple [cette idée](#)). À cet égard, une autre proposition consiste à introduire une orientation professionnelle obligatoire pour évaluer les talents et les intérêts des élèves au début de leur cursus scolaire (voir [cette idée](#)).

Un autre thème qui a émergé à la suite de la diffusion des cours en ligne pendant la pandémie est celui de l'enseignement à domicile. Un participant demande que l'enseignement à domicile soit reconnu dans tous les pays de l'UE (voir [cette idée](#)).

L'idée d'établir un examen final standard, commun à tous les pays de l'UE, est proposée par un participant (voir [cette idée](#)).



Précarité du travail et chômage des jeunes

L'emploi des jeunes est un sujet récurrent sur la plateforme, notamment parce qu'il est strictement lié à l'éducation et à la formation. De nombreuses idées

concernant les programmes éducatifs mettent également l'accent sur l'employabilité et la transition vers le marché du travail (voir par exemple [cette idée](#)). Toutefois, en ce qui concerne les jeunes, la question du chômage et des jeunes «ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation» (NEET) est également considérée comme essentielle par les participants, et certaines idées y afférentes sont fortement approuvées (voir par exemple [cette idée](#)). La question de la précarité du travail chez les jeunes est abordée par de nombreux participants, qui appellent à soutenir les jeunes dans des conditions de travail précaires grâce à des emplois de qualité, à une rémunération équitable et à l'accès à la protection sociale (voir [cette idée](#) et [cette idée](#)). En ce qui concerne l'emploi précaire, un répondant demande à l'UE de supprimer les stages non rémunérés (voir [cette idée](#)). D'autres proposent d'étendre certaines garanties et formes de soutien à l'emploi consacrées à la jeunesse (voir [cette idée](#)), voire la mise en œuvre de normes de qualité qui seraient contraignantes pour tous les emplois créés dans le cadre des plans de relance nationaux et de l'UE ([voir cette idée](#)). Certains contributeurs accordent une attention particulière aux États membres les plus touchés par le chômage des jeunes, tels que les pays méditerranéens (voir [cette idée](#)).

Un événement organisé en Lituanie a mis l'accent sur les multiples défis auxquels les jeunes sont confrontés après la pandémie, notamment le chômage. L'événement a permis de déterminer si le programme stratégique 2019-2024 du Conseil européen tient pleinement compte des problèmes spécifiques des jeunes (voir [l'événement](#)).



Patrimoine européen

Une catégorie relativement plus restreinte de contributions est celle qui demande la protection et la célébration de la culture et du patrimoine européens, par exemple en introduisant un commissaire européen à la culture (voir [cette idée](#)) et, en général, en investissant davantage dans la préservation du patrimoine culturel commun de l'UE. Des appels sont également lancés en faveur de la préservation des traditions exprimées par les groupes minoritaires en particulier (voir [cet événement](#)), ainsi que du patrimoine culturel religieux (voir [cette idée](#)).

D'une manière plus générale, la création d'une bibliothèque virtuelle, associée aux bibliothèques des différents États membres de l'UE, a été suggérée dans le but de rendre les livres et œuvres d'art rares plus largement accessibles à tous les citoyens de l'UE (voir [cette idée](#)).

Accès à l'éducation et à la culture

Le thème de l'accès à l'éducation est fréquemment mentionné. Cela englobe différents types d'inégalités d'accès, ainsi que des niveaux d'éducation distincts, en mettant particulièrement l'accent sur l'enseignement supérieur. Bien que les idées relatives à ce sujet soient relativement moins discutées, une proposition visant à rendre l'accès à l'éducation gratuit pour tous a été favorablement accueillie par certains participants (voir [cette idée](#)).

Une transition considérée comme essentielle par les participants est celle entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. À cet égard, les participants lancent de multiples appels pour soutenir les étudiants dans cette transition cruciale (voir par exemple [cette idée](#)), y compris au moyen de programmes d'orientation universitaire améliorés (voir [cette idée](#)). Certaines catégories sont particulièrement défavorisées en ce qui concerne l'accès à l'enseignement supérieur. À cet égard, il est demandé d'aider les minorités ethniques et les personnes handicapées à accéder aux études tertiaires (voir [cette idée](#)). D'autres participants sont conscients que d'autres obstacles à l'éducation peuvent être de nature géographique ou économique. Pour surmonter ces obstacles, de nombreux participants demandent davantage de ressources éducatives dans les zones rurales (voir par exemple [cette idée](#)), et certains proposent d'établir différents types de prestations sociales financées par l'UE afin de garantir l'autonomie financière des étudiants (voir par exemple [cette idée](#)).

Les inégalités d'accès affectent non seulement l'enseignement supérieur, mais aussi les installations culturelles et les musées. D'où l'appel d'un participant à faciliter l'accès des personnes handicapées aux musées (voir [cette idée](#)). Cette question a également fait l'objet de la campagne «We All Need Theatre» (voir [l'événement](#)), consacrée spécifiquement à l'accessibilité des théâtres pour les personnes handicapées. Une autre proposition concerne l'introduction d'un laissez-passer européen pour les musées afin de rendre les musées plus abordables (voir [cette idée](#)). Cette idée reflète celle de l'introduction de laissez-passer ou de bons culturels, avancés par plusieurs participants (voir par exemple [cette idée](#)). Une autre idée vise plutôt à aborder cette question dans une perspective plus large, en proposant d'augmenter le financement public de la culture, réduisant ainsi sa dépendance à l'égard des fonds privés (voir [cette idée](#)).

Une situation particulière de désavantage mise en évidence par un participant est celle des anciens détenus. Bien qu'ils aient purgé leur peine, de nombreux anciens détenus ont du mal à retrouver une vie sociale normale, ce qui augmente leur risque de récidive. Par conséquent, l'éducation et la formation

dans les prisons sont particulièrement importantes (voir [cette idée](#)).

Afin d'accroître la sensibilisation à ces questions, un participant avance l'idée d'instaurer une Journée de l'égalité des chances au niveau européen (voir [cette idée](#)).



Professionnels créatifs et académiques

Comme mentionné précédemment, la question de la précarité au travail, en particulier chez les jeunes, a suscité un niveau d'attention considérable de la part des participants à la plateforme. Le secteur créatif est particulièrement touché par le travail précaire.

L'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les conditions de travail des professionnels de la culture, ainsi que des communautés créatives, a donné lieu à une réflexion sérieuse sur leur statut et le rôle des institutions de l'UE dans la mise en place d'un cadre juridique qui améliorerait la précarité du secteur (voir par exemple [cette idée](#)). Un participant demande à l'UE de soutenir le secteur de la création afin de garantir une rémunération équitable aux travailleurs de la création (voir [cette idée](#)). Selon une autre contribution, les fonds du Fonds de relance devraient être utilisés pour financer le secteur culturel, et le secteur du livre en particulier (voir [cette idée](#)), tandis qu'une contribution demande spécifiquement d'accroître le soutien financier aux instituts de danse (voir [cette idée](#)).

La professionnalisation des travailleurs culturels a été un sujet de discussion crucial lors de plusieurs événements organisés dans toute l'Europe autour de la culture (voir exemple d'événement). Un participant propose que l'UE reconnaisse le statut d'artiste, ce qui faciliterait également les échanges culturels (voir [cette idée](#)).

D'autres recommandations concernant la sphère créative concernent à la fois le soutien aux organisations qui opèrent au niveau local et la mise en place d'un système intégré de cofinancement national et régional qui faciliterait une plus grande coopération culturelle internationale (voir par exemple [cette idée](#)).

Les professionnels universitaires et les chercheurs constituent une autre catégorie professionnelle fortement touchée par la précarité au travail. Une idée propose de modifier la manière dont les subventions de recherche sont allouées afin de les rendre plus adaptées à la recherche intersectionnelle (voir [cette idée](#)).

Inclusivité dans le sport



Les idées liées au sport, en particulier lorsque cela est discuté en tant que sujet en soi, occupent un espace un peu plus petit sur la plateforme. Cependant, le thème du sport a été discuté par de nombreux participants.

Comme mentionné précédemment, de nombreux participants préconisent une équipe sportive européenne, et d'autres appellent à davantage de pratique sportive dans les écoles, mais le sujet du sport est souvent mentionné également en relation avec d'autres thèmes, tels que l'inclusivité. Les participants s'interrogent sur la capacité du sport à être inclusif (voir par exemple [cette idée](#)) et proposent des idées pour améliorer l'inclusivité du sport (voir par exemple [cette idée](#)). Une contribution demande à l'UE de garantir l'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport, notamment par la création d'une autorité européenne spécifique (voir [cette idée](#)). Lors d'une réunion organisée par Europa Press, les participants ont débattu de la question de savoir si la mode sportive sexualise. Un autre contributeur s'interroge sur la grande variété des systèmes de taxation universitaire, parfois élevés, dans l'UE, en appelant à une fiscalité universitaire équitable (voir [cette idée](#)).

Un autre aspect souvent mentionné du sport est l'inégalité des connaissances du public sur les sports moins courants (voir par exemple [cette idée](#)). À cet égard, selon une idée, les institutions devraient intervenir pour soutenir les sports moins pratiqués (voir [cette idée](#)).

Un événement organisé en Allemagne a permis de discuter de la manière dont le sport peut contribuer à l'action pour le climat, avec des participants, qui étaient pour la plupart membres de clubs sportifs, partageant des exemples de bonnes pratiques (voir [l'événement](#)).

Nouvelles idées au cours de la période écoulée (21/02/2022 – 09/05/2022)

Aucun nouveau thème ou sous-thème n'a été avancé dans les contributions les plus récentes.

En ce qui concerne les idées, plusieurs suggestions portaient sur le thème de l'éducation à l'épreuve du temps, telles que la modernisation des programmes scolaires (voir par exemple [cette idée](#)), ou la réforme et l'harmonisation des systèmes éducatifs divergents (voir par exemple [cette idée](#)). La mise en place de programmes de formation pour les enseignants a

également été proposée, les participants à un événement organisé en Italie soulignant la nécessité de former les enseignants aux possibilités offertes par l'UE (voir cette idée et cet événement). Le thème de la santé mentale a également été abordé, un contributeur suggérant une aide psychologique gratuite dans les écoles (voir [cette idée](#)).

Un autre thème qui est apparu fréquemment concerne la promotion d'une identité européenne commune (voir par exemple [cette idée](#)). Comme indiqué précédemment, les contributeurs estiment que les programmes d'échange jouent un rôle clé dans la promotion de la diversité et le renforcement de la confiance des citoyens dans l'UE (voir cette idée).

Nombreuses idées liées à la mobilité au sein de l'UE, les participants appelant à développer les initiatives d'échange (voir par exemple cette idée).

Un débat de jeunesse organisé à Naples par Europe Direct a généré un certain nombre d'idées sur le thème de l'éducation, telles que la nécessité de créer un système éducatif européen commun, avec une reconnaissance des qualifications académiques entre les différents pays de l'UE mentionnée comme une étape clé dans cette direction (voir cette idée). Une autre proposition soulignait la nécessité d'améliorer l'accès à l'enseignement supérieur et à la culture (voir cette idée).

Sur le thème de la jeunesse, les contributions abordent les questions de l'emploi des jeunes également abordées dans d'autres sujets. En outre, un contributeur plaide en faveur du renforcement du rôle des jeunes dans les médias, afin de garantir une représentation équitable et une couverture négative moins stéréotypée (voir [cette idée](#)).

L'importance du sport et des activités de loisirs a également été soulignée par de nombreux participants, qui ont souligné le rôle clé de l'éducation sportive, mais aussi des activités paneuropéennes qui y sont liées (voir par exemple l'idée sur l'éducation sportive).

Les idées moins fréquemment mentionnées concernent les professionnels créatifs et universitaires, ainsi que le soutien à la recherche universitaire transfrontalière et à la coopération scientifique (voir par exemple cette idée).

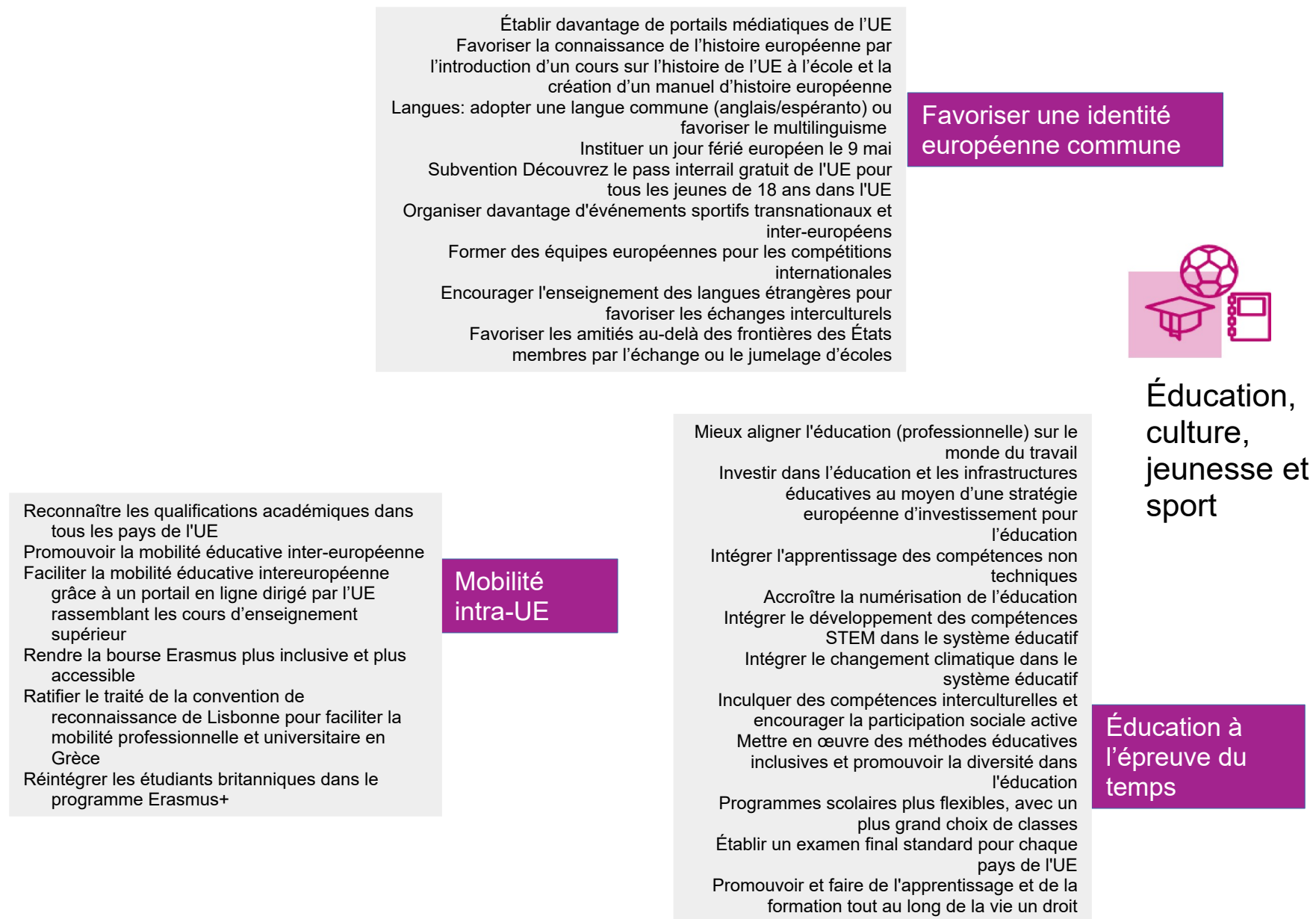


Figure 25 – Carte mentale du thème «Éducation, culture, jeunesse et sport», partie 1

Précarité du travail et chômage des jeunes

Actions immédiates et concrètes pour lutter contre le chômage des jeunes
Garantir de meilleures conditions de travail pour les jeunes dans l'UE
Reconnaître l'apprentissage informel



Éducation, culture, jeunesse et sport

Professionnels créatifs et académiques

Fournir un cadre juridique pour réduire la précarité culturelle, créative et secteur universitaire
Professionnaliser les travailleurs culturels
Renforcer la coopération culturelle transfrontalière et internationale
Financer la recherche universitaire et changer la façon dont les fonds sont alloués
Utiliser les fonds du Fonds de relance pour soutenir le secteur culturel

Patrimoine européen

Célébrer, protéger et valoriser la culture et le patrimoine européens
Introduire un commissaire européen à la culture
Préservation des traditions et du patrimoine culturel des minorités et des groupes religieux

Accès à l'enseignement supérieur et à la culture

Soutenir le passage de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur grâce à des programmes d'orientation dédiés
Examiner le rôle des inégalités ethniques, physiques et socio-économiques dans la détermination d'une inégalité d'accès à l'enseignement supérieur
Améliorer l'accessibilité aux sites culturels, comme les théâtres, pour les personnes handicapées
Assurer la formation et l'éducation des détenus
Reconnaître l'apprentissage informel

Inclusivité dans le sport

Promouvoir des sports moins traditionnels
Accroître l'inclusion ethnique et de genre dans le sport
Le sport comme véhicule d'inclusivité

Figure 26 – Carte mentale du thème «Éducation, culture, jeunesse et sport», partie 2



ANNEXE I : Liste des idées actuellement les plus approuvées et commentées par sujet



Idées les plus commentées et approuvées par thème (19/04 /2021–09/05/2022)

La présente annexe présente les idées les plus approuvées et les plus commentées au titre de chaque thème au 9 mai 2022, y compris les suggestions formulées par des particuliers, ainsi que les idées promues par des organisations. Il comprend également les idées enregistrées sous le thème «Autres idées»; dans le reste du rapport, les idées relevant de ce thème ont été placées sous l'un des neuf thèmes thématiques, ou plusieurs thèmes en cas de questions transversales. L'objectif de la présente annexe est de refléter un niveau élevé d'intérêt pour certaines idées sur la plateforme ou de débat sur celles-ci.

Il convient de noter que les mentions sont similaires à un «like/up-vote» dans les médias sociaux. Elles indiquent l'intérêt et la préférence générale des participants à l'égard d'une idée, sans donner d'indications quant à une quelconque opposition à celle-ci. Par conséquent, le nombre d'approbations n'est pas un indicateur du soutien global à l'idée, mais seulement l'un des nombreux aspects à prendre en considération dans l'analyse des contributions de la plateforme. Les commentaires peuvent couvrir une gamme de commentaires, de neutres à d'accord ou fortement en désaccord. Pour de plus amples informations sur l'analyse des contributions sur la plateforme, voir l'annexe II.

	Le plus approuvé	Les plus commentés
Le changement climatique et la environnement	Idée : Transition juste (voir cette idée) Approbations : 477 Observations : 19	Idée : Promotion de l'énergie nucléaire lorsque les énergies renouvelables ne peuvent pas être utilisées (traduit) (voir cette idée) Approbations : 120 commentaires: 162
	Idée : Arrêter toutes les subventions aux combustibles fossiles (traduit) (voir cette idée) Approbations : 326 Commentaires: 28	Idée : Améliorer la protection de la nature, de l'environnement, de la biodiversité et des personnes en développant des centrales éoliennes industrielles en Europe (voir cette idée) Approbations : 36 commentaires: 96
	Idée : Rendre le réseau ferroviaire européen plus accessible et plus utile pour remplacer les connexions intra-UE (voir cette idée) Approbations : 240 commentaires: 35	Idée : Faire de l'énergie nucléaire l'élément central de la transformation écologique (voir cette idée) Approbations : 37 commentaires: 79
	Idée : Euro Trainscanner (traduit) (voir cette idée) Approbations : 203 Commentaires: 63	Idée : Réduire la pollution de l'environnement by Politique d'immigration (voir cette idée) Approbations : 8 Observations : 74
	Idée : Interdiction de la pêche à l'appât vivant au sein de l'UE (voir cette idée) Approbations : 177 Commentaires: 23	Idée : Euro Trainscanner (traduit) (voir cette idée) Approbations : 203 Commentaires: 63

	Le plus approuvé	Les plus commentés
Santé	Idée : Technologies de longévité de longévité sains à forte intensité scientifique: développement et accès (voir cette idée) Approbations : 603 Commentaires:83	Idée : Arrêter le changement d'heure à l'heure d'été: Une heure astronomique et une option astronomique correctes toutes les heures d'ouverture sont reportées à 1 heure plus tôt(voir cette idée) Approbations : 41 Observations : 131
	Idée : Égalité d'accès à des services publics abordables et de haute qualité, à la santé (voir cette idée) Approbations : 462 Commentaires: 17	Idée : Santé à forte intensité scientifique longevity technologies: développement et accès (voir cette idée) Approbations : 603 Commentaires:83
	Idée : Recherche sur l'encéphalomyélite myalgique (EM/SFC) (voir cette idée) Approbations:217 Commentaires: 5	Idée : Une assistance plus efficace grâce à un langage commun: Espéranto (traduit) (voir cette idée) Approbations : 43 commentaires: 36
	Idée : Focus sur Anti-Aging et Longevity research (voir cette idée) Approbations : 168 commentaires: 32	Idée : Multilinguisme à l'hôpital: Personnel médical formé à la langue internationale espéranto (traduit) (voir cette idée) Approbations : 22 commentaires: 35
	Idée : Traiter le changement pour renforcer les pouvoirs de l'UE en matière de santé (voir cette idée) Approbations : 117 commentaires: 7	Idée : Focus sur Anti-Aging et Longevity research (voir cette idée) Approbations: 168 Observations : 32

	Le plus approuvé	Les plus commentés
Une économie plus forte, la justice sociale et l'emploi	Idee : Faire en sorte que le budget de l'UE fonctionne pour les Européens: Une union budgétaire (voir cette idée) Approbations : 581 Commentaires: 33	Idea : Revenus de base inconditionnels (UBI) dans l'ensemble de l'UE qui garantissent l'existence matérielle de toute personne et l'opportunité de participer à la société (voir cette idée) Approbations : 319 Commentaires: 127
	Idee : Nouveau modèle économique et nouvelle gouvernance de l'UE (voir cette idée) Approbations : 561 Commentaires: 34	Idee : Combien d'argent l'espéranto sauvera-t-il l'Union européenne? (voir cette idée) Approbations : 79 commentaires: 85
	Idee : Socle européen des droits sociaux pour une économie de marché sociale (voir cette idée) Approbations : 557 Commentaires: 37	Idee : Revenu de base inconditionnel (traduit) (voir cette idée) Approbations : 77 commentaires: 83
	Idee : Un contrat social renouvelé pour l'Europe pour une reprise équitable (voir cette idée) Approbations : 528 Commentaires: 32	Idee : Un protocole social dans les traités pour mettre fin au dumping des salaires et des conditions de travail (voir cette idée) Approbations : 329 Commentaires: 66
	Idee : Un protocole social dans les traités pour mettre fin au dumping des salaires et des conditions (voir cette idée) Approbations : 329 Commentaires: 66	Idee : Commencer à lutter contre les paradis fiscaux à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE (voir cette idée) Approbations : 269 Commentaires: 52

	Le plus approuvé	Les plus commentés
L'UE dans le monde	Idée : La CES appelle à une réforme de la politique commerciale et d'investissement de l'UE et à une relance du multilatéralisme mondial (voir cette idée) Approbations : 463 Commentaires: 17	Idée : La création de l'European Army (voir cette idée) Approbations : 441 Commentaires: 204
	Idée : La création de l'European Army (voir cette idée) Approbations : 441 Commentaires: 204	Idée : Le portail internet «European Union - News» devrait également informer dans le monde l'espéranto, langue auxiliaire (traduit) (voir cette idée) Approbations : 40 commentaires: 64
	Idée : Uncting comme un: L'UE en tant qu'acteur mondial (voir cette idée) Approbations : 301 Commentaires: 25	Idée : Unir l'Europe: Poursuite de l'élargissement de l'UE (voir cette idée) Approbations : 230 commentaires: 61
	Idée : Politique étrangère au niveau de l'UE sur la base de la majorité absolue, et non de l'unanimité (voir cette idée) Approbations : 258 Commentaires: 51	Idée : Politique étrangère au niveau de l'UE fondée sur la majorité absolue, et non sur l'unanimité (voir cette idée) Approbations : 258 Commentaires: 51
	Unir l'Europe: Poursuivre l'élargissement de l'UE (voir cette idée) Approbations : 230 commentaires: 61	Idée : Intégration des forces spéciales des États membres au niveau européen (voir cette idée) Approbations : 22 commentaires: 33

	Le plus approuvé	Les plus commentés
Valeurs et droits, État de droit, sécurité	Idée : 10 millions de voix: faire du catalan une langue officielle de l'UE (voir cette idée) Approbations : 923 Commentaires: 119	Idea : Protéger la vie humaine vulnérable: une valeur de l'Europe (voir cette idée) Approbations : 244 Commentaires: 190
	Idée : Pas de deux poids deux mesures dans la défense de la démocratie et de l'État de droit (voir cette idée) Approbations : 628 Commentaires: 48	Idée : Création d'une armée européenne commune (voir cette idée) Approbations : 68 commentaires: 183
	Idée : Renforcer le caractère exécutoire des instruments relatifs aux droits de l'homme (voir cette idée) Approbations : 480 Commentaires: 14	Idée : Trisomie 21: Nous voulons plus... (voir cette idée) Approbations : 82 Commentaires: 142
	Idée : Égalité entre les femmes et les hommes (voir cette idée) Approbations: 468 Observations : 21	Idée : Protéger nos valeurs fondamentales: Mécanisme pour la démocratie, l'état de droit et le financement des droits mentaux (voir cette idée) Approbations : 257 Commentaires: 116
	Idée : Protéger nos valeurs fondamentales: Mécanisme pour la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux (voir cette idée) Approbations : 257 Commentaires: 116	Idée : Reconnaissance de l'espéranto comme l'une des langues culturelles des citoyens de l'UE. (voir cette idée) Approbations : 223 Commentaires: 90

	Le plus approuvé	Les plus commentés
Transformation numérique	Idée : Numérisation équitable (voir cette idée) Approbations : 494 Observations : 43	Idée : EU-CAP = Citoyens européens Awareness Platform (voir cette idée) Mentions légales: 1 Observations : 81
	Idée : Soutien public aux logiciels et au matériel open source (traduit)(voir cette idée) Approbations : 153 Observations : 9	Idée : Ban cryptocurrencies (voir cette idée) Approbations : 14 Observations : 53
	Idée : Vers une éthique A I: promouvoir le débat et éviter les inégalités (voir cette idée) Approbations : 125 Observations : 6	Idée : Promouvoir des programmes de radio et de télévision qui informent l'espéranto via un canal de distribution numérique (DAB+ ou DVB-T2) également dans la langue auxiliaire mondiale (traduit)(voir cette idée) Approbations : 26 Observations : 47
	Idée : Fabrication européenne de puces (traduit) (voir cette idée) Approbations : 120 Observations : 34	Idée : Revenu universel pour les mainteneurs open source (voir cette idée) Approbations : 59 Observations : 43
	Idée : RGPD : La diminution de la collecte de données à caractère personnel devrait être facilitée au moins autant que leur acceptation. Approbations: 105 Observations : 5	Idée : Numérisation équitable (se eidée) Approbations : 494 Observations : 43

	Le plus approuvé	Les plus commentés
Démocratie européenne	Idée : Pour un mécanisme clarity sur le droit à l'autodétermination (voir cette idée) Approbations : 1 009 commentaires: 211	Idée : Pour un mécanisme clarity sur le droit à l'autodétermination (voir cette idée) Approbations : 1 009 commentaires: 211
	Idée : Plus forts ensemble: Une fédération européenne démocratique (voir cette idée) Approbations : 946 Commentaires: 184	Idée : Nous avons besoin d'une langue européenne commune (voir cette idée) Approbations : 121 commentaires: 191
	Idée : Unbolish le Veto du Conseil! (pétition aux représentants de la conférence) (voir cette idée) Approbations : 784 Commentaires: 88	Idée : Plus forts ensemble: Une fédération européenne démocratique (voir cette idée) Approbations : 946 Commentaires: 184
	Idée : Un plan de réforme pour une démocratie européenne fondée sur les citoyens (voir cette idée) Approbations : 613 Commentaires: 62	Idée : Élire directement le président de l'Union européenne (voir cette idée) Approbations : 222 Commentaires: 114
	Idée : Il ne peut y avoir de véritable démocratie européenne sans une puissance fiscale autonome de l'UE (traduit) (voir cette idée) Approbations : 588 Commentaires: 38	Idée : Meilleures compétences linguistiques – meilleure démocratie. L'anglais et l'espéranto! (voir cette idée) Approbations : 180 commentaires: 110

	Le plus approuvé	Les plus commentés
Migration	Idée : Une migration commune et commeylum policy, fondée sur le respect des droits et l'égalité de traitement (voir cette idée) Approbations : 484 Observations : 56	Idée : Fini l'immigration en provenance de pays non européens ou non du premier monde (voir cette idée) Approbations : 135 Observations : 139
	Idée : Fini l'immigration en provenance de pays non européens ou non du premier monde (voir cette idée) Approbations : 135 Observations : 139	Idée : Suppression des demandeurs/migrants non autorisés (traduit) (voir cette idée) Approbations : 45 Observations : 91
	Idée : Pas de frontières pour humanity: une police de l'immigration unique (voir cette idée) Approbations : 90 Observations : 12	Idée : Migration et intégration (voir cette idée) Approbations : 76 Observations : 71
	Idée : Expulsion de l'UE (traduit) (voir cette idée) Approbations : 90 Observations : 40	Idée : Enseigner la langue nationale via l'espéranto: Promouvoir les organisations qui le font (traduit) (voir cette idée) Approbations : 28 Observations : 59
	Idée : Migration et intégration (voir cette idée) Approbations : 77 Observations : 71	Idée : Une migration commune et une politique globale, fondée sur le respect des droits et l'égalité de traitement (voir cette idée) Approbations : 484 Observations : 56

	Le plus approuvé	Les plus commentés
Éducation, culture, youth et sport	Idée : L'UE a besoin d'un meilleur apprentissage des langues (voir cette idée) Approbations : 729 Commentaires: 157	Idée : L'UE a besoin d'un meilleur apprentissage des langues (voir cette idée) Approbations : 729 Commentaires: 157
	Idée : Jeunes. L'UE ne peut pas financer la précarité (voir cette idée) Approbations : 477 Observations : 20	Idée : Des apprenants de langues plus heureux, des professeurs de langues plus performants (traduit) (voir cette idée) Approbations : 141 Observations : 98
	Idée : L'apprentissage tout au long de la vie et le droit à la formation pour devenir une réalité pour toujours en Europe (voir cette idée) Approbations : 466 Observations : 21	Idée : Enseignement des langues en Europe (traduit) (voir cette idée) Approbations : 184 Observations : 83
	Idée : Une leçon sur l'espéranto pour les écoliers de l'Union européenne (voir cette idée) Approbations : 238 Observations : 62	Idée : Une leçon sur l'espéranto pour les écoliers de l'Union européenne (voir cette idée) Approbations : 235 Observations : 62
	Idée : Créé chez European Public Broadcaster (voir cette idée) Approbations : 195 Observations : 54	Idée : Espéranto - Langue auxiliaire internationale (voir cette idée) Approbations : 111 Observations : 61

	Le plus approuvé	Les plus commentés
Autres idées	Idée : Pour la souveraineté européenne. Les réformes nécessaires (traduit) (voir cette idée) Approbations : 508 Observations : 26	Idée : L'espéranto, une langue neutre commune, conçue pour être facile à apprendre, un outil pour une Union européenne plus unie (voir cette idée) Approbations : 261 Commentaires: 233
	Idée : Reconnaissance officielle de l'espéranto comme l'une des langues des citoyens de l'UE (voir cette idée) Approbations : 325 Observations : 138	Idée : Reconnaissance officielle de l'espéranto comme l'une des langues des citoyens de l'UE (voir cette idée) Approbations : 325 Observations : 138
	Idée : L'espéranto, une langue neutre commune, conçue pour être facile à apprendre, un outil pour une Union européenne plus unie (voir cette idée) Approbations : 261 Observations : 233	Idée : Salutations du drapeau européen (traduit) (voir cette idée) Approbations : 1 Observations : 120
	Idée : Un plan de transition vers une science sans animaux (voir cette idée) Approbations : 236 Observations : 23	Idée : Union européenne -  fédéral (traduit) (voir cette idée) Approbations : 126 Observations : 82
	Idée : Arrêter une souffrance animale dans le commerce d'animaux exotiques avec une liste positive (voir cette idée) Approbations : 228 Observations : 8	Idée : Doption d'une langue européenne (traduit) (voir cette idée) Approbations : 75 Observations : 73



ANNEXE II: Méthodologie

Les mesures utilisées pour l'analyse dans le présent rapport proviennent d'une plateforme en direct où les données sont modérées et mises à jour de manière continue, même pendant toute la période d'analyse des données de l'équipe de recherche. Cela peut conduire à de petits écarts dans les données numériques.

Les principaux paramètres utilisés pour l'analyse quantitative sont les suivants:

- Données numériques sur les idées téléchargées par les contributeurs, que ce soit en tant qu'individus ou en tant que représentants d'une organisation. Les données numériques sont constituées d'un certain nombre d'idées – globalement et au sein des différents thèmes.
- Données numériques sur les mentions: les mentions sont similaires à un «like/up-vote» dans les médias sociaux. Ils contribuent à indiquer l'intérêt des participants pour une idée et leur préférence générale pour celle-ci, sans donner d'indications quant à une quelconque opposition à celle-ci. Par conséquent, le nombre d'approbations n'est pas en soi un indicateur du soutien global à l'idée, mais seulement l'un des nombreux aspects pris en considération dans l'analyse des contributions sur la plate-forme. Les données numériques se composent du nombre d'endossements – globalement, au sein des différents thèmes et liés à une idée particulière (utilisé également pour la liste des idées par le nombre d'endossements).
- Données numériques sur les commentaires des participants: l'analyse couvre également le nombre de commentaires des participants sur leurs idées respectives, étant donné qu'ils indiquent le niveau d'engagement actif sur une idée. Sur le fond, les commentaires peuvent

couvrir une gamme de commentaires, allant de neutres à d'accord ou fortement en désaccord. Cela se reflète dans l'analyse qualitative (voir ci-dessous). Les données numériques se composent du nombre de commentaires – globalement, au sein des différents thèmes et liés à une idée particulière (utilisé également pour la liste des idées par le nombre de commentaires).

- Données numériques sur les événements: les contributeurs peuvent créer des événements sur la plateforme et télécharger des rapports d'événements. Les données numériques couvrent le nombre d'événements – globalement et au sein des différents thèmes.
- Données sociodémographiques (anonymisées): Avant de collaborer avec la plateforme, les contributeurs sont invités à fournir des informations sur leur pays de résidence, leur formation, leur âge, leur sexe et leur statut professionnel. Les données sont traitées de manière anonyme. Étant donné que ces informations sont partagées volontairement (environ 70,5 % des participants les fournissent), il existe des limites quant à la perspicacité qui peut être fournie dans les profils des participants. Les répondants sont particulièrement peu susceptibles de fournir des informations sur leur profession, leurs études et leur pays de résidence. Pour les organisations, seul le pays de résidence peut être fourni.

L'objectif principal du rapport est l'analyse **qualitative** sur la base d'idées, de commentaires et de rapports d'événements, afin de fournir une vue d'ensemble du contenu de la plateforme. Les thèmes et sous-thèmes sont identifiés dans les sujets prédéfinis.

Dans la pratique, au sein de chaque sujet, une analyse textuelle manuelle et un regroupement de toutes les idées proposées et des événements clôturés avec des rapports d'événements ont été effectués par une équipe de recherche. Pour soutenir ce travail, le contenu disponible via la plate-forme a été traité par un système automatisé d'analyse de texte, qui a été utilisé pour aider les analystes à comprendre de grands volumes de saisie de texte. Il permet le regroupement (clustering) des contributions entre les langues, et permet de rechercher des contenus similaires sur la plate-forme et entre les langues. Les analystes utilisent le système d'analyse de texte pour faciliter l'analyse de

contenu multilingue et pour identifier plus facilement les multiples occurrences d'une idée similaire dans diverses contributions. Cela permet d'évaluer le niveau d'occurrence d'un thème ou d'un sous-thème identifié. Le système d'analyse de texte évalue uniquement le contenu soumis via la plate-forme. Il s'agit notamment des réponses pseudonymisées au questionnaire sociodémographique, qui est utilisé pour compiler les données sociodémographiques, et des autres contenus (idées, commentaires et approbations) soumis sur la plateforme (y compris les métadonnées associées telles que l'heure à laquelle la contribution a été apportée). Par la suite, l'équipe de recherche a lu les idées au sein de la grappe identifiée ainsi que les descriptions d'événements et leurs rapports d'événements pour fournir un résumé des thèmes communs et des sous-thèmes possibles, notant également les variations et les points de désaccord potentiels dans les sections de commentaires. Des idées très ou souvent approuvées couvrant le thème ou le sous-thème sont également mentionnées. Les thèmes et sous-thèmes identifiés sont présentés dans l'ordre du niveau d'occurrence tel qu'évalué par l'analyste à l'aide du système d'analyse textuelle.

Le but ultime de cette approche qualitative n'est pas seulement d'enregistrer les thèmes ou les idées qui attirent le plus l'attention sur la plate-forme, mais aussi d'enregistrer l'ampleur et la diversité des idées relevant d'un même sujet. Si plusieurs idées soumises sur la plateforme sont en pratique des expressions d'une même idée ou d'un même sous-thème, des indications qualitatives à cet égard sont fournies dans le résumé, en faisant référence à une idée ou à un sous-thème «récurrent» ou «éminent».

Les résumés comprennent également des liens vers des idées ou des événements illustratifs, qui décrivent une proposition concrète ou fournissent un bon résumé de l'argument général du thème ou du sous-thème identifié.

Dans l'analyse des événements, l'équipe de recherche se concentre sur les événements fermés avec un rapport d'événement. Une attention particulière est accordée aux événements consultatifs plus participatifs et délibératifs, afin d'inclure les voix et les opinions des citoyens qui, autrement, pourraient ne pas trouver leur chemin vers la plateforme numérique.

La répartition d'un sujet en thèmes et sous-thèmes ou idées est représentée visuellement dans la carte mentale pertinente.